



SEANCE ORDINAIRE DU 24 SEPTEMBRE 2013

Compte rendu

L'an deux mille treize et le vingt-quatre septembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. T. DEWINTRE, M. G. LAURET suppléant de M. P. DUDIEUZERE, M. J.-M. ESCHBACH suppléant de M. M. FRAYSSE.

Pouvoir(s):

M. H. ALLOUCHE à Mme D. SANTONJA, Mme S. BLANPIED à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DUFOUR à M. J.-P. MOURE, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. J.-M. LEGOUGE à M. N. SEGURA, M. M. PASSET à Mme F. PRUNIER, M. L. POUGET à Mme J. CLAVERIE, M. C. SUDRES à M. H. MARTIN.

Excusé(es):

Mme F. BERGER, M. P. SAUREL

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, Mme H. QVISTGAARD

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 87 affaires.

Monsieur le Président propose les modifications suivantes :

AFFAIRE N°09 :

INSERTION PAR L'ECONOMIQUE - CONVENTION DE COOPÉRATION – EMPLOI GRANDS TRAVAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE (Intervention de l'Etat via le Pôle Emploi)

AFFAIRE N°35 :

MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI - FILIÈRE TIC SANTÉ - SOUTIEN AU PROJET DE CRÉATION DU CENTRE DE RECHERCHE ET INNOVATION INDUSTRIELLE - CR2I – APPROBATION (Modification du plan de financement suite au Comité de Pilotage du 24 septembre 2013)

L'ordre du jour modifié est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 25 JUILLET 2013

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du jeudi 25 juillet 2013.

Le Procès-Verbal de la séance du jeudi 25 juillet 2013 est adopté à la majorité des voix exprimées (2 contre : 1 Montpellier, 1 Saint-Jean-de-Védas).

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2013-346 - 03/07/13 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3332EA13 de maîtrise d'œuvre pour l'étude préalable à l'extension de la station d'épuration de Murviel lès Montpellier

Objet : Un marché n°3332EA13 de maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation de l'étude préalable à l'extension de la station d'épuration de Murviel les Montpellier pour une mission normalisée « étude préliminaire (PRE) », sans formalités préalables et à prix global et forfaitaire, est passé avec la société ENTECH Ingénieurs Conseils, sise à Mèze. Ce marché concerne la mission normalisée de maîtrise d'œuvre PRE. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois. Le montant du marché s'élève à 5 900,00 € H.T.

N°D2013-388 - 19/08/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un contrat passé avec la société NEOPOST pour la location et l'entretien des machines à affranchir équipant les pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha et bâtiment MIBI

Objet : Un contrat de location entretien maintenance pour trois machines à affranchir modèle IS-440 avec balances automatiques intégrées est souscrit par la Communauté d'Agglomération auprès de la société NEOPOST France. Ces équipements viendront équiper respectivement la pépinière d'entreprises Cap Alpha à Clapiers, la pépinière d'entreprises Cap Oméga et le bâtiment MIBI à Montpellier. Le contrat prend effet à la date de sa notification, pour une durée d'un an reconductible expressément par période de même durée, pour un maximum de 3 ans. Le coût total annuel du contrat pour les trois machines à affranchir s'élève à 2 980 € H.T.

N°D2013-403 - 16/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société FRUITION SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société FRUITION SCIENCES pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B2.5 et B2.6 pour une surface totale de 43,90 m² situés au 2^{ème} étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} juillet 2013 soit jusqu'au 30 juin 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 43,90 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 605,82 euros H.T.

N°D2013-419 - 17/07/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à une cession d'un cribleur immatriculé AX159JP - Plateforme de Grammont

Objet : La vente de l'engin (cribleur) immatriculé AX159JP est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'entreprise BIOMASSE de Provence – 16, ZAC du Pujols 2 – 13390 AURIOL. L'engin immatriculé AX159JP, de marque LOUAULT, mis en circulation le 13 avril 2000, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est vendu en l'état. L'enlèvement est à la charge de l'acquéreur. La vente sera effective à la date de signature du certificat de cession.

La vente est conclue pour un montant de 14 352 € T.T.C.

N°D2013-424 - 16/07/13 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3209EA13 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de dévoiement du collecteur unitaire T130 Ruisseau des Vaches, Commune de Montpellier

Objet : Un marché n°3209EA13 est passé avec le bureau d'étude Coumelongue sis à Béziers. Ce marché consiste à confier la maîtrise d'œuvre pour le dévoiement du collecteur unitaire T130 « Ruisseau des Vaches » à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 semaines. Le montant du marché s'élève à 14 675,00 € H.T.

N°D2013-428 - 16/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega et autorisant le transfert et l'extension de son activité vers des modules libres de toute occupation

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société NELIS pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} août 2013, soit jusqu'au 31 janvier 2014. Dans un même temps, à compter du 1^{er} août 2013, la société transfère son activité vers des modules libres et mieux adaptés à ses besoins. A compter de cette date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société NELIS passe de 44,56 m² à 89,09 m² et la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS pour la surface occupée dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 273,98 euros.

N°D2013-429 - 16/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMPUFIRST au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMPUFIRST pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} juillet 2013, soit jusqu'au 31 décembre 2013. A compter du 1^{er} juillet 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMPUFIRST pour la surface de 178,43 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 551,54 euros.

N°D2013-433 - 16/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société J-F CORTINA dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société J-F CORTINA est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est le second œuvre dans le bâtiment. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A09 de 221,64 m² pour une période de 24 mois. J-F CORTINA emploie actuellement 10 personnes.

N°D2013-434 - 15/07/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché de travaux électriques dans la galerie de liaison entre les halls 7 et 8 de l'unité AMETYST dans le cadre du mandat pour la réalisation de cette usine

Objet : Un marché n°2124T13.02 de travaux est conclu avec la société COFELY INEO sise 10, impasse André Marestan – BP 44795 – 31047 Toulouse Cedex 01. Ce marché concerne des travaux d'électricité relatifs à l'amélioration de l'éclairage de la galerie de liaison entre les halls 7 et 8 de l'unité AMETYST. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 2 mois. Le montant du marché s'élève à 24 750,00 € H.T.

N°D2013-441 - 16/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SAS Cabinet d'Etudes René Gaxieu dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire

Objet : La candidature de la SAS Cabinet d'Etudes René Gaxieu est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Ce cabinet d'études techniques, d'ingénieurs conseils et d'engineering est candidat au renouvellement de sa location du lot B2C de 60 m² pour une période de 23 mois. La SAS emploie actuellement 1 personne.

N°D2013-444 - 15/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Quelque chose de commun

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Quelque chose de commun, donné du 8 au 31 juillet 2013 par La Nivatyp Compagnie au Théâtre de L'Adresse. Ce marché est conclu avec la Nivatyp Compagnie et le Théâtre de L'Adresse, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 3 000 € T.T.C.

N°D2013-445 - 15/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle La passe imaginaire

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle "La passe imaginaire" donné du 8 au 31 juillet 2013 au Théâtre de L'Adresse. Ce marché est conclu avec la Compagnie Vertigo et le Théâtre de L'Adresse, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 3 000 € T.T.C.

N°D2013-447 - 15/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3359DC13 de numérisation des œuvres de la collection du Musée de l'Histoire de France en Algérie - lot n°1

Objet : Un marché à bons de commande n°3359DC13 de numérisation des collections est passé avec la société Arkhênum, dirigée par Mr Christian CHABRIER, 43, avenue Charles de Gaulle, 33200 Bordeaux Mérignac. Ce marché concerne le lot n°1 : numérisation de documents chez le prestataire. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'1 an. Le marché est conclu sans minimum et pour un maximum annuel de 15 000 € H.T.

N°D2013-448 - 15/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3359DC13 de numérisation sur les œuvres de la collection du Musée de l'Histoire de France en Algérie - lot n°2 : prises de vue

Objet : Un marché à bons de commande n°3359DC13 de numérisation des collections est passé avec M. Frédéric JAULMES, 53 boulevard Rabelais, 34000 Montpellier. Ce marché concerne le lot n°2 : numérisation par prises de vue in situ. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'1 an. Le marché est conclu sans minimum et avec un maximum annuel de 25 000 € H.T.

N°D2013-450 - 16/07/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au règlement intérieur de la salle Ferdinand Pelloutier

Objet : Il est décidé l'instauration d'un Règlement Intérieur pour l'utilisation de la salle Ferdinand Pelloutier au niveau R-1 du pavillon Junon et ses annexes, le hall du pavillon Junon compris par lequel l'organisateur s'engage à respecter les dispositions qui y sont énoncées. Ce Règlement Intérieur sera porté à la connaissance de l'organisateur avant la signature du contrat de location.

N°D2013-453 - 19/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3246UH13 relatif à l'étude des potentiels urbains autour de l'autoroute A9

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la société François Grether à Paris. Ce marché concerne l'étude des potentiels urbains autour de l'autoroute A9. Le marché prend effet à compter de sa notification. Son délai d'exécution est de 9 mois. Le montant du marché s'élève à 140 950 € H.T.

N°D2013-455 - 17/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société GSFT PROLOGIS dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société GSFT PROLOGIS est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier. Son activité est l'imprégnation du bois. Elle est candidate au renouvellement de la location des lots B09 et B10 de 126,48 m² pour une période de 24 mois. La société GSFT PROLOGIS emploie actuellement 10 personnes et projette d'atteindre un effectif de 12 personnes à 3 ans.

N°D2013-456 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice CALVET Christophe

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1302742-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Christophe Calvet contre la décision du 16 avril 2013 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a suivi l'avis de la Commission Administrative Paritaire et a maintenu les appréciations et l'évaluation portées sur la fiche de notation du requérant pour l'année 2012.

N°D2013-457 - 15/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle L'Estanquet

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle L'Estanquet donné le 12 septembre 2013 à Villeneuve-lès-Maguelone. Ce marché est conclu avec la Compagnie La Rampe Tio et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C.

N°D2013-458 - 26/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3366DC13 de réorganisation des collections de la médiathèque J.J. Rousseau à Montpellier - Lots 1 et 2

Objet : Un marché n°3366DC13 – lot n°1 : déménagement des collections et des mobiliers avant et après les travaux de réorganisation des collections est conclu avec la Société RIVES DICOSTANZO – 37 chemin du Prat Long – 31200 TOULOUSE, et un marché n°3366DC13 - lot n°2 : remplacement des actuelles dalles de faux-plafonds des actuels secteurs jeunesse et jeux-vidéos est conclu avec l'entreprise J.F. CORTINA – 41, rue Yves Montand – 34080 MONTPELLIER. Ces marchés concernent la réorganisation des collections de la médiathèque Jean Jacques Rousseau de Montpellier. Les marchés prennent effet à compter de leur notification et leur durée est de 2 mois. Le montant des marchés s'élève à 8 274,40 € H.T. pour le lot n°1, et 10 912,50 € H.T. pour le lot n°2.

N°D2013-460 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section A n°2540p - Commune de Sussargues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de Madame REBOUL Marie Rose épouse CHAZE, domicilié 48 rue de Melgueil à Palavas les Flots (34250) une partie de la parcelle sise commune de Sussargues, cadastrée section A n°2540, une contenance totale de 1 600m². Le prix d'acquisition est de 1 920€ toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2013-461 - 17/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3259GD13 pour la construction de dalles béton sous les points d'apport volontaire et prestation occasionnelle pouvant être demandée pour le nettoyage et remise en état des supports des colonnes brûlées

Objet : Un marché n°3259GD13 de travaux est passé avec l'entreprise B Mathieu Services sise à Montpellier. Ce marché concerne la construction de dalles béton sous les points d'apport volontaire et occasionnellement le nettoyage et la remise en état des supports des colonnes brûlées. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Il pourra être reconduit deux fois par période d'un an. Le montant annuel des commandes est compris entre un minimum de 60 000 € H.T. et un maximum de 130 000 € H.T.

N°D2013-462 - 23/08/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n°2 au mandat d'études préalables Site stratégique Plaine du Colombier - Commune de Baillargues

Objet : Un avenant n°2 est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM). Cet avenant concerne la durée du mandat (initialement prévue à 36 mois) qui est portée à 60 mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention initiale.

N°D2013-463 - 16/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société BC dans le Parc d'activités Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas

Objet : La candidature de la société BC est agréée en vue de l'acquisition dans le Parc d'activités Marcel Dassault. L'utilisateur final sera la société SERCA (activité de service après-vente pour le groupe de distribution CASINO). Elle est candidate à l'acquisition du lot 22 de 2 400 m² et projette un effectif de 40 personnes à 3 ans.

N°D2013-464 - 31/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3247EA13 pour la construction d'un dispositif d'injection de peroxyde d'hydrogène dans les eaux usées traitées sur le site de la station communautaire Maera

Objet : Un marché n°3247EA13 de travaux est passé avec l'entreprise OTV sise à Marseille. Ce marché concerne la construction d'un dispositif d'injection de peroxyde d'hydrogène dans les eaux usées traitées sur le site de la station d'épuration communautaire MAERA. Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer, sa durée est de 4 mois y compris la période de préparation. Le montant du marché s'élève à 184 000,00 € H.T.

N°D2013-465 - 23/08/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au choix des trois candidats admis à concourir dans le cadre du dialogue compétitif du Site stratégique de la Plaine du Colombier - Commune de Baillargues

Objet : Les candidats admis à concourir dans le cadre du dialogue compétitif sont les suivants :

- Equipe 4 : FRANCOIS GREThER/ PHYTOLAB/ FORMA 6/ ARCHIVOLT,
- Equipe 14 : FAUBOURG 2 3 4/ OLM,
- Equipe 20 : AGENCE N. LEBUNETEL/ ADRET/ ATELIER LD.

N°D2013-466 - 15/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Soli

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Soli, donné le 18 septembre 2013 par la Compagnie Taffanel à l'Esat La Bulle Bleue, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 000 € T.T.C.

N°D2013-467 - 15/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle L'augmentation

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle L'augmentation donné le 19 septembre par la Compagnie La Vaste Entreprise à l'Esat La Bulle Bleue, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 000 € T.T.C.

N°D2013-469 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la prise de possession anticipée d'une partie de la parcelle cadastrée section SO n° 5 - Commune de Montpellier

Objet : Une convention portant prise de possession anticipée d'une partie, soit 2 953m² environ, de la parcelle sise commune de Montpellier, cadastrée section SO n° 5 est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur et Madame CHAUVE Michel. Cette convention est consentie pour un montant d'indemnité de 22 150€.

N°D2013-470 - 15/07/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3344GD13 pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour le développement de l'utilisation de changes lavables sur le territoire de l'agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de fournitures courantes et services doit être signé avec la société INDDIGO sise 367 avenue du grand Ariétaz – 73024 CHAMBERY Cedex, en vue de réaliser une étude de faisabilité technico-économique et une étude de marketing afin de dégager les opportunités de conditions de création d'entreprises développant la diffusion et le lavage des changes réutilisables. Le montant de ce marché est de 26 900,00 € H.T. Le marché débutera à sa notification et se terminera fin juin 2014.

N°D2013-478 - 15/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle L'incroyable festival

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle L'incroyable festival donné les 13 et 14 septembre 2013 au festival 2+2=4. Ce marché est conclu avec l'Association Melting Pot Music, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 4 000 € T.T.C.

N°D2013-479 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision pour le marché n°3358DS13 relative aux travaux de changement et de réfection de filtres pour les piscines Amphitrite et Spilliaert

Objet : Un marché n°3358DS13 de travaux, composé de deux lots techniques (lot 1 : Amphitrite et lot 2 : Spilliaert) avec attribution à un seul candidat, est passé avec la société PROTECH FILTRES, 27, route de Bellevue, 08 200 GLAIRE. Pour le lot n°1, le marché prend effet à compter du 2 jusqu'au 15 septembre 2013. Pour le lot n°2, le marché prend effet à compter du 9 jusqu'au 22 septembre 2013. Pour le lot n°1, le montant du marché s'élève à 83 500 € H.T. Pour le lot n° 2, le montant du marché s'élève à 30 000 € H.T. soit un montant total de 113500 € H.T.

N°D2013-481 - 28/08/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 13 films

Objet : Des contrats d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération sont conclus avec les sociétés Sunjata films, 13 Productions, Ecran Sud , et 10 Francs, pour les films suivants :

- Sunjata films : « Horaya, les indépendances africaines », et « Colonialisme » ;

- 13 Productions : « Les pieds noirs, histoire d'une blessure » ;

- Ecran Sud : « Flamenca », « Trobadors », « Crosada », « Cathare », « Terre de Méditerranée »,

« Le paradoxe du trésor », « Georges Rouquier ou la belle ouvrage », « Henri Agel, la ferveur d'un spectateur du cinéma muet », « L'endevinhaire et Lo Joc de la Cabra » ;

- 10 Francs : « Mathilde Monnier », « Pascal Comelade, topographie anecdotique », « L'heure noire-Léo Malet », « Combas, le tableau libre ».

Chacun des contrats est conclu pour une durée de 10 ans à compter de la date de sa signature. Les contrats sont conclus pour les montants forfaitaires suivants :

- Sunjata films : 936 € T.T.C. ;

- 13 Productions : 640 € T.T.C. ;

- Ecran Sud : 2 644 € T.T.C. ;

- 10 Francs : 1 496 € T.T.C.

N°D2013-482 - 26/07/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la location d'une maison d'habitation située au 3024 avenue Albert Einstein à Montpellier, parcelle RB 16 au profit de Monsieur Laurent Morel et Madame Nathalie Fléchier

Objet : Un contrat de location est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'une part et Monsieur Laurent Morel et Madame Nathalie Fléchier d'autre part. Le contrat porte sur une maison d'habitation située au 3024 avenue Albert Einstein à Montpellier, sur la parcelle cadastrée RB 16. Le contrat est conclu pour 6

ans. Le loyer, payable au trimestre, est de 2741, 49 euros, hors taxe et hors abonnement.

N°D2013-484 - 26/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de six mois à compter du 23 juillet 2013, soit jusqu'au 22 janvier 2014. A compter du 23 juillet 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 164,30 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 1 907,77 € H.T.

N°D2013-485 - 17/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BO n°14 - Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de Monsieur Etienne BALMES, domicilié 37 rue Nouvelle à MONTPELLIER (34000) la parcelle sise commune de Lattes, cadastrée section BO n°14, d'une contenance totale de 7 546 m². Le prix d'acquisition est de 61 684 € toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2013-486 - 25/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B2.32, B2.33, B2.45, B2.46 pour une surface totale de 94,70 m² situés au 2^{ème} étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} août 2013 soit jusqu'au 31 juillet 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 94,70 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1257,61 euros H.T.

N°D2013-487 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section A n°776 et 775p - Commune de Sussargues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de Madame PEDERSEN Marie Sylvie épouse COHEN, domicilié 12 Avenue Nicolas Ledoux à Magny les Hameaux (78114), la parcelle cadastrée section A n°776 Commune de Sussargues, d'une contenance de 310 m² et une partie de la parcelle sise Commune de Sussargues, cadastrée section A n°775p, d'une contenance totale de 2 300 m². Le prix d'acquisition est de 3 132 € toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2013-489 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux sur les Communes de Castries section F n° 82, 83, 84 et 112, Saint Génies des Mourgues section AB n°102, 105 et 324 et Sussargues section A n°1363

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de quatre mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EARL Saint Léonard, Manade VITOU, représentée par son gérant ès qualité Monsieur VITOU Jean Pierre, sur une emprise totale de 6 892 m² décomposée comme suit :

-2 123 m² sur les parcelles cadastrées section F n° 82-83-84 et 112, lieu dit Saint Léonard - Commune de Castries ;

-2 141 m² sur les parcelles cadastrées section AB n° 102-105 et 324, lieu dit Clauzes et Bérange - Commune de Saint Génies des Mourgues ;

-2 528 m² sur la parcelle cadastrée section A n° 1363, lieu dit Roque Gironde - Commune de Sussargues ;

Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de mille huit cent soixante trois euros (1 863€).

N°D2013-490 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux section A n°1363 - Commune de Sussargues

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de DEUX mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Madame REBOUL Marie Rose épouse CHAZE, domiciliée 48 rue de Melgueil à Palavas les Flots (34250), sur une emprise totale de 2 500m² sur la parcelle cadastrée section A n°2540, d'une contenance totale de 3 356m², sise Commune de Sussargues. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de trois cents euros (300€).

N°D2013-491 - 16/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société EASYMEAL CONCEPT dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société EASYMEAL CONCEPT est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec. Son activité est la conception de service de restauration automatique. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A02 de 145.10 m² pour une période de 24 mois. Easymeal Concept projette un effectif de 15 personnes dans 3 ans.

N°D2013-492 - 16/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société COM'IMAGE dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société COM'IMAGE est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la publicité. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B01 de 68,39 m² pour une période de 24 mois. COM'IMAGE prévoit un effectif de 2 personnes à 3 ans.

N°D2013-493 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Communes de Castries et Saint Génies des Mourgues

Objet : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par le GFA Domaine de Fontmagne, représenté par son gérant ès qualité Monsieur Durand de Fontmagne Jacques, propriétaires des parcelles situées Commune de Castries, section F n°83 et 82 et Commune de Saint Génies des Mourgues, section AB n°102 et 105. La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de trois cent cinquante euros (350€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2013-494 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Communes de Castries, Saint Génies des Mourgues et Sussargues

Objet : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par l'Indivision de Fontmagne, représenté par son gérant ès qualité Monsieur Durand de Fontmagne Jacques, propriétaires des parcelles sises sur la des parcelles situées Commune de Castries, section F n°84 et 112 ; Commune de Saint Génies des Mourgues, section AB n°324 et Commune de Sussargues, section A n°1363. La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de six cent trente euros (630€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2013-496 - 19/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mandat d'études préalables à la SAAM portant sur l'aménagement du secteur de la Lauze Est- Commune de Saint-Jean-de-Védas

Objet : Une convention de mandat est passée avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM). Le mandat concerne la réalisation des études préalables à l'aménagement du Secteur de la Lauze Est. Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle des études de tiers est de 200 000,00 € H.T. (valeur mai 2013). Il est prévu une tranche ferme de 135 000 € portant sur les études préalables proprement dit et une tranche conditionnelle de 65 000 € portant sur la création de la ZAC et le suivi des procédures qui lui sont liées. La durée du mandat est fixée à 26 mois à compter de son entrée en vigueur. La rémunération totale du mandataire s'élève à 50 000 € H.T., dont 33 500 € pour la tranche ferme et 16 500 € pour la tranche conditionnelle.

N°D2013-497 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Commune de Saint Génies des Mourgues

Objet : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Madame COULON Renée, domiciliée 74 rue Jean Moulin à LUNEL-VIEL (34400), propriétaire de la parcelle située commune de Saint Génies des Mourgues, section AB n°159, d'une contenance de 3 060 m² et une superficie de 632 m² concernée par la servitude. La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de cent euros (100€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2013-498 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux section A n°775 - Commune de Sussargues

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de deux mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Madame PEDERSEN Pascale épouse COHEN, domiciliée 12, Avenue Nicolas Ledoux à Magny les Hameaux (78114), sur une emprise totale de 3 600 m² sur la parcelle cadastrée section A n°775, d'une contenance totale de 7 030 m², sise Commune de Sussargues. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de quatre cent trente deux euros (432€).

N°D2013-499 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux section AL n°54 - Commune de Lattes

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de cinq mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur CASTELLO Fabrice, domicilié avenue de la Castelle à Lattes (34970), sur une emprise totale de 750 m² sur la parcelle cadastrée section AL n°54, d'une contenance totale de 8 932 m², sise Commune de Lattes. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de mille euros (1 000€).

N°D2013-500 - 15/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de servitude de tréfonds pour les canalisations souterraines BRL - Parcelles AW n° 237 et 238 Commune de Pignan

Objet : Une convention de servitude de passage est consentie par la Communauté d'Agglomération à la Société BRL, autorisant le passage d'une ou plusieurs canalisations d'eau en tréfonds des parcelles sises Commune de Pignan, cadastrées section AW 237 et 238 sur une longueur totale d'environ 167,59 mètres et une largeur de 4

mètres. La présente convention est consentie par la Communauté d'Agglomération moyennant une compensation forfaitaire et définitive de cent soixante sept euros et cinquante huit centimes (167,58€).

N°D2013-501 - 15/07/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3060GD12 d'étude d'optimisation de l'organisation du service de collecte à l'usager sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3060GD12 avec les sociétés en groupement conjoint solidaire, VERDICITE sise, 20 rue Voltaire – 93 100 MONTREUIL, et ECOBOX sise, 55 rue Camille Pelletan – 33150 CENON est nécessaire. Il a pour objet de rajouter un prix au bordereau des prix unitaires pour la réalisation d'enquêtes terrain nécessaires à la bonne exécution par le titulaire de la phase 2 de l'étude. Le montant prévisionnel du marché est inchangé.

N°D2013-502 - 23/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'attribution d'un mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Saporta sur la Commune de Lattes

Objet : Un contrat est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM). Ce contrat concerne un mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes. Le contrat prend effet à compter de sa signature par les deux co-contractants, sa durée est fixée à 26 mois. Le montant global du contrat s'élève à 330 000 € H.T. Il se décompose comme suit :

- 265 000 € H.T. en ce qui concerne les études ;

- 65 000 € H.T. en ce qui concerne la rémunération du mandataire.

N°D2013-503 - 26/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du Théâtre du Hangar à la Compagnie Grognon Frères

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier met gratuitement à disposition le Théâtre du Hangar à la Compagnie Grognon Frères pour y organiser des répétitions du 12 au 31 août 2013. L'occupation est consentie à titre gratuit.

N°D2013-504 - 21/08/13 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative au désengagement de la SARL AX'EAU au profit de la SARL CITEC pour le marché n°8.117 de réalisation d'une mission de sondages non destructifs par imagerie radar dans le cadre de la 5ème ligne de tramway

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte du désengagement de la SARL AX'EAU en qualité de membre et mandataire du groupement solidaire titulaire du marché et du transfert des droits et obligations de la SARL AX'EAU à la SARL CITEC, qui devient l'unique titulaire du marché.

N°D2013-505 - 16/07/13 - Direction des Finances

Décision relative à la clôture de la régie de recettes et d'avances de la Maison d'Agglomération Odysseum à Montpellier

Objet : Suite à la fermeture de la Maison d'Agglomération Odysseum à Montpellier, la régie de recettes et d'avances doit être clôturée.

N°D2013-506 - 16/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ELINYA sur le Parc 2000 extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société ELINYA est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot F5 de 1 108 m² pour y construire un immeuble de bureaux, entrepôts et showroom de 613 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 625 m². Les utilisateurs finaux seront les sociétés SOGENA (agencement intérieur, menuiserie, maçonnerie) et SOGENETT (Nettoyage industriel). Les entreprises projettent un effectif de 16 personnes dans 3 ans.

N°D2013-507 - 17/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de surplomb pour la ligne 63 000 Volts Castelnau-Montpellier Zac Frejorgues - Zac Pastourel et l'implantation d'un support pour conducteurs aériens - Parcelles AN n° 62 - Commune de Lattes

Objet : Une convention de servitude de passage est consentie par la Communauté d'Agglomération à Réseau de Transport Electrique, autorisant d'une part le passage de conducteurs aériens d'électricité, sur une longueur totale d'environ 150 mètres, au dessus de la parcelle sise Commune de Lattes, cadastrée section AN n° 52, et d'autre part l'implantation à demeure d'un support pour conducteurs aériens d'électricité sur ladite parcelle. La présente convention est consentie par la Communauté d'Agglomération moyennant une compensation forfaitaire et définitive de 499 €.

N°D2013-508 - 16/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société KYLIANN sur le parc d'activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La candidature de la société KYLIANN est agréée en vue de l'acquisition dans le parc d'activités Charles Martel. Elle est candidate à l'acquisition des lots 4 et 5 de 3 600 m². Elle est candidate à l'acquisition des lots 4 et 5 de 3 600 m² pour y construire un bâtiment mixte de bureaux et entrepôts de 1 459 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface maximale de plancher de 1 460 m². L'utilisateur final sera la société Transport Logistique Express (TLE) dont l'activité est le transport. L'entreprise projette un effectif de 14 personnes dans 3 ans.

N°D2013-509 - 17/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux section AL n°51 et 52 - Commune de Lattes

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de 5 mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur PASTOR Charles, domicilié Chemin de la Castelle prolongé à Lattes (34970), sur une emprise totale de 300m² sur les parcelles cadastrées section AL n°51 et 52, d'une contenance totale respective de 6 821m² et 207m², sise Commune de Lattes. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de 300 €.

N°D2013-511 - 16/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - section AB n°159 - Commune de Saint Génies des Mourgues

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de deux mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Madame COULON Renée, domiciliée 74, Rue Jean Moulin à LUNEL-VIEL (34400), sur une emprise totale de 1 580 m² sur la parcelle cadastrée section AB n° 159, d'une contenance totale de 3 060 m², sise Commune de Saint Génies des Mourgues. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de deux cents euros (200€).

N°D2013-512 - 01/08/13 - Direction des Sports

Décision relative un marché n°3387DS13 de fourniture et la pose de matériel de traitement de l'eau des piscines de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché à bons de commande n°3387DS13 de fourniture est passé avec la société CHAVEROCHE. Ce marché à bons de commande concerne la fourniture d'équipements techniques d'analyse et de régulations multiples du traitement de l'eau des piscines. Ce marché à bons de commande prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Il est reconductible 2 fois par période d'un an. Le montant annuel du marché s'élève à 15 000 € H.T maximum.

N°D2013-523 - 02/08/13 - Direction de la Culture

Décision relative au contrat de prêt à titre gratuit de l'exposition photographique Portraits de garagistes à la médiathèque Françoise Giroud

Objet : Dans le cadre de l'exposition proposée à la médiathèque Françoise Giroud pour la période du 17 au 28 septembre prochain, il convient de signer un contrat de prêt avec Monsieur Jean-Philippe Chalvin. Ce prêt à titre gratuit de 50 photographies a pour titre "Portraits de garagistes". La Communauté d'Agglomération prendra en charge l'assurance de ces 50 photographies dont la valeur est estimée à 2500 €.

N°D2013-524 - 26/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat prêt à titre gratuit de l'exposition photographique Coup d'oeil à Castries à la médiathèque Françoise Giroud

Objet : Un contrat de prêt d'œuvres représentant les 52 photographies format A4 destinées à l'exposition « Coup d'œil à Castries » est conclu à titre gratuit avec la Mairie de Castries. Le prêt de l'exposition « Coup d'œil à Castries » prendra effet du 17 au 28 septembre 2013.

N°D2013-526 - 26/08/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3363RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre du projet de plateforme e-service mutualisée de Montpellier Agglomération

Objet : Un marché n°3363RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre du projet de plateforme e-service mutualisée de Montpellier Agglomération est conclu avec la société COMOE sise à Toulouse. Ce marché consiste à réaliser une assistance dans les trois domaines suivants :

- Assistance pour la mise en œuvre du système d'administration électronique au sein de la commune
- Intégration de nouveaux télé-formulaires (définition du besoin, accompagnement à la mise en œuvre)
- Support technico-fonctionnel.

Ce marché est conclu pour une durée de 18 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations. Le montant du marché est compris entre un minimum de 15 000,00 € H.T. et un maximum de 50000,00 € H.T.

N°D2013-529 - 10/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux du Château Mallet à Cournonterral

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise par convention, conjointement avec la Ville de Cournonterral, l'occupation par l'Association Contrepoint de locaux situés à l'antenne du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération à Cournonterral. Les lieux objet de la présente convention sont situés au Château Mallet, rue du docteur Ombras 34660 Cournonterral. L'occupation est autorisée pour une durée d'un an renouvelable 3 fois. Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

D2013-530 - 26/07/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Parcelle BC 17 à Saint-Jean-de-Védas

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la DIA auprès de Madame FOURNIER Céline de la parcelle cadastrée BC 17, d'une surface totale de 4 443 m², située au lieu-dit La Fricasse à Saint-Jean-de-Védas. Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 116 000 euros au vu de l'avis de France Domaines.

N°D2013-531 - 01/08/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section A n° 777 - Commune de Sussargues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès Monsieur et Madame SERRANO Paul, domicilié 12 Chemin des Prés à Sussargues (34160), propriétaires de la parcelle cadastrée section A n°777, d'une contenance totale de 430 m² sur la Commune de Sussargues. Le prix d'acquisition est de 5 000 € toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2013-533 - 01/08/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de prise de possession anticipée - Commune de Sussargues - Terrain cadastré section A n°777

Objet : Une convention portant prise de possession anticipée, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la parcelle sise commune de Sussargues, cadastrée section A n°777 d'une contenance de 430m² est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur et Madame SERRANO Paul. Cette convention est consentie pour un montant d'indemnité de 500 €.

N°D2013-534 - 23/08/13 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3424DS13 de mise à disposition de la grande loge centrale pour l'ensemble des événements se déroulant à l'ARENA

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec la société ENJOY Montpellier, conformément à l'article 28.II du Code des Marchés Publics mettant en œuvre une procédure adaptée sans mise en concurrence et sans publicité dans la mesure où les conditions décrites à l'article 35.II.8 de ce même code sont satisfaites. Ce marché concerne la mise à disposition de la grande loge centrale de la Park & Suites Aréna. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2014. Le montant du marché s'élève à 90 000 € H.T.

N°D2013-535 - 26/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société LAM BTP dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société LAM BTP est agréée en vue du renouvellement de la location dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier. Son activité est la maçonnerie et le gros œuvre en bâtiment. LAM BTP emploie actuellement 7 personnes et prévoit d'atteindre un effectif de 9 personnes à 3 ans.

N°D2013-537 - 26/07/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du Théâtre du Hangar à la Compagnie Machine Théâtre

Objet : La Communauté d'Agglomération met le Théâtre du Hangar gratuitement à disposition de la Compagnie Machine Théâtre du 5 septembre au 3 novembre 2013 inclus pour y organiser des répétitions. La convention est conclue à titre gratuit.

N°D2013-539 - 28/08/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3173TV13 de nettoyage des voiries d'intérêt communautaire

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec la société SMN à Castelnau le Lez. Ce marché concerne le nettoyage des voiries d'intérêt communautaire. Le marché est conclu pour une période initiale de 3 ans à compter de la notification. Le montant maximum pour la durée du marché s'élève à 193 000 € H.T.

N°D2013-540 - 19/08/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public conclu avec la société SATIN TECHNOLOGIES pour la réduction de surface de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu le 1er août 2013 avec la société SATIN TECHNOLOGIES pour la réduction de surface de ses bureaux de 72,20m² à 31,80m² situés au 2^{ème} étage du bâtiment MIBI. A compter de cette date, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention initiale, soit jusqu'au 31 juillet 2016. Le loyer mensuel H.T. s'élèvera à 422,30 euros.

N°D2013-541 - 27/08/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition ' Science/Fiction, voyage au cœur du vivant' de l'I.N.S.E.R.M à la médiathèque Victor Hugo

Objet : L'organisation de l'exposition " Science/Fiction, voyage au cœur du vivant ", présentée à la médiathèque Victor Hugo du 27 août au 18 octobre 2013 nécessite le prêt de 29 panneaux, tubes, grilles et ordinateur écran plat avec lecteur DVD. Le prêt de l'exposition prendra effet le 27 août 2013.

N°D2013-543 - 23/08/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3291GD13 pour la fourniture de composteurs individuels pour les habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°3291GD13 d'achat de fournitures est passé avec l'entreprise QUADRIA sise à Saint Jean d'Ilac (33127). Ce marché concerne la fourniture de composteurs individuels pour les habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter du premier bon de commande valant ordre de service de lancement des prestations. Le marché est conclu pour une période initiale de trois ans. Le montant du marché s'élève à 190 000,00 € H.T., seuil maximum de commande pour la durée du marché.

N°D2013-546 - 19/08/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de fourniture de matériels pour le renfort des collections imprimés et multimédia pour le réseau des médiathèques - Lot n°1 adhésifs

Objet : Un marché n°3494DC13 à bon de commande est passé avec la société Filmolux SARL, sis 300 rue Etienne Marcel – 93 170 Bagnole, avec un montant minimum de 8000 €H.T. et un montant maximum de 14 000 € H.T. Ce marché à bon de commandes concerne le lot n°1 : adhésifs pour recouvrir tout type de document imprimé et multimédia du réseau des médiathèques. Le marché prend effet à compter de la notification de celui -ci. Sa durée est de 1 an avec possibilité de reconduction 2 fois.

N°D2013-547 - 01/08/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature du laboratoire de prothèse dentaire Alain Ferrier dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature du Laboratoire de prothèse dentaire Alain Ferrier est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la fabrication de prothèse dentaire. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A02 de 108.69 m² pour une période de 24 mois. Le laboratoire prévoit l'emploi de 6 personnes à 3 ans.

N°D2013-549 - 05/08/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°1757GD07 pour la réalisation de l'installation de stockage de déchets ménagers non dangereux.

Objet : Suite à la fusion sous seing privée en date du 01/10/2011 entérinée par les assemblées générales du 31/01/2012 des sociétés RAZEL et BEC FRERES, un avenant de transfert doit être passé en vu du transfert à la société RAZEL BEC des prestations confiées à la société BEC FRERES.

N°D2013-550 - 05/08/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3310GD13 de maîtrise d'œuvre des travaux d'amélioration de la captation et du traitement d'air de l'unité de méthanisation Amétyst.

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3310GD13 de maîtrise d'œuvre portant sur la réalisation de travaux relatifs à l'amélioration de la captation et du traitement de l'air de l'unité de méthanisation Amétyst doit être passé afin de prendre en compte les modifications du poste TGBT rendues nécessaires par les travaux d'aménagements prévus (initialement, ces modifications devaient être intégrées dans la DSP Amétyst, convention résiliée entre temps). Cet avenant prend effet à sa notification et se terminera au plus tard le 30 juin 2014. Le montant de cet avenant est de 16 700,00 € H.T. Le nouveau montant du marché est de 9 900,00 € H.T.

N°D2013-551 - 26/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice REICHERT Chantal

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1303073-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Chantal Reichert tendant à réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute corporelle dont elle a été victime dans une bouche d'égout sur la Commune de Montpellier.

N°D2013-552 - - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société KISANO France pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société KISANO France pour l'occupation du local répertorié bureau B2.19 d'une surface de 13,90 m² situé au 2ème étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er septembre 2013 soit jusqu'au 31 août 2016. La redevance mensuelle à payer par la société pour la surface totale de 13,90 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 184,59 euros H.T.

N°D2013-553 - 08/08/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2123MGSC de fourniture de gaz naturel pour le musée Lattara, la piscine Poséidon et la médiathèque Jean Giono

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2123MGSC est passé avec la société EDF à Montpellier. Cet avenant concerne la prolongation de la durée du marché subséquent du 13 août au 31 décembre 2013 (jusqu'au renouvellement de l'accord cadre et passation de marchés subséquents prévus fin 2013). Le présent avenant s'élève à 21 739,13 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 145 787,33 € H.T.

N°D2013-555 - 26/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice MAERTENS Madeleine

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en référé n°1303166-10 par Madeleine Maertens près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à la désignation d'un expert médecin consécutivement à une chute corporelle dont elle a été victime au Planétarium Galilée.

N°D2013-556 - 26/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice SCI NOLU

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 13MA02677 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la SCI Nolu contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 13 mai 2013 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.

N°D2013-557 - 26/07/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega et autorisant le transfert et l'extension de son activité vers des modules libres de toute occupation

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de 12 mois à compter du 1er août 2013, soit jusqu'au 31 juillet 2014. A compter du 1er août 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EXPERNOVA pour la surface de 59,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 854,57 euros.

De plus, à compter du 1er septembre 2013, la société transférera son activité vers des modules libres et mieux adaptés à ses besoins. A compter de cette dernière date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société EXPERNOVA passera de 59,76 m² à 88,11 m² et la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EXPERNOVA s'élèvera à 1 259,77 euros.

N°D2013-559 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2236DC09 de maintenance du bâtiment, des équipements et des installations de la médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola et archives de Montpellier, lot n°1

Objet : Le tribunal de commerce de Montpellier a prononcé la liquidation judiciaire de la SA MULTITEC suivant jugement en date du 17 mai 2013. Par ordonnance en date 10 juillet 2013, le tribunal de commerce de Montpellier a autorisé la cession de la liste des affaires en cours portant sur l'activité maintenance au profit de la SAS SERVICES MAINTENANCE ENERGIE (S.M.E), 195 rue Alfred Sauvy, Parc de l'Aéroport, 34470 PEROLS. Cet avenant a donc pour objet de constater le transfert du marché à la société SME, étant entendu que le marché ainsi transféré s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au cahier des charges initial, éventuellement modifiées par avenant(s) antérieur(s).

N°D2013-560 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant de transfert au marché n°2585DS11 de travaux d'entretien et d'aménagement des bâtiments sportifs - Lot n°6 Traitement d'air et Plomberie

Objet : Un avenant au marché n°2585DS11 lot n°6 doit être passé en vue du transfert à la société SAS SERVICES MAINTENANCE ENERGIE (S.M.E) des prestations exercées jusqu'alors par la SA MULTITEC. Le marché ainsi transféré s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au cahier des charges initial, éventuellement modifié par avenant(s) antérieur(s). Ce transfert prendra effet à la notification de l'avenant.

N°D2013-562 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2585DS11 de travaux d'entretien et d'aménagement des bâtiments sportifs - Lot n°7 électricité

Objet : Un avenant au marché n°2585DS11 lot 7 doit être passé en vue du transfert au groupement SME/REEL Méditerranée des prestations exercées jusqu'alors par la SA MULTITEC. Le marché ainsi transféré s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au cahier des charges initial, éventuellement modifié par avenant(s) antérieur(s). Ce transfert prendra effet à la notification de l'avenant.

N°D2013-563 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2687DC11 de maintenance des installations de sécurité incendie, sureté intrusion et contrôle d'accès des bâtiments culturels de la Communauté d'agglomération de Montpellier - Lot n°2 Théâtres et salles de spectacles

Objet : Un avenant au marché n°2687DC11 lot 2 doit être passé en vue du transfert à la société SAS SERVICES MAINTENANCE ENERGIE (S.M.E) des prestations exercées jusqu'alors par la SA MULTITEC. Le marché ainsi transféré s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au cahier des charges initial, éventuellement modifié par avenant(s) antérieur(s). Ce transfert prendra effet à la notification de l'avenant.

N°D2013-564 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2748DC11 de maintenance multi-technique des bâtiments culturels de la Communauté d'agglomération de Montpellier - Lot n°3 Enseignements artistiques et lieux d'exposition

Objet : Un avenant au marché n° 2748DC11 lot 3 doit être passé en vue du transfert à la société à la société SAS SERVICES MAINTENANCE ENERGIE (S.M.E) des prestations exercées jusqu'alors par la SA MULTITEC. Le marché ainsi transféré s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au cahier des charges initial, éventuellement modifié par avenant(s) antérieur(s). Ce transfert prendra effet à la notification de l'avenant.

N°D2013-565 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2748DC11 de maintenance multi-technique des bâtiments culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Lot n°2 : Théâtres et salles de spectacles

Objet : Un avenant au marché n°2748DC11 lot n°2 doit être passé en vue du transfert à la société SAS SERVICES MAINTENANCE ENERGIE (S.M.E) des prestations exercées jusqu'alors par la SA MULTITEC. Le marché ainsi transféré s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au cahier des charges initial, éventuellement modifié par avenant(s) antérieur(s). Ce transfert prendra effet à la notification de l'avenant.

N°D2013-566 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2837MG12 de travaux d'aménagements, de mise aux normes accessibilité, de maintenance et de grosses réparations dans les bâtiments communautaires - Lot n°7 Plomberie-Sanitaires

Objet : Un avenant au marché n°2837MG12 lot n°7 doit être passé en vue du transfert à la société SAS SERVICES MAINTENANCE ENERGIE (S.M.E) des prestations exercées jusqu'alors par la SA MULTITEC. Le marché ainsi transféré s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au

cahier des charges initial, éventuellement modifié par avenant(s) antérieur(s). Ce transfert prendra effet à la notification de l'avenant.

N°D2013-567 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2837MG12 de travaux d'aménagements, de mise aux normes accessibilité, de maintenance et de grosses réparations dans les bâtiments communautaires - Lot n°8 Electricité

Objet : Un avenant au marché n° 2837MG12 lot 8 doit être passé en vue du transfert à la société SAS SERVICES MAINTENANCE ENERGIE (S.M.E) des prestations exercées jusqu'alors par la SA MULTITEC. Le marché ainsi transféré s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au cahier des charges initial, éventuellement modifié par avenant(s) antérieur(s). Ce transfert prendra effet à la notification de l'avenant.

N°D2013-568 - 25/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2837MG12 de travaux d'aménagements, de mise aux normes accessibilité, de maintenance et de grosses réparations dans les bâtiments communautaires - Lot n°10 - Chauffage - Ventilation - Climatisation

Objet : Un avenant au marché n°2837MG12 lot 10 doit être passé en vue du transfert à la société SAS SERVICES MAINTENANCE ENERGIE (S.M.E) des prestations exercées jusqu'alors par la SA MULTITEC. Le marché ainsi transféré s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au cahier des charges initial, éventuellement modifié par avenant(s) antérieur(s). Ce transfert prendra effet à la notification de l'avenant.

N°D2013-569 - 06/08/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - section SI n° 87 - 90a - 90b- 98 - section SN n° 19 - section SO n° 7 - 8 - 9 et section SR n° 28 - 29 - Commune de Montpellier

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée à compter de la signature des présentes, et ce jusqu'au 31 mars 2018, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la S.A. Autoroutes du Sud de la France, dont le siège social est situé 9, Place de l'Europe à Rueil-Malmaison (92851) cedex, sur une emprise totale de 27 545m² sur les parcelles cadastrées section SI n° 87 – 90a – 90b- 98 – section SN n° 19 – section SO n° 7 – 8 – 9 et section SR n° 28 – 29, d'une contenance totale de 99 851m², sise commune de Montpellier. Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2013-570 - 19/08/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre la Communauté d'agglomération de Montpellier et la société ITK pour l'occupation de locaux dans la pépinière d'entreprises cap Alpha est conclu avec la société ITK. La prorogation prend effet le 1er octobre 2013 pour une période de douze mois, soit jusqu'au 30 septembre 2014. La redevance à payer par la société ITK pour la surface de 275,30 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 3 264,74 € euros H.T.

N°D2013-572 - 19/08/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société CREATION SOLEIL dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société CREATION SOLEIL est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la peinture en bâtiment. Elle est candidate à la location du lot A08 de 221.64 m² pour une période de 23 mois. La société prévoit 10 emplois à 3 ans.

N°D2013-573 - 06/08/13 - Direction des Sports

Décision relative à la mise à disposition à titre gratuit du stade Jules Rimet de la Commune de Sussargues

Objet : Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération gère les installations du stade Jules Rimet à Sussargues. A ce titre, elle souhaite mettre le stade à disposition de l'association sportive LASER QUEST FC.

N°D2013-574 - 27/08/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3298RI13 d'acquisition de licences de logiciels pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Objet : Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société Computacenter à Aix en Provence. Ce marché concerne l'acquisition de licences de logiciels pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la notification. Le montant annuel minimum du marché s'élève à 85 000 € H.T et le montant annuel maximum à 195000 € H.T.

N°D2013-575 - 19/08/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ADN ID au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 15 octobre 2009 est conclu avec la société ADN ID pour une période de douze mois à compter du 1^{er} octobre 2013 soit jusqu'au 30 septembre 2014. La redevance à payer par la société ADN ID pour la surface de 135 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 1 763,91 € euros H.T.

N°D2013-576 - 08/08/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Conservatoire National de Région'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement à des désordres et malfaçons constatées sur la charpente du Conservatoire suite aux travaux d'extension de l'établissement.
N°D2013-579 - 31/07/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Fixation judiciaire du prix - Parcelles BA 27, 28, 29, 30, 118 et 119 - Zone d'activités du Salaison - Vendargues
Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés" près le Juge de l'expropriation de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix des parcelles BA 27,28,29,30,118 et 119 sises zone d'activités du Salaison à Vendargues.
N°D2013-580 - 19/08/13 - Direction des Sports

Décision relative à une convention de mise à disposition du domaine public à diverses associations - stade Yves du Manoir
Objet : Afin de contribuer au développement des activités sportives sur le territoire de la Communauté d'Agglomération et de répondre avec réactivité aux sollicitations des associations, il convient de passer des conventions avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux horaires sur les terrains synthétiques au stade Yves du Manoir pour la saison 2013-2014.
N°D2013-582 - 08/08/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n° 1 au contrat de location du 24 août 2011 conclu entre la Communauté d'Agglomération et la société TEC4H concernant un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier
Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société TEC4H signent un avenant n°1 au contrat du 24 août 2011 concernant la location au profit de la société TEC4H d'un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier. L'avenant n°1 prolonge la durée de la location de 4 mois supplémentaires et porte le terme de la location au 31 décembre 2013. Le loyer reste inchangé, à savoir un loyer annuel de 4975,36 € T.T.C. par an.
N°D2013-583 - 19/08/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société VGS dans la ZAC Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas
Objet : La candidature de la société VGS est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Marcel Dassault. Elle est candidate à l'acquisition du lot 8 de 9 025 m². L'entreprise projette un effectif de 17 personnes dans 3 ans.
N°D2013-584 - - Direction des Sports

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat SAAM en vue de la réhabilitation du stade de la Mosson-Mondial 98
Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec le cabinet JULIEN, 14 rue Alfred Sauvy à CUGNAUX (31270). Ce marché concerne la passation et à la gestion de marchés publics d'assurances construction et de services connexes relatifs à l'opération de réhabilitation du stade de la Mosson – Mondial 98 à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de quarante huit (48) mois. Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire qui s'élève à 18 000,00 € H.T et une option s'élevant à un montant de 3 600,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
N°D2013-585 - 19/08/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DEINOVE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha
Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2009 est conclu avec la société DEINOVE pour une période d'un mois à compter du 1^{er} octobre 2013 soit jusqu'au 31 octobre 2013. Ce délai complémentaire permettra à la société DEINOVE de finaliser les travaux d'aménagement de ses nouveaux locaux au sein du Biopôle à Montpellier. La redevance à payer par la société DEINOVE pour la surface de 647,76 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 8 225,78 € euros H.T.
N°D2013-586 - 19/08/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de tréfonds pour le réseau souterrain d'électricité - Domaine de Viviers - Parcelles section C n° 1245 - 1243 - 829 - 420 - 419 - 417
Commune de TEYRAN
Objet : Une convention de servitude de passage au profit de la Société Hérault Energies dont le siège social est situé Chemin de Plaisance – RD 13 – BP 28 – à PEZENAS (34120), autorisant le passage d'un réseau souterrain d'électricité en tréfonds des parcelles sises Commune de TEYRAN, cadastrées section C n°1245 – 1243 – 829 – 420 – 419 - 417, propriétés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur une longueur totale d'environ 490 mètres ainsi que l'installation de trois coffrets. La présente convention est consentie par la Communauté d'Agglomération à titre gratuit.
N°D2013-587 - 09/09/13 - Direction des Sports

Décision relative à la modification du règlement intérieur à destination du public du réseau des piscines communautaires.
Objet : Compte tenu de l'évolution du fonctionnement des piscines, des exigences de qualité d'hygiène et de sécurité et de l'élargissement de l'offre d'activités proposées aux différentes catégories de publics, il est nécessaire d'adapter le règlement intérieur à ce nouveau contexte.
N°D2013-590 - - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au marché n°3382PS13 de rebriquetage d'un four cinéraire

Objet : Un marché de services est passé avec la Société S.O.T.A.G, sise : 274, rue de Saint-Clément – 84100 ORANGE. Ce marché concerne le rebriquage du four n°2 du Complexe Funéraire de Grammont. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de cinq semaines. Le montant du marché s'élève à 46385 € H.T.

N°D2013-591 - 27/08/13 - Direction des Finances

Décision modificative concernant la régie de recettes de la Piscine Alfred NAKACHE

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie de recette de la Piscine Alfred NAKACHE, il convient de modifier le montant du fonds de caisse. Il nouveau montant est fixé à 150 €.

N°D2013-593 – 27/08/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SGE dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société SGE est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est le service après-vente de matériel chirurgical. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A11 de 221.64 m² pour une période de 24 mois. Elle emploie actuellement 1 personne.

N°D2013-594 – 29/08/13 - Direction des affaires juridiques et des marchés publics

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1303628-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 31 juillet 2013 par la SA ARCADES AUTOMOBILES tendant à l'annulation du titre exécutoire n°1113 du 3 juillet 2013 émis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ce, consécutivement à l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel n°09MA01352 du 17 juin 2013.

N°D2013-609 – 19/08/13 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3292GD13 de collecte des papiers de bureau des producteurs non ménagers

Objet : Un marché n°3292GD13 lot 1 de prestations de services est conclu avec la société Feuille d'Erable. Ce marché concerne la collecte des papiers de bureau des producteurs non ménagers sur le territoire. Le marché prend effet de sa notification jusqu'au 30 avril 2015. Ce marché à bons de commande comporte un seuil minimum de 80 000 € H.T. et un seuil maximum de 190 000 € H.T.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - APPROBATION DES ÉTUDES D'AVANT-PROJET

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

TaM a achevé les études de l'avant-projet de l'opération qui ont été organisées et conduites dans les conditions suivantes :

- pour l'ensemble de l'infrastructure de la ligne, les aménagements urbains et les installations de remisage et de maintenance, l'étude est réalisée par le groupement de maîtrise d'œuvre,
- pour le matériel roulant et les opérations associées, intégrant les réseaux, les contrôles, les opérations de circulation, les opérations associées de voirie, le foncier et les autres frais du maître d'ouvrage, l'étude a été réalisée par TaM, mandataire du maître d'ouvrage,
- TaM procède ou fait procéder par les maîtres d'ouvrages concernés à l'étude des opérations d'accompagnement associées, dont notamment les déviations des réseaux et les adaptations du système de régulation de trafic et de priorité aux transports en commun.

A ce stade, il convient de valider l'ensemble de l'opération ligne 5, son enveloppe financière et son calendrier, en vue d'un démarrage des travaux avant la fin 2013, pour la section Lavérune / Clapiers.

Les éléments technico-économiques essentiels sont les suivants :

I. Caractéristiques générales

Le système tramway retenu et le réseau à 5 lignes répondent à une forte croissance urbaine dans l'agglomération ainsi qu'aux besoins en déplacements selon les orientations du SCOT et du PDU. Ce nouveau réseau permettra de structurer à la fois le système de déplacements, en cohérence avec l'évolution du réseau principal de voirie, mais aussi le développement de l'agglomération (dont les opérations d'urbanisme programmées dans les communes : la ZAC Ovalie, l'opération EAI, l'ensemble de l'opération Campus et le quartier Thomassy / Quatre Seigneurs).

Le projet de 5^{ème} ligne desservira directement 89 500 habitants, 45 600 emplois et 47 000 étudiants et lycéens. Il permettra la constitution d'un réseau de transport public attractif, efficace et ouvert, desservant, pour la part tramway, près de 60% de la population de l'Agglomération de Montpellier, plus de 64% des emplois et 80% des scolaires, offrant à tous une très grande accessibilité à l'espace et aux équipements de l'agglomération.

Par ailleurs, l'offre en parkings relais développée sur le réseau à 5 lignes de tramway, avec une capacité à terme de 6 800 places environ, dont 1 460 sur la Ligne 5, assure de fortes potentialités de captation des flux automobiles.

Les caractéristiques générales du projet sont les suivantes :

- 15,7 km de longueur pour la ligne 5 dont 1,5 km en tronc commun avec la Ligne 1 ; et voies uniques sur les extrémités (Lavérune-Genneaux, Paul Fajon-les Bouisses et Girac-Clapiers)
- 26 stations dont : 1 commune avec la Ligne 3 au niveau de Saint-Denis, 3 communes avec la Ligne 4 (Saint-Guilhem, Peyrou, Place Albert 1^{er}) et 4 en liaison avec la Ligne 1 : Place Albert 1^{er}, Stade Philippidès, Boutonnet et Saint-Eloi.
- 2 parkings relais gardiennés (Genneaux et Girac), 2 parkings de proximité (Lavérune et Montferrier) et extension du parking de Clapiers.
- 8 ouvrages d'art dont 4 entièrement créés, 3 modifiés et 1 ouvrage hydraulique de moindre importance.
- 20 rames de matériel roulant de 43 m de long et de 2,65 m de large (dont 2 de réserve), compatibles pour la circulation sur les lignes 1, 2, 3 et 4.
- La ligne 5 nécessitera la maintenance et le remisage de 20 rames supplémentaires. Le dépôt de Jeune Parque (JP) et le dépôt les Hirondelles (CEMH) seront agrandis et modifiés en conséquence.

II. L'insertion et les aménagements urbains

Le réaménagement des rues empruntées est réalisé de façade à façade, lorsque le contexte le permet, avec des aménagements urbains ou la réalisation d'espaces publics de qualité.

Le parti d'aménagement est respectueux de l'environnement, la conception des bâtiments et des équipements, le choix des matériaux et des essences végétales employés optimisent autant que possible les consommations d'énergie, d'eau et de ressources naturelles et privilégient la facilité d'entretien et de maintenance, le confort et la sécurité.

Dans les sections courantes en insertion centrale, le choix du végétal semble le plus adapté. Il sera orienté vers des solutions permettant de limiter les apports en eau. La plateforme tramway sera végétalisée sur une surface de 40 000m², soit près d'un tiers du tracé.

Le bilan végétal du projet est positif avec 1 611 arbres tout au long de la ligne.

La redistribution de l'espace public lié à la Ligne 5 est bénéfique aux cheminements doux. Les cheminements piétons sont largement repris et améliorés et un itinéraire cyclable est systématiquement aménagé à proximité de la ligne, avec des bandes cyclables ou pistes uni ou bi-directionnelles en site propre dès que le contexte le permet.

Les aménagements de l'espace public et du tramway, ainsi que tous ses équipements, sont conçus selon les principes d'accessibilité aux personnes handicapées et à mobilité réduite, résultant de la loi n° 2005-102 pour l'égalité des droits et des chances du 11 février 2005 : accessibilité des trottoirs, des passages piétons, des stations et du matériel roulant à plancher bas, accessibilité des équipements de distribution de titres et d'information, annonces sonores dans les véhicules, dans les stations de correspondance et aux carrefours, dispositifs de guidage pour les malvoyants, ...

Ces dispositions seront précisées lors de la poursuite des études de projet puis d'exécution, en cohérence avec les orientations du plan de mise en accessibilité du réseau de transport en cours d'élaboration par la Communauté d'agglomération, en partenariat avec les associations de personnes handicapées.

Le projet prend en compte les évolutions nécessaires du plan de circulation. De même, les aménagements résultant des contraintes hydrauliques, notamment dans le cadre de la lutte contre les inondations, sont pris en compte.

Les articulations singulières entre les grands axes à proximité du tracé agissent comme des repères, concentrent les échanges et permettent la transition d'une séquence paysagère à une autre. Le projet s'attachera à rendre ces espaces complexes les plus lisibles possible pour l'ensemble de leurs usages.

• Séquence Lavérune / Genneaux : Une station terminus située en zone rurale et péri-urbaine (avec parking de proximité de 60 places), avec traitement paysager qualitatif et naturel, et tracé de la voie unique en concassé calcaire ou faux ballast, à proximité de l'entrée de Lavérune et de l'Agri-parc de la Mosson.

• Séquence Genneaux / Paul Fajon : Une station et un parking-relais de 450 places (extensible à 600) en entrée de ville constituant un pôle d'échanges important relié aux différents itinéraires de modes doux. Séquence requalifiée permettant de maintenir une identité rurale, plateforme en axial en voie double et végétalisée.

• Séquence les Bouisses : Plateforme en latéral ouest, entre les arbres et les clôtures privées. Usage de la rue sous forme apaisée (zone 30) et aménagement prévu pour préserver l'alignement d'arbres. 1 pôle d'échange comprenant la station associée à une dépose bus, et aménagement d'un espace piéton et d'un véloparc.

• Séquence route de Lavérune : Insertion en partie latérale ouest et préservation des alignements de platanes existants. Plateforme végétalisée affirmant le caractère actuel. Une station après le rond-point Paul Fajon et préservation des aménagements cyclables du côté opposé de la plateforme.

• Séquence Vanières : Insertion centrale de l'avenue accompagnée d'une végétalisation et d'un aménagement tourné vers le piéton et les modes de déplacement doux. Aménagement dans les carrefours et maintien des deux voies dans les deux sens afin d'assurer la capacité et la fluidité nécessaires au trafic routier futur. Desserte par deux stations : une au niveau de la rue du Pas du loup et une au niveau du stade Yves-du-Manoir.

• Séquence Bugarel : Lieu de transition entre Vanières et l'ex. EAI, nécessitant le maintien d'une ambiance neutre, accessible aux modes doux (zone 30). Insertion contrainte avec une seule voie de circulation voiture et une piste cyclable dans le sens montant.

• Séquence EAI : Séquence irriguée par 3 stations : la station Bugarel à l'entrée sud, la station Collines d'Estanove, au centre, reliée par un cheminement piéton par la rue des Lavandins, et la station EAI, au sein de

l'ancienne école militaire. Insertion à affiner en fonction du projet d'aménagement urbain de la ville de Montpellier en cours d'étude.

- Séquence Lepic : Séquence homogène à apaiser et à réaménager avec le passage du tramway. Insertion d'une voie de desserte juxtaposée à une plateforme de tramway végétalisée à cause de la largeur disponible entre les platanes. Insertion ne prévoyant pas la conservation des arbres existants mais la plantation de nouveaux alignements. Aménagement de places de stationnement minute.
- Séquence 8 mai : Intégration du passage de la Ligne 5 dans le nœud routier de cette place permettant la régulation du trafic. Clarification des itinéraires piétons et modes doux. Affirmation du statut de place. Plateforme en béton désactivé et bordure pierre et aménagement intégrant l'ouvrage de l'Avenue de la Liberté. Dévoisement de réseaux lourds sur cette place.
- Séquence Clémenceau : Redéfinition de l'avenue en une vaste zone apaisée. Circulation automobile limitée à la desserte des quartiers du secteur et aux livraisons. Usage de l'espace orienté vers les modes doux. Plateforme latérale en début de section puis plateforme centrale, en béton désactivé et bordure pierre.
- Séquence Jeu de Paume : Poursuite des aménagements initiés dans le cadre de la Ligne 3. Plateforme centrale en béton désactivé et bordure pierre, parachevant l'extension du secteur piétonnier de l'Écusson vers Gambetta.
- Séquence Peyrou : Insertion de la plateforme centrale, en béton et bordure pierre. Objectif de mise en valeur de ce site historique remarquable de Montpellier, avec des aménagements sobres et les moins impactant possibles. Optimisation de l'organisation des circulations piétonnes pour usage confortable du site pour l'ensemble des usagers.
- Séquence Henri IV : Insertion latérale de la plateforme avec des revêtements minéraux de haute qualité (pierre et bordure pierre). Lien entre le Peyrou et le Jardin des Plantes. Cadrage de la plateforme par le double alignement de platanes qui sera maintenu. Circulation limitée aux accès locaux et modes doux privilégiés sur cet axe.
- Séquence Pezet / Mende : Séquence universitaire inscrite dans le projet Campus. Insertion centrale de la plateforme en pavés béton entre Pezet et place de la voie Domitienne, avec une circulation axée vers les modes doux et accès limités aux riverains. Puis passage en plateforme latérale Est et végétalisée sur la route de Mende, réalisant la couture entre les deux universités. Aménagements favorisant la perméabilité entre les deux sites avec implantation de deux stations (Voie Domitienne et Vert Bois).
- Séquence Hortus / Clapiers : Changement dans le paysage urbain initié par le passage le long du Bois de Montmaur, site classé, apportant une ambiance naturelle. Une attention est portée sur le contexte arboré et au respect des vues lointaines. Aménagements intégrés au contexte naturel le plus discrètement possible, permettant d'assurer la continuité des nombreux itinéraires doux. Trois nœuds importants marqués par : la station Agropolis, au cœur du pôle de recherche ; le nouveau carrefour au rond-point de Montferrier avec l'implantation du parking (100 places) et de la station ; et le Giratoire de Girac, aménagé en parking relais de 450 places, nécessitant un aménagement paysager. Enfin, une insertion et des revêtements adaptés : en latéral Ouest entre Hortus et Montferrier, puis Girac et Clapiers, végétalisé sur la première partie ; en latéral Est entre Montferrier et Girac, avec des revêtements colorés.

III. Coût d'investissement

L'enveloppe financière du projet définie à l'issue de la concertation et approuvée par délibération n°11191 du 30 octobre 2012 est confirmée par les études d'avant-projet et s'élève à 350 millions d'euros H.T. (valeur mars 2009) hors opérations connexes.

Elle est décomposée de la manière suivante :

- les frais de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre, d'étude, de procédures, de surveillance de chantiers, de sondages et levés de plans, de contrôles techniques et en général tous les frais nécessaires pour mener à bien la réalisation du projet ;
- les acquisitions foncières nécessaires ainsi que les indemnités diverses, les travaux de rétablissement de clôture de fonctionnalités riveraines et les frais correspondants ;
- les travaux préparatoires qui comprennent la libération des emprises en surface, les travaux de déviation des réseaux ;
- la construction des ouvrages d'arts propres au système (ponts, murs de soutènement, trémie réalisée en tranchée ouverte) ou la reprise d'ouvrages existants ;
- la réalisation de la plateforme : terrassements, fondations, conduites pour les câbles, drainage, pose des rails et appareils de voie et revêtements de surface ;
- les travaux sur voies modifiées par le projet sur l'espace public, de façades à façades y compris les pôles d'échange tramway - bus, les parcs - relais, les améliorations des liaisons piétonnes ou cyclables ;
- la construction des quais des stations avec leurs équipements, les locaux d'exploitation et les sous-stations ;
- la mise en place des équipements nécessaires au fonctionnement du système tels que les lignes aériennes, câbles pour l'énergie, transmissions, équipements d'exploitation, sous-stations ;
- l'extension des centres de maintenance et de remisage des Hirondelles, l'extension du centre de Jeune Parque ;
- les études, la fabrication et la mise en service des véhicules, ainsi que la fourniture des pièces de rechange.

IV. Délai et calendrier prévisionnels de réalisation

Le déroulement envisagé pour la construction du planning est le suivant :

- Commencement des travaux anticipés avant la fin 2013 (réseau d'AEP à Agropolis et fouilles archéologiques),
- Commencement des travaux de déviation de réseaux en avril 2014,
- Coupure d'exploitation pour effectuer les 5 raccordements en voie ferrée à l'été 2015,

La mise en service commerciale est envisagée pour la fin 2017.

V. Exploitation

Le tronçon Lavérune/Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera exploité avec 3 branches et deux services.

Afin d'assurer la cohérence de l'exploitation et d'affirmer l'unité du réseau, le niveau de service proposé sur la ligne 5 sera comparable à celui offert sur les quatre autres lignes.

La fréquence des rames pendant la journée sera fixée en cohérence avec celle des lignes 1, 2, 3 et 4 pour adapter l'offre de service à la fréquentation des rames et optimiser la qualité du service.

La vitesse commerciale moyenne de la ligne 5 sera de l'ordre de 19 km/h, pour un temps de parcours d'un bout à l'autre de la ligne d'environ 45 minutes.

En régime stabilisé, on attend donc 386 000 voyages par jour sur l'ensemble du réseau de transports en commun à l'horizon 2020, soit une augmentation de 24% par rapport à une situation initiale estimée sur le réseau à 4 lignes.

Avec un trafic global de 92,5 millions de voyageurs / an sur le réseau TaM, les 5 lignes de tramway représenteront à elles seules près de 84% de la clientèle (contre 80% pour le réseau à 4 lignes).

La ligne 1 devrait accueillir 103 800 voyageurs / jour, la ligne 2 : 56 750 voyageurs / jour, la ligne 3 : 73 220 voyageurs / jour et 36 700 voyageurs/jours seront effectués sur la Ligne 4 intégrale. La Ligne 5 accueillera 59 000 voyageurs/jours.

Les évaluations des coûts d'exploitation du réseau et des recettes commerciales de la clientèle mettent en évidence l'évolution favorable de la contribution de la Communauté d'Agglomération au budget d'exploitation.

Ces études d'avant-projet tiennent compte des diverses adaptations de projet résultant du rapport et des conclusions de la Commission d'Enquête concernant l'emprise de la ligne, son tracé et ses aménagements connexes.

Il s'agit de :

- Rue de Bugarel : L'adaptation consiste à réduire l'emprise dans la rue de Bugarel à 13,50 mètres contre 17 mètres prévus initialement, la rue présentant aujourd'hui une largeur de 11 mètres. Il s'agit d'aménager la circulation automobile sur la plateforme tramway sur une partie de la rue au droit des entrées riveraines avec un dispositif de feux tricolores pour assurer la sécurité vis-à-vis du tramway ou d'aménager une « zone de rencontre » latérale à la plateforme tramway, où cohabiteraient circulation riveraine, cycles et piétons.
- Secteur de l'ancien site militaire de l'EAI / Montcalm : La reprise du projet dans la traversée de l'ancien site militaire de l'EAI / Montcalm consiste à décaler d'environ 45 mètres vers l'ouest le tracé présenté initialement. Cette adaptation permet la réalisation d'un parc d'un seul tenant, indépendant de la plateforme tramway, dans le cadre du projet urbain mené par la Ville de Montpellier. La plateforme sera protégée du reste du parc par un dispositif à définir en cohérence avec l'aménagement global de ce dernier afin d'éviter tout conflit d'usage entre le futur parc et le fonctionnement du tramway.
- Station supplémentaire Boulevard Clémenceau : L'implantation d'une station supplémentaire au centre du boulevard Clémenceau permettra une desserte plus fine de ce quartier très dense et de ses commerces.
- Station Albert 1^{er} sur le boulevard Henri IV : Le quai double prévu initialement sera réduit à 70 mètres, la ligne 4 étant exploitée avec des rames courtes.
- Demandes d'aménagements ponctuels le long de la ligne : La poursuite des études d'avant-projet et projet, puis d'exécution, permettra d'affiner le projet en améliorant la résolution de questions techniques identifiées lors de l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les études d'avant-projet du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- décider la poursuite de l'opération,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - COMMISSION D'INDEMNISATION À L'AMIABLE - CRÉATION DE LA COMMISSION - APPROBATION

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011 le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet

de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

L'objectif assigné à TaM est de minimiser au maximum les impacts et nuisances de la réalisation des travaux pour les riverains concernés. Il restera cependant de manière ponctuelle certaines nuisances inévitables, en raison de contraintes locales particulières, pour des activités professionnelles pouvant donner lieu à indemnisation.

Il est proposé de mettre en place un dispositif permettant, comme pour les 4 premières lignes de tramway, d'indemniser, dans un cadre légal, à l'amiable et dans des délais beaucoup plus restreints que ceux résultant d'une procédure contentieuse, les professionnels riverains concernés par des préjudices vérifiés qui pourraient leur être causés.

1° CAS DANS LESQUELS LES PRÉJUDICES PEUVENT ETRE INDEMNISES

Les principes d'indemnisation qui seront appliqués pour apporter des solutions au règlement des dossiers de réclamations, sont ceux fixés par la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Le préjudice indemnisable doit être anormal et spécial, matériel, direct et certain. Ces principes ont conduit le Conseil d'Etat à considérer que :

- 1) La responsabilité de la collectivité publique n'est jamais reconnue pour des raisons de modification apportée à la circulation générale résultant par exemple, de changements effectués dans l'assiette des voies publiques, ni en cas d'absence de gêne notable causée à l'accès d'un immeuble.

La responsabilité de la collectivité publique, pour le compte de laquelle sont exécutés les travaux est engagée à l'égard des riverains de la voie publique principalement dans les cas suivants :

- l'accès à un local professionnel riverain de la voie publique a été totalement supprimé pendant une certaine durée,
- l'accès à un local professionnel riverain de la voie publique a été rendu très difficile pendant une certaine durée.

- 2) L'indemnisation est accordée en réparation d'un préjudice vérifié, la preuve devant être apportée par l'intéressé par tous moyens adéquats d'une baisse d'activité, d'une baisse de son chiffre d'affaires et d'une perte de bénéfice. Si la preuve est faite d'une baisse d'activité et de la perte d'un bénéfice imputable à la gêne causée par les travaux, et si le requérant était installé avant la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération, ce préjudice est indemnisé.

2° LA COMMISSION D'INDEMNISATION A L'AMIABLE

Afin d'éviter aux intéressés de trop longs délais de procédure, il est proposé de mettre en place une commission d'indemnisation à l'amiable sur le modèle du dispositif mis en œuvre pour les quatre premières lignes de tramway.

Un soin particulier a été apporté à la composition de cette instance afin qu'elle offre toutes les garanties de sérieux et d'impartialité et qu'y soient représentées les différentes parties concernées.

La composition de la Commission est ainsi proposée :

Les membres titulaires pourront être remplacés par un membre suppléant désigné dans les mêmes conditions.

Président

Mme Anne GUERIN, Conseiller d'Etat, Président de la Cour Administrative d'appel de Bordeaux, en qualité de Présidente de la Commission d'indemnisation à l'amiable,

Vice-Président

Madame Dominique BONMATI, Président du Tribunal Administratif de Montpellier, ou son représentant,

Membres

➤ deux représentants des services de l'Etat :

- un représentant désigné par Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon. Préfet de l'Hérault,
- un représentant des services du Trésor Public désigné par Madame le Trésorier Payeur Général de l'Hérault,
- Ø un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, désigné par elle même,
- Ø un représentant de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, désigné par elle même,
- Ø un représentant du Conseil d'Administration de TaM, désigné par le Conseil d'Administration,
- Ø trois représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désignés par le Conseil de Communauté.

Il est proposé de désigner les représentants de TaM et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier tant titulaires que suppléants à l'issue du renouvellement du Conseil au printemps 2014.

- Ø une personnalité compétente désignée par le Conseil de Communauté, à l'occasion de la même délibération que les représentants de l'agglomération ci-dessus.

3° L'INSTRUCTION

La commission d'indemnisation à l'amiable ne peut instruire les dossiers qu'à partir de renseignements précis et indubitables sur chaque cas particulier.

Les renseignements nécessaires doivent porter d'une part sur la réalité et l'importance de la gêne causée à l'activité en cause, d'autre part sur le préjudice qui nécessite une évaluation.

C'est pourquoi, il est proposé que la Commission puisse disposer :

- dans un premier stade, des moyens lui permettant d'apprécier l'importance des gênes occasionnées aux professionnels riverains par les travaux de la 5^{ème} ligne de tramway.

A cet effet, un huissier sera chargé par le maître d'ouvrage de procéder, dans les délais les plus rapides, à toutes les constatations utiles et de nature à permettre à la commission d'apprécier la réalité, la nature et l'étendue de la gêne causée par les travaux au riverain concerné.

- dans un second stade, et en vue de permettre à la commission d'apprécier au plus juste le préjudice subi par chacun des professionnels lésés, des experts financiers seront appelés à participer avec voix consultative aux travaux de la

commission. L'appréciation du préjudice subi tiendra compte de l'incidence des travaux sur l'activité de chaque entreprise au travers notamment de l'évolution de son chiffre d'affaires et, le cas échéant, des surcoûts directement imposés à l'entreprise à l'occasion de la période d'exécution des travaux ;

Ces experts « financiers » seront au nombre de trois : un désigné par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, et deux désignés par l'Ordre des Experts Comptables. Leur mission sera de fournir un rapport d'évaluation du préjudice subi par chacun des professionnels lésés dans les conditions ci-dessus précisées.

Cette mission leur est confiée par la commission d'indemnisation à l'amiable lorsqu'elle a constaté la réalité d'une gêne engageant la responsabilité de la Communauté d'Agglomération.

4° LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE ET LE ROLE DECISIONNEL DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Le déroulement de la procédure, à partir de chaque réclamation déposée, sera décrit de manière détaillée dans un guide à l'intention des professionnels riverains.

Chaque réclamation fera l'objet d'un premier examen par la commission d'indemnisation à l'amiable au vu des constats d'huissiers établis. A ce stade, cette dernière pourra, soit proposer un rejet de la réclamation, soit demander une expertise financière.

Dans cette seconde hypothèse, la commission d'indemnisation à l'amiable, au vu des rapports des huissiers et des experts financiers remis lorsque cesse la situation préjudiciable, se prononcera définitivement sur le préjudice et établira une proposition de règlement amiable. La commission pourra également proposer une indemnisation provisoire, lorsqu'elle l'estimera nécessaire, pendant le déroulement des travaux. Cette proposition sera validée par une décision de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, signée de son Président ou de son représentant et déposée en Préfecture.

TaM appliquera la décision de l'Agglomération de Montpellier et proposera à la signature du requérant, une convention d'indemnisation comportant le versement de l'indemnité contre renonciation à tout recours à raison des faits préjudiciables.

Au vu de la convention signée des deux parties, TaM, en sa qualité de mandataire de la Communauté d'Agglomération, effectuera le paiement de l'indemnité.

Il convient enfin de noter qu'une action contentieuse devant le Tribunal Administratif de Montpellier pourra bien évidemment 'être engagée par tout requérant dans la mesure où il ne souhaite pas utiliser une telle procédure de règlement amiable ou si celle-ci ne lui apporte pas satisfaction.

La création anticipée de cette instance doit permettre à, la Présidente, à la Vice-Présidente et aux représentants des services de l'Etat, des chambres consulaires, du Conseil d'Administration de TAM et de l'Ordre des Experts comptables d'élaborer le règlement de cette Commission d'indemnisation et l'ensemble des modalités d'instruction des dossiers avant le dépôt des premières demandes d'indemnisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la mise en place, selon les modalités décrites ci-dessus, d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux de la cinquième ligne de tramway et de ses extensions Nord et Ouest.
- solliciter l'accord de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Madame le Trésorier Payeur Général de l'Hérault, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, Monsieur le Président de la Chambre de Métiers de l'Hérault, Monsieur le Président de l'Ordre des Experts Comptables sur la composition de cette commission d'indemnisation amiable,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°2232 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

TaM est chargé d'assurer le suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération.

L'avenant n°1 au mandat d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway a pour

objet de procéder aux adaptations nécessitées par le nouveau Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de travaux (CCAG Travaux) et les nouvelles dispositions du Code des Marchés Publics. Il prend également en compte l'approbation de l'avant-projet général par le Conseil de Communauté de ce jour et fixe ainsi le coût d'objectif de l'opération.

Le CCAG Travaux a été profondément remanié par arrêté du 8 septembre 2009, notamment concernant la procédure à mettre en œuvre en cas d'augmentation du montant des travaux. Il s'agit de concilier les dispositions du CCAG Travaux, notamment son article 15, avec celles du Code des Marchés Publics.

Le CCAG Travaux ne prévoit plus le recours à une décision de poursuivre dans le cadre de marchés publics de travaux, lorsqu'il s'agit de l'augmentation du montant des travaux. Il met en place un dispositif contractuel autorisant la poursuite des travaux jusqu'à un plafond de 5% du montant contractuel pour un marché à prix forfaitaires et 25% pour un marché à prix unitaires, sauf émission par le Maître d'œuvre d'un ordre de service arrêtant les travaux au moins 10 jours avant la date à laquelle le montant contractuel initial sera atteint.

Aussi, il s'avère nécessaire de concilier ce dispositif avec le Code des Marchés Publics dont l'article 118 prévoit que *« Dans le cas particulier où le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée, que les prix indiqués au marché soient forfaitaires ou unitaires, à la conclusion d'un avenant ou, si le marché le prévoit, à une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur »*.

Dans le souci de sécuriser le maître d'ouvrage et de garantir le contrôle financier des marchés publics de travaux de la 5^{ème} ligne de tramway, la procédure des décisions de poursuivre, sous réserve qu'elle soit prévue dans le marché, sera mise en œuvre pour toute augmentation dans la masse des travaux, mais encadrée dans une limite de 10% pour les marchés à prix unitaires. Les décisions de poursuivre nécessitent en effet d'être rapidement mises en œuvre pour garantir la continuité des travaux.

- Pour les marchés à prix unitaires passés selon une procédure formalisée, la délibération adoptée par le Conseil Communautaire pour autoriser le mandataire, TaM, à signer le ou les marché(s), l'autorisera également à signer les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant «contractuel du marché», tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux.. Cette signature sera subordonnée à un accord express du Président ou de son représentant transmis préalablement au représentant du mandataire.

- Pour les marchés à prix unitaires passés selon la procédure adaptée, le Président ou son représentant, par délégation du Conseil Communautaire modifiée lors de la présente séance du Conseil, sera autorisé à prendre toute décision de poursuivre dans la limite de 10% du montant «contractuel», des travaux tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux. Cette décision signée par le Président ou son représentant autorisera le mandataire à signer la décision de poursuivre.

Ce dispositif tel que défini aux 3 alinéas précédents sera aussi applicable pour les marchés à prix forfaitaire dans la limite de 5% du montant «contractuel», des travaux tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux, en application du CCAG Travaux.

Pour les marchés passés selon une procédure formalisée ou selon une procédure adaptée, si les décisions de poursuivre entraînent un dépassement du montant contractuel du marché, tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux, de plus de 5% pour les marchés à prix forfaitaires et de plus de 10% pour les marchés à prix unitaires ou de la limite résultant de l'application de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 du CCAG Travaux pour les marchés conclus à prix mixte, celui-ci devra faire l'objet d'un avenant.

Pour les marchés à prix mixtes, ces dispositions seront mises en œuvre en application de l'article 15.3 du CCAG Travaux.

Le montant cumulé des décisions de poursuivre ne pourra avoir pour effet de dépasser le montant global de l'opération.

L'avant-projet général pour la section Lavérune / Clapiers vient d'être approuvé par le Conseil de Communauté, en conséquence l'enveloppe financière prévisionnelle de cette section est fixée à 350 millions d'euros H.T. (valeur mars 2009).

Cette enveloppe se substitue dans la convention de mandat à l'enveloppe financière évaluée pour la tranche ferme Ovalie / Clapiers et la seconde tranche conditionnelle d'extension vers Lavérune.

L'enveloppe financière prévisionnelle de la première tranche conditionnelle d'extension vers Prades le Lez reste fixée à 40 millions d'euros H.T. (valeur mars 2009).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de mandat relative à l'étude et à la réalisation de la 5ème ligne de tramway,
- dire que les crédits nécessaires à la rémunération du mandataire dans le cadre de l'exercice du mandat sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mmes F. Prunier, R. Souche, MM P. Bonnal, S. Fleurence, H. Martin, C. Morales, R. Subra, ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°7 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - AVENANT N°5 AU MARCHÉ DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°969 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 3^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral n°2007-I-1185 en date du 18 juin 2007, complété par arrêté n°2010-I-989 du 22 mars 2010.

Par délibération n°6083 du 30 juillet 2004, le Conseil de Communauté a attribué le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°969 au groupement TaM / TRANSAMO pour assurer en son nom et pour son compte les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la ligne 3 de tramway. Le montant initial de l'opération était fixé à 480 millions d'euros H.T. (valeur avril 2004) et le montant de la rémunération du mandataire était fixé à 14 312 890,96 € H.T. (valeur avril 2004).

L'avenant n°1 au mandat, approuvé par délibération n°6289 du Conseil de Communauté du 21 décembre 2004, a transféré à TaM la totalité du marché.

L'avenant n°2 au mandat, approuvé par délibération n°8414 du Conseil de Communauté du 23 juillet 2008, a :

- fixé le montant d'opération à 450 millions d'euros H.T. (valeur avril 2004),
- précisé la date de mise en service au 3^{ème} trimestre 2012,
- arrêté la rémunération à 15,541 millions d'euros H.T.,

L'avenant n°3 au mandat, approuvé par délibération n°9761 du Conseil de Communauté du 28 septembre 2010, a notamment intégré dans le périmètre du mandat confié à TaM, le programme de la ligne 4 « la Circulade » et des ouvrages et aménagements connexes étroitement imbriqués à ceux de la ligne 3. Il a fixé le montant de l'opération à 458,15 millions d'euros H.T. (valeur avril 2004) et le montant de la rémunération du mandataire à 15,701 millions d'euros H.T. (valeur avril 2004), inclus dans le montant d'opération.

L'avenant n°4 au mandat, approuvé par délibération n°10980 du Conseil de Communauté du 28 juin 2012, a intégré dans le périmètre du mandat confié à TaM les études et la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage d'une capacité de 1 200 places, dans l'emprise du parking de la Mosson, sans incidence sur le montant total de l'enveloppe financière confiée en mandat à TaM. Il a fixé le montant de la rémunération du mandataire à 16,009 millions d'euros H.T. (valeur avril 2004).

A ce stade de l'avancement de l'opération Ligne 3, il est proposé au Conseil de Communauté d'autoriser la signature d'un avenant n°5 à la convention de mandat afin de prendre en compte les modifications suivantes :

- procéder aux adaptations nécessitées par le nouveau Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de travaux (CCAG Travaux) et les nouvelles dispositions du Code des Marchés Publics,
- ajuster le programme des opérations connexes pour intégrer les travaux Ville de Lattes sur le parc urbain,
- modifier la rémunération du mandataire pour intégrer cette opération connexe et l'acquisition de 4 rames supplémentaires.

Le CCAG Travaux a été profondément remanié par arrêté du 8 septembre 2009, notamment concernant la procédure à mettre en œuvre en cas d'augmentation du montant des travaux. Il s'agit de concilier les dispositions du CCAG Travaux, notamment son article 15, avec celles du Code des Marchés Publics.

Le CCAG Travaux ne prévoit plus le recours à une décision de poursuivre dans le cadre de marchés publics de travaux, lorsqu'il s'agit de l'augmentation du montant des travaux. Il met en place un dispositif contractuel autorisant la poursuite des travaux jusqu'à un plafond de 5% du montant contractuel pour un marché à prix forfaitaires et 25% pour un marché à prix unitaires, sauf émission par le Maître d'œuvre d'un ordre de service arrêtant les travaux au moins 10 jours, avant la date à laquelle le montant contractuel initial sera atteint.

Aussi, il s'avère nécessaire de concilier ce dispositif avec le Code des Marchés Publics dont l'article 118 prévoit que *« Dans le cas particulier où le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée, que les prix indiqués au marché soient forfaitaires ou unitaires, à la conclusion d'un avenant ou, si le marché le prévoit, à une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur »*.

Dans le souci de sécuriser le maître d'ouvrage et de garantir le contrôle financier des marchés publics de travaux de la 3^{ème} ligne de tramway, la procédure des décisions de poursuivre, sous réserve qu'elle soit prévue dans le marché, sera mise en œuvre pour toute augmentation dans la masse des travaux, mais encadrée dans une limite de 10% pour les marchés à prix unitaires. Les décisions de poursuivre nécessitent en effet d'être rapidement mises en œuvre pour garantir la continuité des travaux.

- Pour les marchés à prix unitaires passés selon une procédure formalisée, la délibération adoptée par le Conseil Communautaire pour autoriser le mandataire, TaM, à signer le ou les marché(s), l'autorisera également à signer les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant «contractuel du marché», tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux. Cette signature sera subordonnée à un accord express du Président ou de son représentant transmis préalablement au représentant du mandataire.

- Pour les marchés à prix unitaires passés selon la procédure adaptée, le Président ou son représentant, par délégation du Conseil Communautaire modifiée lors de la présente séance du Conseil, sera autorisé à prendre toute

décision autorisant la signature de la décision de poursuivre dans la limite de 10% du montant «contractuel», des travaux tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux. Cette décision signée par le Président ou son représentant autorisera le mandataire à signer la décision de poursuivre.

Ce dispositif tel que défini aux 3 alinéas précédents sera aussi applicable pour les marchés à prix forfaitaire dans la limite de 5% du montant «contractuel» des travaux tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux, en application du CCAG Travaux.

Pour les marchés passés selon une procédure formalisée ou selon une procédure adaptée, si les décisions de poursuivre entraînent un dépassement du montant contractuel du marché, tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux, de plus de 5% pour les marchés à prix forfaitaires et de plus de 10% pour les marchés à prix unitaires ou de la limite résultant de l'application de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 du CCAG Travaux pour les marchés conclus à prix mixte, celui-ci devra faire l'objet d'un avenant.

Pour les marchés à prix mixtes, ces dispositions seront mises en œuvre en prenant en compte les taux mentionnés ci-dessus et en application de l'article 15.3 du CCAG Travaux.

Le montant cumulé des décisions de poursuivre ne pourra avoir pour effet de dépasser le montant global de l'opération.

Par ailleurs, il convient d'ajuster le programme des opérations connexes pour y intégrer les travaux sur le réseau d'eaux pluviales et la réalisation du parc urbain dont la commune de Lattes a délégué à la Communauté d'Agglomération la maîtrise d'ouvrage. Le montant total des travaux comprenant les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre s'élève à 300 236,75 € H.T. (valeur septembre 2008).

Le montant de l'ensemble des opérations connexes s'élève ainsi à 8,370 millions d'euros H.T.

Le montant total de l'opération y compris les opérations connexes et le parking Mosson s'élève donc à 458 370 000 € H.T. (valeur avril 2004).

La rémunération du mandataire est donc majorée pour y intégrer cette opération connexe et l'acquisition de 4 rames supplémentaires :

- + 59 333,31 € H.T. (valeur juin 2004) pour les prestations supplémentaires liées à la commande de 4 nouvelles rames (70 000 € en valeur actuelle),

- + 7 191,18 € H.T. (valeur juin 2004) pour les prestations supplémentaires liées au parc urbain de Lattes (9 000 € en valeur actuelle).

Soit une majoration globale de 66 524,49 € H.T. (valeur juin 2004) portant ainsi le montant de la rémunération du mandataire de 16 009 828,55 € H.T. à 16 076 353,04 € H.T. (valeur juin 2004).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°5 à la convention de mandat relative à la réalisation de la troisième ligne, à l'extension ouest de la première ligne et à la ligne 4 « la Circulade »,

- dire que les crédits nécessaires à ces prestations dans le cadre de l'exercice du mandat TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°4 à la convention de mandat et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mmes F. Prunier, R. Souche, MM P. Bonnal, S. Fleurence, H. Martin, C. Morales, R. Subra, ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°8 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – EXTENSION DE LA 1ÈRE LIGNE DE TRAMWAY À LA GARE TGV - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare TGV. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-1 à L.300-4 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°11301 du 20 décembre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé les modalités de concertation au vu de l'avis favorable de la ville de Montpellier en date du 17 décembre 2012 et confirmé l'installation d'un périmètre d'étude pour l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare TGV.

Par délibération n°11738 du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le bilan intermédiaire de la concertation préalable.

Par délibération n°11197 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a mandaté la SAAM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, la réalisation des études de conception relatives à l'intégration de la prolongation de ligne 1 de tramway dans le projet urbain OZ Montpellier Nature Urbaine et ce jusqu'à l'obtention de la déclaration de projet ou de la DUP relative à cette prolongation.

Pour désigner un maître d'œuvre, la SAAM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée conformément à l'article 168 du Code des Marchés Publics.

Le marché porte sur des missions de maîtrise d'œuvre générale et des missions complémentaires pour la conception et la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la gare nouvelle « Montpellier Sud de France » de l'agglomération de Montpellier.

Le marché est composé d'une tranche ferme et de deux tranches conditionnelles.

La tranche ferme comprend la réalisation des études préliminaires, des études d'impact et des études d'avant-projet. La tranche conditionnelle n°1 comprend les études projet, l'assistance à la passation des contrats de travaux, les études d'exécution / visa, la direction de l'exécution des contrats de travaux, l'assistance aux opérations de réception, les essais et la mise en service de la ligne de tramway hors l'ouvrage de franchissement de l'A9bis. La tranche conditionnelle n°2 reprend ces mêmes phases pour l'ouvrage de franchissement de l'A9bis.

Ce marché à prix global et forfaitaire est passé pour une durée de 18 mois pour la tranche ferme à compter de sa notification et pour une durée de 36 mois pour les tranches conditionnelles.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 7 février 2013.

Six candidatures ont été reçues dans les délais. Après analyse des candidatures et avis du jury réuni le 18 avril 2013, l'entité adjudicatrice a décidé de retenir cinq candidats au regard de leurs capacités techniques, financières et professionnelles :

- SYSTRA MANDATAIRE (LYON) / ILEX (LYON) / SITETUDES (LYON) / STRATES (LYON)
- EGIS RAIL MANDATAIRE (LYON) / ATELIER VILLE ET PAYSAGE (PARIS)
- INGEROP MANDATAIRE (MONTPELLIER) / RICHEZ ASSOCIES (PARIS)
- ARTELIA MANDATAIRE (MARSEILLE) / DEVILLERS ET ASSOCIES (PARIS)
- SNC LAVALIN MANDATAIRE (IVRY) / STOA (MARSEILLE) / TTK (KARLSRUHE)

Le Représentant de l'entité adjudicatrice réuni le 17 juin 2013, a procédé à l'ouverture des offres initiales. Cinq offres ont été reçues. Après analyse de ces offres, la phase de négociation s'est engagée avec les cinq candidats.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 30 juillet 2013, a procédé à l'ouverture des cinq offres finales.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- qualité du mémoire technique pour 45%,
- prix des prestations pour 40%,
- pertinence de l'analyse critique du projet, de son insertion dans l'environnement de sa proposition de planning et de sa propre estimation financière prévisionnelle pour 15%.

Préalablement à la Commission d'Appel d'offres chargée de classer les offres et de sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse, le jury chargé de formuler un avis motivé au regard de l'analyse des offres présentées s'est réunie le jeudi 5 septembre 2013.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 10 septembre 2013 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises INGEROP / RICHEZ ASSOCIES, mandataire INGEROP de Montpellier (34) pour un montant de 1 397 450 € H.T. offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation et rappelés ci-avant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché,
 - autoriser la SAAM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet de marché avec le groupement d'entreprises INGEROP / RICHEZ ASSOCIES, mandataire INGEROP de Montpellier (34), pour un montant de 1 397 450 € H.T.,
 - dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de SAAM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CONVENTION DE COOPÉRATION - EMPLOI GRANDS TRAVAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

A l'échelle régionale et ce afin d'assurer une mobilisation efficace et cohérente des ressources du territoire en matière d'emploi et de formation pour répondre aux besoins des entreprises, deux accords cadres ont été formalisés, l'un concernant les travaux de contournement Nîmes-Montpellier de la ligne à grande vitesse (à signer), l'autre concernant les travaux de déplacement de l'autoroute A9 autour de Montpellier.

Au delà des travaux de contournement Nîmes-Montpellier de la ligne à grande vitesse (1,75 milliard d'euros) et des travaux de déplacement de l'autoroute A9 dont la requalification environnementale de l'infrastructure actuelle (780 millions d'euros), d'autres investissements majeurs sont programmés d'ici à 2017 impactant le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- la nouvelle gare LGV à Odysseum (135 millions d'euros),
- la 5ème ligne de tramway (350 millions d'euros) et le prolongement de la première (40 millions d'euros),
- le Programme Local d'Habitat (2 milliards d'euros) – Logements sociaux, aménagement des quartiers, création

de parcs d'activité,...

→ des opérations sous maîtrise d'ouvrage de la Région Languedoc-Roussillon et en particulier les opérations CAMPUS

L'ensemble de ces investissements représente plus de 5 milliards d'euros.

Dans ce contexte, dans lequel les investissements majeurs sont concentrés d'ici 2017 sur un territoire où le taux de chômage reste trop important (14,2% au premier trimestre 2013, contre 10,4 % sur la France métropolitaine), il est apparu essentiel à l'ensemble des acteurs de l'emploi et de la formation de mettre en place un dispositif opérationnel réunissant et mutualisant leurs forces au service des besoins de l'ensemble de ces chantiers, afin d'agir le plus efficacement possible en faveur de l'emploi local.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon, Pôle Emploi et leurs partenaires (Réseau Ferré de France, Groupement OC'Via Construction, Société ASF (Vinci-Autoroutes), Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier (MLJAM), Département de l'Hérault, Agence pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA), Ecole de la Deuxième Chance, Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM), Office Public de l'Habitat (ACM), Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), la Fédération Régionale des Travaux Publics (FRTP), la Fédération Française du Bâtiment de l'Hérault (FFB), la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment de l'Hérault (CAPEB), et Cap Emploi) s'engagent, par la présente convention de coopération Emploi Grands Travaux, à concourir, dans le cadre d'un partenariat large et d'une étroite collaboration, à œuvrer en faveur du rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi local et à contribuer à l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, par la création d'une Cellule d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) Emploi Grands Travaux, transverse à l'ensemble des Grands Travaux, et visant à mutualiser les moyens opérationnels.

La coordination opérationnelle de cette cellule sera conjointement assurée par la Direction Territoriale Hérault de Pôle Emploi, la Région Languedoc-Roussillon pour le volet formation et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La présente convention a pour objet de préciser les engagements des partenaires et les modalités d'organisation liées à la mise en œuvre de ce dispositif visant à mettre en relation les entreprises chargées des travaux avec les demandeurs d'emploi locaux et plus particulièrement les publics en insertion professionnelle.

L'organisation de ce dispositif s'articulera autour de trois instances :

- Un Comité de Suivi Opérationnel et Fonctionnel Emploi Grands Travaux
- La Cellule Assistance à Maîtrise d'Ouvrage Emploi Grands Travaux
- Une Mission Spécifique Formation / Qualification Grands Travaux

Grâce aux compétences de chaque partenaire qui la compose, la Cellule Assistance à Maîtrise d'Ouvrage Emploi Grands Travaux doit poursuivre les objectifs suivants :

- Œuvrer en faveur du rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi local, par les missions suivantes :
- Identifier les offres d'emploi potentielles le plus en amont possible par une démarche proactive et de proximité,
- Conseiller et aider au recrutement les entreprises chargées des travaux,
- S'organiser pour une exploitation efficace et une qualification des fichiers de demandeurs d'emploi de Pôle Emploi, de la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier, du dispositif RSA, des candidatures spontanées réalisées auprès de la cellule, des structures d'insertion par l'activité économique, des personnes en situation de handicap de Cap Emploi, etc...,
- Mettre en place des actions de formations et de qualifications.
- Contribuer à l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, par les missions suivantes :
- Aider les entreprises à répondre aux clauses sociales dans de bonnes conditions,
- Mettre en place un suivi et un accompagnement des publics,
- Mettre en réseau les différents maîtres d'ouvrage, dans un objectif de mutualisation des heures d'insertion, propice à la création de parcours d'insertion professionnelle de plus longue durée et d'emplois pérennes.
- Faciliter le reclassement de la main-d'œuvre locale, à chaque fin de chantier.

Par ailleurs, les structures d'insertion par l'activité économique, en particulier les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), les Groupements d'Employeurs d'Insertion et de Qualification (GEIQ) seront étroitement associées au fonctionnement de la cellule, dans le cadre de leurs missions d'appui auprès des entreprises.

L'ensemble des partenaires s'engagent à contribuer au fonctionnement de la cellule en terme de moyens humains :

- la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à hauteur de 1.5 - 2 Equivalent Temps Plein par semaine ;
- le Pôle emploi à hauteur d'1 Equivalent Temps Plein par semaine ;
- l'ensemble des autres partenaires s'engagent à contribuer, au total, à hauteur de 1,65 à 1,9 Equivalent Temps Plein par semaine.

Les coûts restants, essentiellement liés au fonctionnement et à l'installation de la cellule, seront supportés par l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

Deux conventions de remboursement préciseront la répartition des coûts envisagée (affaires suivantes) :

- une convention de remboursement entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ASF (VINCI-AUTOROUTES), la société OC'VIA et Réseau Ferré de France - RFF (ou son partenaire désigné) ;
- une seconde convention de remboursement entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses satellites (TaM, SERM-SAMM et OPH/ACM).

L'ensemble des frais a été estimé à près de 194 000 € sur 57 mois de fonctionnement de la cellule (soit environ 3 400 € par mois), dont un peu plus de 58 000 € (soit environ 1 020 € par mois) que la Communauté d'Agglomération de Montpellier partagera avec ses satellites.

La Cellule AMO Emploi Grands Travaux sera opérationnelle à partir d'octobre 2013, jusqu'au mois de juin 2018. Elle se situera au Mas des Brousses (538 Rue du Mas de Brousse 34000 Montpellier) jouxtant les travaux de la future ligne à grande vitesse Nîmes-Montpellier, le déplacement de l'autoroute A9, les travaux du tramway, notamment l'extension de la ligne 1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de Coopération Emploi Grands Travaux avec les partenaires concernés,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la Convention de Coopération Emploi Grands Travaux avec les partenaires concernés ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CONVENTION DE REMBOURSEMENT DE FRAIS - COOPÉRATION EMPLOI GRANDS TRAVAUX AVEC ASF (VINCI-AUTOROUTES), OC'VIA ET RFF (OU PARTENAIRE DÉSIGNÉ) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

Des investissements majeurs pour le territoire sont programmés d'ici à 2017, notamment le contournement Nîmes-Montpellier de la ligne à grande vitesse, la nouvelle gare LGV à Odysseum, le déplacement de l'autoroute A9 et la requalification environnementale de l'infrastructure actuelle, la 5^{ème} ligne de tramway et le prolongement de la première, le Programme Local d'Habitat, des logements sociaux, l'aménagement des quartiers, la création de parcs d'activités....

Les signataires de la convention de coopération Emploi Grands Travaux se sont engagés, par délibération de ce Conseil, à concourir dans le cadre d'un partenariat large et d'une étroite collaboration à œuvrer en faveur du rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi local, ainsi qu'à contribuer à l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, par la création d'une Cellule d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) Emploi Grands Travaux, dont la coordination opérationnelle sera conjointement assurée par la Direction Territoriale de Pôle Emploi, la Région Languedoc Roussillon pour le volet formation et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Cellule AMO Emploi Grands Travaux se situera au Mas des Brousses (538 Rue du Mas de Brousse 34000 Montpellier) jouxtant les travaux de la future ligne à grande vitesse Nîmes-Montpellier, le déplacement de l'autoroute A9, les travaux du tramway, notamment l'extension de la ligne 1.

L'ensemble des partenaires s'engage à contribuer au fonctionnement de la cellule en termes de moyens humains et matériels pour tenir des permanences. Les coûts à prévoir seront donc essentiellement les frais liés à l'installation de la cellule et à son fonctionnement.

Ces coûts seront supportés par l'ensemble des maîtres d'ouvrage. Une première répartition aura lieu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, RFF, Oc'Via et ASF. La part supportée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera ensuite répartie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses structures satellites : TaM, SERM-SAMM et ACM,

Les dépenses liées à la signalétique, ainsi que tous frais exceptionnels de communication seront directement pris en charge par les maîtres d'ouvrage. Par ailleurs, ne sont pas compris dans cette estimation, les frais déjà inclus dans les dépenses courantes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qu'elle prendra donc à sa charge (maintenance informatique, vérifications des installations électriques et de gaz, sécurité incendie, alarme anti-intrusion et entretien des espaces verts).

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de la Société ASF (VINCI-AUTOROUTES), la société OC'VIA et Réseau Ferré de France - RFF (ou son partenaire désigné) à prendre en charge conjointement avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier les coûts liés à l'installation et au fonctionnement de la Cellule d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage Emploi Grands Travaux. Elle définira également les modalités de répartition entre les partenaires.

Les frais ont été estimés à près de 194 000 € sur 57 mois de fonctionnement de la cellule (soit environ 3 400 € par mois), dont un peu plus de 58 000 € pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier (soit environ 1 020 € par mois) que la Communauté d'Agglomération de Montpellier partagera avec ses satellites.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier portant l'ensemble des frais, la présente convention a également pour objet de définir quelles seront les modalités de remboursement par la Société ASF (VINCI-AUTOROUTES), par la Société OC'VIA et par Réseau Ferré de France - RFF (ou son partenaire désigné).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de remboursement de frais avec les partenaires susvisés ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la Convention de remboursement de frais - Coopération Emploi Grands Travaux avec ASF (Vinci-Autoroutes), Oc'Via et RFF ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CONVENTION DE REMBOURSEMENT DE FRAIS - COOPÉRATION EMPLOI GRANDS TRAVAUX AVEC SERM-SAAM, TAM ET ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

Des investissements majeurs pour le territoire sont programmés d'ici à 2017, notamment le Contournement Nîmes-Montpellier de la ligne à grande vitesse, la nouvelle gare LGV à Odysseum, le déplacement de l'autoroute A9 et la requalification environnementale de l'infrastructure actuelle, la 5ème ligne de tramway et le prolongement de la première, le Programme Local d'Habitat, des logements sociaux, aménagement des quartiers, création de parcs d'activité,...

Les signataires de la convention de coopération Emploi Grands Travaux se sont engagés, par délibération de ce Conseil, à concourir dans le cadre d'un partenariat large et d'une étroite collaboration à œuvrer en faveur du rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi local, ainsi qu'à contribuer à l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, par la création d'une Cellule d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) Emploi Grands Travaux, dont la coordination opérationnelle sera conjointement assurée par la Direction Territoriale de Pôle Emploi, la Région Languedoc-Roussillon pour le volet formation et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Cellule AMO Emploi Grands Travaux se situera au Mas des Brousses (538 Rue du Mas de Brousse 34000 Montpellier) jouxtant les travaux de la future ligne à grande vitesse Nîmes-Montpellier, le déplacement de l'autoroute A9, les travaux du tramway, notamment l'extension de la ligne 1.

L'ensemble des partenaires s'engage à contribuer au fonctionnement de la cellule en terme de moyens humains pour tenir des permanences. Les coûts à prévoir seront donc essentiellement les frais de fonctionnement restant et ceux liés à l'installation de la cellule.

Ces coûts seront supportés par l'ensemble des maîtres d'ouvrage. Une première répartition aura lieu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, RFF, Oc'Via et ASF. La part supportée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera ensuite répartie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses structures satellites : TaM, SERM-SAMM et ACM.

Les dépenses liées à la signalétique, ainsi que tous frais exceptionnels de communication seront directement pris en charge par les maîtres d'ouvrage. Par ailleurs, ne sont pas compris dans cette estimation, les frais déjà inclus dans les dépenses courantes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qu'elle prendra donc à sa charge (maintenance informatique, vérifications des installations électriques et de gaz, sécurité incendie, alarme anti-intrusion et entretien des espaces verts).

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de TaM, SERM-SAMM et ACM à prendre en charge conjointement avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier les coûts liés à l'installation et au fonctionnement de la Cellule d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage Emploi Grands Travaux. Elle définira également les modalités de répartition entre les partenaires.

Les frais ont été estimés à près de 194 000 € sur 57 mois de fonctionnement de la cellule (soit environ 3 400 € par mois), dont un peu plus de 58 000 € pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier (soit environ 1 020 € par mois) que la Communauté d'Agglomération de Montpellier partagera avec ses satellites.

La présente convention a également pour objet de définir quelles seront les modalités de remboursement de ces frais par TaM, SERM-SAMM et ACM auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui les portera.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de remboursement de frais avec les partenaires susvisés ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de remboursement de frais - Coopération Emploi Grands Travaux avec TAM, la SERM, la SAMM et l'OPH/ACM ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CHANTIER D'INSERTION MÉCANIQUE ET AIDE À LA MOBILITÉ - ASSOCIATION PASSERELLES - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, souhaite continuer à soutenir l'action du chantier d'insertion « Mécanique et aide à la mobilité » menée par l'association Passerelles-Insertion sur la Communauté d'Agglomération montpellieraine.

L'association Passerelles-Insertion, financée par l'Etat et les collectivités territoriales, a pour mission d'accueillir un public jeune et adulte en difficulté d'insertion professionnelle et sociale et de lui proposer des actions de type chantier-école ou formation pré-qualification.

A ce titre, l'action « Chantier d'Insertion Mécanique et aide à la mobilité » se déroulant sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas, consiste à entretenir et à réparer des voitures et des cyclomoteurs (neufs) - mécanique, carrosserie, électricité - pour les mettre à disposition à prix modéré ou les vendre à des personnes en insertion professionnelle.

Cette action d'insertion est financée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis le 1^{er} novembre 2002. En 2012, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur 26 personnes qui ont été employées sur l'action « aide à la mobilité », 15 sont sorties du dispositif en 2012, dont 3 en emploi durable (CDI ou CDD>6 mois), 3 en formations qualifiantes et 2 réorientées ou en CDD inférieur à 6 mois ; 31 contrats de mise à disposition voiture et 36 contrats de mise à disposition scooter ont été signés sur le site de Saint-Jean-de-Védas.

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les différents métiers du secteur automobile, des jeunes et adultes en insertion habitant l'agglomération montpelliéraine, recrutés en Contrat d'Accompagnement à l'Emploi pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum, dans un atelier composé de 12 postes de travail. Les objectifs fixés pour 2013 devront déboucher sur 3 emplois durables (CDI, CDD ou période d'intérim supérieure à 6 mois), 3 personnes en emploi de transition (CDD ou période d'intérim de moins de 6 mois, contrats aidés) et 3 personnes en sorties positives (formation qualifiante, embauche dans une autre SIAE).

L'association Passerelles-Insertion assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget prévisionnel total de 320 110 euros pour l'année 2013, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

- 142 460 € de la Directe Languedoc-Roussillon (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi),
- 56 690 € du Fonds Social Européen,
- 50 500 € du Département de l'Hérault,
- 15 000 € de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- 11 000 € de la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier,
- 44 460 € de prestations

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Passerelles une subvention de 15 000 euros pour continuer le chantier d'insertion « Mécanique et aide à la mobilité » pendant l'année 2013, sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - CRÉATION D'UNE OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE - ARRÊT DU DOSSIER - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse «Contournement Nîmes Montpellier » (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens, et fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier approuvés par délibération n°6863 du 17 février 2006.

Les enjeux s'attachant au projet « OZ Montpellier Nature Urbaine » sont importants pour le devenir de l'agglomération puisqu'il s'agit de créer à la fois le « poumon » économique et de nature urbaine de la métropole montpelliéraine.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du code de l'Urbanisme, au titre notamment de sa compétence « aménagement de l'espace » pour enclencher l'aménagement de ce futur quartier, au titre de sa compétence développement économique pour favoriser, réaliser et promouvoir le pôle d'affaire, et au titre de sa compétence « équilibre social de l'habitat » pour favoriser la mixité sociale.

Dans cette perspective, et en relation avec le calendrier de réalisation de la future gare TGV, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a, par délibération en date du 23 juin 2011, décidé de confier à la SAAM un mandat d'études préalables à l'aménagement du pôle urbain de la gare nouvelle de Montpellier. Ce mandat

comprend notamment les études techniques et environnementales, les études de pré-programmation en matière d'immobilier tertiaire ainsi que la conduite d'un dialogue compétitif permettant d'attribuer à un urbaniste un accord cadre études urbaines et paysagères visant notamment à élaborer le projet urbain d'ensemble (plan guide). Le projet urbain assure les conditions pour que le futur quartier autour de la gare nouvelle, dénommé « OZ Montpellier Nature Urbaine », s'intègre dans le territoire labellisé Ecocité et constitue un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Par délibération n°11349, en date du 17 janvier 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé d'élaborer un projet d'aménagement, d'en fixer les objectifs et d'organiser, pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées en application de l'article L.300-2 du code de l'Urbanisme, .

Les objectifs de ce projet d'aménagement définis par cette délibération, visent à :

- Mettre en oeuvre un projet urbain de nouvelle génération associant à de grands équipements métropolitains, des bureaux, des logements, des commerces et des services, notamment de loisirs et de détente, ainsi que de grands poumons verts et paysagers de « nature urbaine » ;
- Faire du Pôle d'Echange Multimodal (PEM) de la gare TGV, le coeur d'un « hub » de dimension régionale et métropolitaine formé par les deux gares ferroviaires et par l'aéroport, connecté au Port de Sète Sud de France ;
- Réaliser et promouvoir un pôle d'affaires et un Campus créatif de nouvelle génération, ouverts sur l'Europe du sud et sur le bassin méditerranéen, répondant à l'évolution des besoins de la métropole, de son développement économique et de celui de ses pôles de formation et de recherche, en attachant une attention toute particulière à la qualité de son environnement et de la vie des futurs salariés et usagers du quartier ;
- Créer des articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants, en le reliant notamment à Odysseum et à ceux de Port Marianne sur Montpellier et en soignant la transition avec Boirargues sur Lattes ;
- Préserver et valoriser les paysages remarquables liés au domaine de la Mogère et au vallon de la Lironde ;
- Intégrer les infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés ;
- Adopter une approche innovante en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité, avec l'ambition de faire de ce quartier, du pôle d'affaire et du pôle d'échange multimodal, un laboratoire d'expériences innovantes et exemplaires à l'échelle internationale pour inventer la ville intelligente, active et solidaire de demain ;
- Intégrer ces objectifs dans une première opération d'aménagement à réaliser, au sein de ce périmètre, à partir du pôle d'échange multimodal de la nouvelle gare TGV, afin d'assurer les premiers éléments constitutifs de son environnement urbain.

Le périmètre du projet représente une superficie totale de 350 ha situés sur les territoires des Communes de Montpellier et de Lattes et délimité :

- au nord par l'autoroute A9,
- à l'Est, par la RD 66,
- au sud, par la RD 189 et le quartier de Boirargues,
- à l'Ouest par l'avenue « Georges Frêche ».

La concertation en vue de la création d'une opération d'aménagement s'est déroulée du 18 janvier au 24 juillet 2013, selon les modalités définies par la délibération du conseil de communauté n°11349 du 17 janvier 2013, prise après délibération du conseil municipal de la ville de Lattes en date du 17 décembre 2012 et du conseil municipal de la ville de Montpellier en date du 17 décembre 2012.

Le bilan de la concertation a été dressé et approuvé par délibération n°11724 du 25 juillet 2013. Il a permis de confirmer les objectifs et le périmètre de l'opération OZ Montpellier Nature Urbaine et conclut à la possibilité d'arrêter le programme de l'opération et d'approuver la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Cette opération d'aménagement d'ensemble se déclinera en opérations d'aménagements successives en phase avec le développement du projet urbain d'ensemble.

Le parti d'aménagement soumis à la concertation du public repose sur le projet urbain conçu par le groupement KCAP/Ilex/Oasis, attributaire de l'accord cadre études urbaines et paysagères et en charge à ce titre de l'élaboration concertée du plan guide.

Ce parti d'aménagement repose sur :

- la mise en oeuvre du concept de « Nature Urbaine » avec 200 ha (60% du site) de nature pour 150 ha d'espaces urbanisés. Sur la base d'une nature « patrimoniale » préservée et valorisée, le projet tisse une résille paysagère qui se décline à toutes les échelles, depuis le grand paysage jusqu'à l'intimité des squares et des coeurs d'îlot, en passant par un système de « lisières équipées ». Cette nature urbaine est également conçue pour répondre aux enjeux liés aux risques hydrauliques ;
- une intégration optimale des infrastructures : celles-ci ont été rapprochées et « enveloppées » par la construction d'un linéaire d'immeubles de bureaux. Cette « enveloppe », véritable « faisceau intégrateur » permet à la fois de jouer un rôle protecteur pour le quartier et, par sa localisation privilégiée, accueillir le pôle tertiaire supérieur de la métropole montpellieraine ;
- une ville « mosaïque » : plusieurs quartiers aux caractères, usages identités et densités qui leur sont propres constituant ainsi une urbanité diverse et mixte ;
- les mobilités, au coeur du projet : la gare nouvelle comme articulation du projet, desservie par le tramway (prolongement de la ligne 1 depuis Odysseum) et connectée à une armature de transports efficace pour favoriser

la multimodalité ;

- une démarche de développement durable parfaitement intégrée à la conception du projet sur la mobilité, l'énergie, l'eau, les déchets, la biodiversité et la mutabilité.

Le programme prévisionnel de construction, tel qu'il ressort des études préalables soumises à concertation comprend environ 1 075 000 m² de surface de plancher, répartie comme suit :

- 300 000 m² de surface de plancher de bureaux représentant le nouveau pôle tertiaire supérieur de Montpellier ;
- 5 000 à 6 000 logements répartis conformément aux objectifs du PLH en libre, intermédiaire et social ;
- 78 000 m² de surface de plancher destinés aux commerces de proximité et aux équipements de loisirs (dont l'hôtellerie) ;
- des équipements publics et d'enseignement, dont l'école supérieure de commerce de Montpellier ;
- des activités mixtes dans le secteur du campus créatif.

Au regard de l'analyse environnementale conduite sur le projet, il ressort que le parti d'aménagement, les équipements et le programme global des constructions sont de nature à répondre aux objectifs du projet en intégrant les enjeux environnementaux et plus particulièrement :

- Permettre le développement d'un pôle tertiaire supérieure et de favoriser l'implantation de 1 000 entreprise et 15 000 emplois ;
- Maitriser les impacts notamment acoustiques liés aux grandes infrastructures ;
- Développer une offre de logements diversifiée permettant de répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier notamment liés à la forte croissance démographique et aux objectifs du PLH ;
- Maitriser les risques hydrauliques et améliorer les conditions hydrauliques du secteur notamment dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur hydraulique du Nègues-Cats ;
- Limiter les incidences sur les écosystèmes et contribuer à renforcer la biodiversité par le maintien de 200 ha d'espaces non urbanisés, la préservation des mas existants (mas des Brousses, Château de la Mogère, mas de Comolet, domaine de Beauregard...) et la création dans le cadre du projet de nouveaux espaces favorables au développement de la biodiversité (Parc du Nègues-Cats, plaines lagunaires de la Lironde, résille paysagère) ;
- Favoriser le maintien d'une agriculture de proximité, développer de nouveaux projets et les accompagner de circuits de distribution en profitant de l'opportunité que constitue ce nouveau quartier (circuits courts) ;
- Préserver et renforcer la qualité paysagère du site, par l'intégration et la mise en valeurs des éléments de patrimoine et de paysage existants.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables s'établit à 262 920 000 € H.T. en charges et produits.

Une participation pour les équipements primaires réalisés par l'opération sera versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération à hauteur de 3 027 000 €.

Un fonds de concours d'un montant de 12 185 000 € pour les équipements primaires réalisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera à la charge de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble telle que définie à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme,
- confirmer, au vu des études préalables et du bilan de la concertation, le périmètre de l'opération tel que délimité sur le plan annexé à la présente délibération,
- arrêter, au vu des études préalables, le parti d'aménagement et le programme global de constructions et d'équipements, soit une surface de 1 075 000 m² de surface de plancher nouvelle,
- approuver le budget prévisionnel de l'opération d'ensemble,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions : 2 Grabels, 1 Saint-Jean-de-Védas).

AFFAIRE N°14 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT À LA SAAM - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse «Contournement Nîmes Montpellier » (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens, et fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier approuvé par délibération n° 6863 du 17 février 2006.

Le projet urbain assure les conditions pour que le futur quartier autour de la gare nouvelle, dénommé « OZ Montpellier Nature Urbaine », s'intègre dans le territoire labellisé Ecocité et constitue un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Les enjeux s'attachant au projet « OZ Montpellier Nature Urbaine » sont importants pour le devenir de la

Communauté d'Agglomération de Montpellier puisqu'il s'agit de créer à la fois le « poumon » économique et de nature urbaine de la métropole montpelliéraine.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du code de l'Urbanisme, au titre notamment de sa compétence « aménagement de l'espace » pour enclencher l'aménagement de ce futur quartier, au titre de sa compétence développement économique pour favoriser, réaliser et promouvoir le pôle d'affaire, et au titre de sa compétence « équilibre social de l'habitat » pour favoriser la mixité sociale.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°11349, en date du 17 janvier 2013, d'élaborer un projet d'aménagement, d'en fixer les objectifs et d'organiser, pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées en application de l'article L.300-2 du code de l'Urbanisme.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 25 juillet 2013 le bilan de cette concertation a été tiré et les objectifs ainsi que le périmètre de l'opération ont été confirmés.

Par délibération lors de ce même Conseil Communautaire, il est proposé de mettre en œuvre ce projet d'aménagement dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, dénommée « OZ Montpellier Nature Urbaine ».

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé, par délibération n°9173 du 27 octobre 2009, la prise de participation à une société publique locale d'aménagement (SPLA), ainsi que les statuts de celle-ci. Ainsi, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a été créée le 2 février 2010.

Le capital de la SAAM est détenu en totalité par des actionnaires publics, collectivités territoriales et leur groupement. En vertu de l'article L300-5-2 du code de l'urbanisme et des évolutions récentes de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes, les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires peuvent à ce titre attribuer à une SPLA des concessions d'aménagement pour réaliser et conduire les actions et opérations d'aménagements telles que définies par le Code de l'Urbanisme, sans publicité ni mise en concurrence, dès lors que les actionnaires exercent sur cette société, au regard de ses statuts, un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite confier à la SAAM la réalisation de l'opération d'aménagement, dite « OZ Montpellier Nature Urbaine », dont le principe, le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels ont été définis et arrêtés par délibération du Conseil Communautaire.

Il est rappelé à ce titre que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 350 hectares situé sur les Communes de Montpellier et de Lattes.

Le programme prévisionnel de construction, tel qu'il ressort des études préalables, soumis à concertation comprend environ 1 075 000 m² de surface de plancher, répartie environ comme suit :

- 300 000 m² de surface de plancher de bureaux représentant le nouveau pôle tertiaire supérieur de Montpellier
- 5 000 à 6 000 logements répartis conformément aux objectifs du PLH en libre, intermédiaire et social,
- 78 000 m² de surface de plancher destinés aux commerces de proximité et aux équipements de loisirs (dont l'hôtellerie),
- des équipements publics et d'enseignement, dont l'école supérieure de commerce de Montpellier,
- des activités mixtes dans le secteur du campus créatif.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, les missions du concessionnaire définies dans le contrat de concession sont notamment les suivantes :

- Acquérir et maîtriser le foncier nécessaire à la réalisation de l'opération,
- Réaliser les études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet,
- Réaliser les équipements publics de l'opération d'ensemble,
- Assurer la commercialisation et les participations des constructeurs dans le cadre de l'opération,
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération,
- Organiser, mettre en place les actions de gestion urbaine et d'accompagnement du tissu économique,
- Organiser, mettre en place et assurer le suivi des projets de « nature urbaine » et notamment d'agriculture de proximité en lien avec les acteurs,

Le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 262 920 000 € H.T. en charges et produits. Les produits proviennent des recettes de cession des terrains viabilisés, des participations et partenariats des propriétaires constructeurs associés à l'opération, des subventions et des participations de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette opération nécessitera des relais de trésorerie à mettre en œuvre à hauteur, à ce jour, de 500 000 € faisant l'objet d'une convention d'avance de trésorerie.

Le programme prévisionnel des travaux d'équipement s'élève à 140 001 000 € H.T.

La rémunération totale prévisionnelle de l'aménageur s'élève à 26 176 000 € H.T.

Une participation pour les équipements primaires réalisés par l'aménageur sera versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 3 027 000 €.

Un fonds de concours d'un montant de 12 185 000 € pour les équipements primaires réalisés par la Communauté

d'Agglomération sera à la charge du concessionnaire.

Des subventions estimées à 2 000 000 € sont attendues d'ASF, de RFF et d'Oc'Via au titre de leur participation aux mesures compensatoires liées au traitement architectural et paysagé du Monument Historique du Château de la Mogère.

La durée de la concession est de 25 ans à compter de la notification du contrat.

Conformément à l'article L.300-5 du code de l'Urbanisme, le traité précise qu'au cas où l'ensemble des missions du concédant et de l'aménageur aurait été accomplies avant le terme normal de la concession d'aménagement, celle-ci expirera de plein droit à la date de la remise du bilan de clôture après constatation de cet accomplissement. Elle pourra être prorogée en cas d'inachèvement de l'opération ; à cette fin, les parties concluront un avenant de prorogation.

Il est proposé à l'assemblée délibérante de désigner la SAAM en tant que titulaire de la concession et d'approuver le contrat de concession d'aménagement ainsi que la convention d'avance de trésorerie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de confier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble de "OZ Montpellier Nature Urbaine" sur les Communes de Montpellier et de Lattes,
- approuver le bilan prévisionnel de l'opération qui prévoit une participation de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 3 027 000 €,
- approuver la concession d'aménagement telle que défini ci-dessus,
- approuver la convention d'avance de trésorerie à la concession d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer le traité de concession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – ACTION FONCIÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - COMMUNE DE MONTPELLIER ET DE LATTES - QUARTIER GARE TGV - CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIÈRE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le secteur de la future Gare TGV, est identifié au Schéma de cohérence territoriale (SCOT) de l'Agglomération de Montpellier, comme l'un des sites stratégiques d'enjeu communautaire.

Ce secteur est couvert par deux Zones d'Aménagement Différé (ZAD), sur Montpellier et Lattes, créées respectivement par arrêtés préfectoraux en date du 8 mars 2007 et du 1^{er} juin 2012, dont le bénéficiaire du droit de préemption est la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'aménagement de ce site par voie de ZAC y est d'intérêt communautaire, conformément à la délibération du Conseil de Communauté en date du 21 avril 2011.

Il constitue le cœur de notre « Ecocité » et le parti d'urbanisme retenu pour son aménagement est le projet « Oz Montpellier- Nature Urbaine ».

Par arrêté en date du 14 juin 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique la constitution d'une réserve foncière sur les 50 Ha environ qui restent à maîtriser sur ce site et sur lesquels la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SAAM un mandat de négociation foncière.

Par ailleurs, une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF LR) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvée par le Conseil de Communauté lors de sa séance du 24 septembre 2013, qui a pour finalité d'associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EPF LR, dans le respect de leurs compétences respectives.

Parmi les sites qui sont envisagés dans cette convention cadre, l'EPF LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier figure le quartier « Oz Montpellier – Nature Urbaine ».

La convention d'anticipation foncière proposée s'inscrit donc dans cet objectif et doit permettre de répondre aux opportunités se présentant à l'amiable, y compris dans le cadre de DUP réserve foncière.

D'une durée de 5 ans, elle porte sur un montant prévisionnel de 5 000 000 €.

L'EPF LR viendra ainsi conforter les efforts budgétaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de maîtrise foncière publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – ACTION FONCIÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - CONVENTION-CADRE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Adopté en février 2006, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), document de planification de la Communauté d'Agglomération de Montpellier permet de mixer intelligemment les différentes fonctions urbaines (habitat, transports, équipements publics, activités économiques) dans le respect de trois valeurs clés de développement durable qui guident son projet urbain :

- la préservation du capital nature ;
- l'accès rapide aux services et au lieu de travail ;
- la densification de l'espace urbain.

Le SCOT permet ainsi d'intensifier le développement économique par une meilleure valorisation du territoire.

Parmi les sites d'extension urbaine prévus au SCOT figurent les secteurs de développement des parcs d'activités économiques nécessaires à l'accueil d'entreprises artisanales, industrielles ou logistiques, et destinés à répondre à un niveau suffisant aux besoins des entreprises et d'y développer l'emploi induit.

Conformément à son programme pluriannuel d'intervention (PPI) 2009 - 2013, l'intervention de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF LR), au titre de l'axe 2 « conforter l'attractivité économique de la région », est principalement centrée sur les futures zones communautaires à fort enjeux de développement telles que définies dans les SCOT.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EPF LR ont convenu de s'associer, dans le respect de leurs compétences respectives, afin de définir, dans une convention cadre, les grands principes de l'action foncière à conduire sur le territoire communautaire et ainsi faciliter la production de foncier dédié à l'activité économique sur le court, moyen et long terme.

La convention-cadre est d'une durée de cinq années et porte sur deux premiers sites. Il s'agit d'une part du futur quartier d'affaires du projet urbain Oz Montpellier Nature urbaine sur les communes de Montpellier et de Lattes et d'autre part de l'opération de requalification du Parc d'activités du Salaison à Vendargues.

Le coût prévisionnel de l'action foncière à mener sur ces sites et dans le cadre de cette convention quinquennale est évalué entre 5 et 9 M €.

Il pourra être réévalué si nécessaire par voie d'avenant, notamment par élargissement à de nouveaux sites ou lors des bilans annuels dressés par l'EPF LR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention-cadre entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon en matière d'action foncière pour le développement économique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT - RENOUVELLEMENT URBAIN - PRADES LE LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Prades le Lez, dans le cadre de son projet urbain, a décidé de lancer une intervention globale, dénommée « Renouvellement et Développement urbain du village » sur l'essentiel de la partie urbanisée du village concernant aussi bien le centre ancien que certains secteurs adjacents dont l'urbanisation constitue un élément indissociable et nécessaire du renouvellement du village.

L'ambition de la Collectivité, au travers de l'opération d'aménagement, est d'améliorer le cadre de vie général des habitants et usagers du village. Dans cette optique, trois objectifs ont été définis :

- réactiver et diversifier le marché du logement par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes, par des constructions neuves, et par la remise sur le marché de locaux vacants, ainsi que l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs en liens étroits avec les parties actuellement urbanisées du village ;
- revitaliser le commerce et l'artisanat, avec notamment le renforcement et l'adaptation de l'offre immobilière dans ce domaine ;

- répondre à la demande des habitants pour un cadre de vie de qualité, durable et attractif grâce à la création d'équipements de proximité, l'aménagement ou le réaménagement d'espaces publics et la mise en valeur du patrimoine.

L'ensemble des démarches à conduire pour atteindre ces objectifs conjugue des actions de développement urbain, de renouvellement urbain et de réhabilitation, des interventions foncières incluant le relogement des occupants, y compris les occupants professionnels, des études technico-financières et la coordination avec les promoteurs,

constructeurs et acteurs divers du marché immobilier ; la réalisation de ces actions nécessitent enfin l'intervention des hommes de l'art et de divers corps de métiers ainsi que leur coordination.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

Par délibération du Conseil Municipal du 12 mai 2005, la Commune de Prades le Lez a décidé de confier ces interventions à la SERM, via une convention publique d'aménagement signée le 16 juin 2005.

Cette convention publique d'aménagement prévoit, en son article 19, qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM sollicite la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur un emprunt d'un montant de 3 500 000 €, à contracter auprès du Crédit Coopératif, destiné au financement des acquisitions foncières en vue de réaliser des travaux d'aménagement pour l'opération de renouvellement et de développement urbain de la Commune de Prades le Lez qui prévoit au moins 25% de logements sociaux.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant : 3 500 000 €
- Taux fixe : 1,55%
- Echéances : trimestrielles
- Durée : 3 ans
- Différé d'amortissement : 24 mois de franchise de capital
- La garantie de la Communauté d'Agglomération est sollicitée à hauteur de 80%.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 3 500 000 € sollicité par la SERM auprès du Crédit Coopératif, soit 2 800 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – ECHANGE SANS SOULTE DE TERRAIN ENTRE LA SNC LOGIS-TISSOT ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - COMMUNE DE VENDARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Dans le cadre du renforcement de ses réserves foncières, principalement à destination économique mais également en prévision du prolongement Est de la deuxième ligne de tramway vers Vendargues et Castries, la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait acheté à la SNC Logis-Tissot les parcelles cadastrées section BB n°336 et 337 situées dans le Parc Industriel de la Vallée du Salaison à Vendargues.

L'avancement des études réalisées par la SNC Logis-Tissot pour aménager la parcelle cadastrée section BB n°338 met en évidence un besoin d'emprise foncière supplémentaire de 657 m² à prendre sur la parcelle cadastrée section BB n°336.

En contrepartie, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en cours de négociation avec RFF pour reprendre les emprises ferroviaires non utilisées sur la ZAC du Salaison, souhaite acquérir à la SNC Logis-Tissot une partie de la parcelle cadastrée section BB n°338, dans le prolongement des emprises RFF et donnant accès à la RD 65.

La SNC Logis-Tissot accepte de procéder à un échange de terrain en cédant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une partie de la parcelle cadastrée section BB n°338 pour une contenance de 657m², la Communauté d'Agglomération de Montpellier lui cédant en retour une partie de la parcelle cadastrée section BB n°336 pour une contenance de 657 m².

Ces parcelles sont situées 160 avenue des Bigos sur la Commune de Vendargues, dans le périmètre de la ZAC du Salaison 2^{ème} tranche et sont matérialisées sur le document d'arpentage ci-annexé.

Cet échange sans soulte est évalué au prix unitaire de 43 € par mètre carré, hors régime de la taxe sur la valeur ajoutée, correspondant au prix d'acquisition majoré des frais d'actes et conformément à l'avis de France Domaines en date du 25 juillet 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'échange sans soulte entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SNC Logis-Tissot, des parcelles ci-dessus mentionnées, d'une contenance respective de 657 m²,
- approuver que cet échange se fasse au prix unitaire de 43€/m², hors régime de la taxe sur la valeur ajoutée et conformément à l'avis de France Domaines en date du 25 juillet 2013, les frais étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- demander l'application des dispositions de l'article 1042 du code général des impôts,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'acte d'échange ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE SAINT GENIÈS DES MOURGUES - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Saint Geniès des Mourgues a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 1^{er} juillet 2013. Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune, approuvé le 9 décembre 1982.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance de population d'environ 650 habitants supplémentaires à l'horizon 2030 ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 300 logements dont 60 logements en réinvestissement urbain. Il répond, en cela, aux objectifs communaux du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018, à savoir la réalisation d'au moins 20 logements par an.

Dans cette perspective, il prend appui sur deux principaux secteurs d'extension à vocation résidentielle pour lesquels est prévue la réalisation d'opérations d'aménagement d'ensemble. En cohérence avec les orientations portées par le SCOT en termes d'intensité et de compacité des formes urbaines, deux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en précisent les intentions de programmation et d'organisation urbaine.

Le premier secteur, dit « des Peyrouses », d'une superficie d'environ 5,5 hectares, s'inscrit en continuité immédiate du tissu villageois. Principal secteur d'extension urbaine potentielle identifié au SCOT, ce site est reconnu au SCOT comme « *site à haute valeur paysagère* » pour lequel le maintien d'une part dominante d'espaces libres de constructions doit permettre de valoriser les qualités et perspectives paysagères préexistantes. En cohérence avec cette disposition spécifique, le PLU y prévoit la réalisation d'environ 110 logements (soit 20 logements par hectare) dont au moins 30% de logements locatifs sociaux et au moins 20% de logements en accession dite abordable.

Le second secteur d'aménagement, dit de « l'ancien chemin de Montpellier », d'une superficie d'environ 4 hectares, n'est pas constructible en l'état ; son ouverture à l'urbanisation ne devant intervenir qu'à moyen terme, après réalisation des réseaux. Le projet de PLU y prévoit, d'ores et déjà, la réalisation d'environ 130 logements (soit 34 logements par hectare) dont au moins 30% de logements locatifs sociaux et au moins 20% de logements en accession dite abordable.

Il est à noter que le projet de PLU prend le parti, à ce stade, de ne pas ouvrir à l'urbanisation le secteur d'extension urbaine potentielle Nord-Ouest identifié par le SCOT. La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte de cette orientation et souligne l'opportunité d'étudier la mise en place d'un périmètre de Zone d'Aménagement Différé (ZAD) ; périmètre qui permettrait de contenir les phénomènes spéculatifs et de préparer les conditions favorables au portage d'une opération publique d'aménagement à terme.

Complémentairement, le PLU rend compte d'une stratégie d'optimisation des capacités constructives des quartiers existants en veillant aux conditions d'évolution du cadre bâti par des règles morphologiques et contextuelles relatives aux emprises, hauteurs et implantations autorisées.

Cette stratégie s'accompagne d'une disposition prévoyant d'affecter 30% au moins des surfaces de plancher à des logements locatifs sociaux pour toute opération comprenant au moins 1000 m² de surface de plancher à destination d'habitat. Cette prescription participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH permettant, notamment, une répartition plus diffuse de la production locative sociale à l'échelle du territoire communal.

En matière de mobilité et en cohérence avec le Plan de Déplacements Urbains (PDU), le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale, permettant notamment la desserte du centre ancien, du quartier des Arènes (pôle d'équipement) et du stade. Il prévoit, par ailleurs, la liaison vers la future piscine intercommunale de la Commune de Saint-Brès et la réaffectation de l'ancienne voie ferrée d'intérêt local reliant Montpellier à Sommières en voie verte, en lien avec le Schéma Régional des Véloroutes et Voies Vertes.

Concomitamment, le projet de PLU renforce les exigences de stationnement résidentiel afin de prévenir le stationnement illicite sur la chaussée ou sur les trottoirs et prévoit, dans cette perspective, jusqu'à trois places de

stationnement par logement. La définition de dispositions réglementaires favorisant la mutualisation des stationnements dans les opérations d'ensemble et privilégiant la réalisation de bandes de stationnement bilatérales sur les espaces publics de voirie permettrait également de répondre efficacement à cet enjeu. Aussi, il conviendrait de prévoir, pour les constructions à usage résidentiel, hors logements locatifs sociaux, la réalisation de deux places de stationnement maximum, en cohérence avec les orientations du PDU. En outre, le projet gagnerait à prévoir, pour les constructions à usage d'habitat collectif, des locaux adaptés au stationnement des vélos afin d'encourager l'évolution des comportements de mobilité.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT avec, en particulier, l'intégration de dispositions réglementaires volontaristes visant à limiter la constructibilité aux seuls besoins de l'activité agricole et ce, dans le cadre de sous-secteurs ciblés. Ces dispositions permettent une forte maîtrise des phénomènes de mitage, garantissent la pérennité du potentiel agronomique des terroirs communaux et permettent de préserver les lisières urbaines franches du village formant balcon sur la plaine agricole.

Il est à signaler qu'un schéma directeur d'assainissement pluvial a été réalisé concomitamment au projet de PLU et que le document d'urbanisme communal prévoit, pour chaque zone, une part minimale d'espaces libres et de pleine terre. Ces dispositions permettent de limiter efficacement, dans le temps et à la parcelle, l'imperméabilisation des sols.

Enfin, il est précisé que l'actualisation du zonage d'assainissement de la Commune sera engagée de manière coordonnée avec le PLU et que, comme convenu avec la Commune de Saint Geniès des Mourgues lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire et rédactionnel, seront précisées par les services communautaires dans le cadre de la mise au point définitive du PLU afin, en particulier, d'accompagner l'extension de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès / Sussargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Saint-Geniès-des-Mourgues afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITÉ, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PÊCHE – ETUDE DE PRÉFIGURATION POUR LA GESTION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET DÉCLINAISON SUR 4 SECTEURS PILOTES - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LES COMMUNES DE CLAPIERS, GRABELS, LAVÉRUNE, MONTFERRIER-SUR-LEZ ET PRADES LE LEZ - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNATURE

M. Y. PELLET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Economie Agricole, Viticole, Traditions Populaires et Ruralité, Relations avec la Chasse et la Pêche, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a l'objectif, à 3-5 ans, de se doter d'un plan territorial de gestion des espaces naturels et agricoles et souhaite, dans cette perspective, conduire une réflexion approfondie sur l'articulation des espaces agricoles, naturels (trame verte et bleue), aménagés ou à aménager.

Dans le cadre de l'appel à projets lancé par la Région Languedoc-Roussillon "Stratégie locale de Développement - mesure 341B", la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en partenariat étroit avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault et cinq Communes pilotes de son territoire (Clapiers, Grabels, Lavérune, Montferrier-sur-lez et Prades le Lez) a déposé une demande de financement concernant un projet intitulé "*Etude de préfiguration pour la gestion des espaces naturels et agricoles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et déclinaison sur 4 secteurs pilotes*". Ce projet a été approuvé par délibération n°11801 du Conseil Communautaire du 25 juillet 2013.

Quatre secteurs pilotes ont été choisis pour conduire les premières études de mise en place d'un plan de gestion des espaces naturels et agricoles. Il s'agit des secteurs de Grabels, de Lavérune, de la Haute Vallée du Lez (Prades le Lez / Montferrier-sur-Lez / Clapiers) et des nouveaux quartiers OZ et ODE Montpellier Nature Urbaine au Sud, sur les Communes de Montpellier, Lattes et Pérols.

Afin de coordonner ces études et dans le but de réaliser des économies d'échelle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Clapiers, Grabels, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Prades le Lez ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier sera désignée coordonnateur de ce Groupement dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence conforme à l'article 28 du code des marchés publics (procédure adaptée). Le marché sera passé, signé, notifié et exécuté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement. Les modalités de fonctionnement du groupement de commandes font l'objet d'une convention.

Le montant estimatif du marché s'établit à 60 000 € T.T.C.

Les montants forfaitaires T.T.C. de participation de Communes seront les suivants :

- Commune de Clapiers : 800 €

- Commune de Grabels : 5 500 €
- Commune de Lavérune : 2 300 €
- Commune de Montferrier-sur-lez : 800 €
- Commune de Prades le Lez : 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Clapiers, Grabels, Lavérune, Montferrier-sur-Lez et Prades le Lez ;
 - approuver la convention constitutive du groupement de commande annexée à la présente délibération;
 - autoriser le Groupement de Commandes à lancer la consultation ;
 - dire que les crédits seront inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 ;
 - autoriser préalablement à l'engagement de la procédure de passation, la signature du marché à intervenir pour l'ensemble des membres du Groupement, par le Président ou le Vice-président délégué en vertu de l'article L .2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales;
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou le Vice-président délégué à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire;
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE PATIO CÉLESTE - ZAC DES CONSTELLATIONS, LOT A4 À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de l'usufruit de 12 logements sociaux, résidence « Patio Céleste », ZAC des Constellations, lot A4, à Juvignac. Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici FDI Habitat pour une période de 17 ans.

L'opération réalisée sous maîtrise d'ouvrage de SPAG Promotion comprend au total 38 logements, dont 12 financés en Prêt Locatif Social (PLS) et 26 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) qui ont fait l'objet d'une délibération antérieure.

Le projet a été conçu par l'agence GERVAIS architectes à Montpellier.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% l'emprunt d'un montant total de 632 729 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS
Montant du prêt	632 729 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 111 pdb
Taux annuel de progressivité	de 0 % à 0,50 % maximum
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %
Modalité de révision des taux	simple révisabilité
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum
Périodicité des échéances	annuelle
Durée	17 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale du prêt, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 17 ans et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 474 546,75 €, représentant 75% du prêt d'un montant total de 632 729 € sollicité par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, résidence "Patio Céleste", ZAC des Constellations lot A4 à Juvignac,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°22 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE CLOSERIE SAINT-MARTIN AVENUE DU MARÉCHAL LECLERC À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements sociaux, résidence « La Closerie Saint-Martin », avenue du Maréchal Leclerc à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Première Pierre, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture CAREMOLI - MIRAMOND.

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 294 693 €;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 198 307 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 87 908 €;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 49 668 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	294 693 €	198 307 €	87 908 €	49 668 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	- 0,20 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			

Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Promologis, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 472 932 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 630 576 €, sollicités par la SA d'HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence 'Closerie Saint-Martin', avenue du Maréchal Leclerc à Montpellier,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Promologis, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE DOMAINE DE CAUDALIE - LE PONT DU LEZ À MONTFERRIER-SUR-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 42 logements sociaux, résidence « Domaine de Caudalie », le Pont du Lez à Montferrier-sur-Lez. L'opération comprend 33 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Garcia-Diaz à Montpellier.

ICF Sud-Est Méditerranée demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 3 517 830 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 771 397 € ;

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 746 433 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLAI construction
Montant du prêt	2 771 397 €	746 433 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
Taux annuel de progressivité	0%	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %	
Modalité de révision des taux	double révisabilité limitée	
Préfinancement	néant	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	35 ans	35 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit 35 ans, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ICF Sud-Est Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 638 372,50 €, représentant 75% des deux prêts d'un montant total de 3 517 830 €, sollicités par la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 42 logements locatifs sociaux, résidence " Domaine de Caudalie ", le Pont du Lez à Montferrier-sur-Lez;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA D'HLM ICF Sud-Est Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION D'UNE MAISON RELAIS DE 23 LOGEMENTS - RÉSIDENCE L'ATELIER, RUE DE L'AGATHOIS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH HÉRAULT HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat Hérault Habitat, a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction d'une maison relais de 23 logements locatifs, résidence « L'Atelier » rue de l'Agathois à Montpellier. Cette résidence, dont la gestion est confiée à l'association GESTARE, est destinée à des personnes à faible niveau de ressources, isolées et très désocialisées. L'opération comprend 23 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par le cabinet d'architecture IMAGINE Architectes, situé à Montpellier.

L'OPH Hérault Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25 % les emprunts qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 411 750 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 310 480 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 75% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 411 750 €	310 480 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Préfinancement	de 3 à 24 mois	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH Hérault Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'OPH Hérault Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH Hérault Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 430 557,50 €, représentant 25% des deux prêts d'un montant total de 1 722 230 €, sollicités par la l'OPH Hérault Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation d'une maison relais de 23 logements, résidence «L'Atelier», rue de l'Agathois à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH Hérault Habitat, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LE FESQUET À CLAPIERS - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 20 logements sociaux, résidence « Le Fesquet » à Clapiers. L'opération comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture CAREMOLI MIRAMOND.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100 % l'emprunt d'un montant total de 2 011 462 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 225 926 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 182 097 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 525 397 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 78 042 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 225 926 €	182 097 €	525 397 €	7842 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0% à + 0,50% maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	sans objet			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 011 462 €, représentant 100% des quatre prêts sollicités par l'OPH ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 20 logements locatifs sociaux, résidence « Le Fesquet » à Clapiers ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH ACM, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Bouillé, Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°26 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LA TRIADE À SAINT-DRÉZÉRY - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 9 logements sociaux, résidence « La Triade », allée de la Liberté à Saint Drézéry. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage d'AFC Promotion, comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture ACO, situé à Montpellier.

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 807 834 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 389 674 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 257 492 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 102 550 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 58 118 €.

Le département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	389 674 €	257 492 €	102 550 €	58 18 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	- 0,20 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Promologis, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 605 875,50 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 807 834 €, sollicités par la SA d'HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 9 logements locatifs sociaux, résidence « La Triade », allée de la Liberté à Saint-Drézery;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Promologis, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE CAMPÉRIOLS RUE DES AVELANIERES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH HÉRAULT HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat Hérault Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer la construction de 8 logements en location-accession, résidence « Campériols », rue des Avelaniers à Montpellier. L'opération comprend 8 logements financés en Prêt Social de Location-Accession (PSLA).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Patrice Genet à Montpellier.

Hérault Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 700 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt:	1 700 000 €		
Durée totale du prêt :	32 ans		
	<i>Phase de mobilisation</i>	<i>Période de différé d'amortissement</i>	<i>Période d'amortissement</i>
	2 ans	5 ans	25 ans
Taux d'intérêt :	Euribor 3 mois + marge de 2,50%	Taux révisable Euribor 12 mois + 2.50% : ou (au choix de l'emprunteur) Taux fixe issu d'une cotation taux de swap du Crédit Foncier contre Euribor 6 mois + 2,50 % Durée minimum taux fixe : - 1 an pendant la période de la levée d'option - de 2 ans à durée restante si transformation locatif	
Echéances :	Règlement des intérêts calculés sur fonds mobilisés	Sans objet	
Périodicité des échéances :	Trimestrielle	Annuelle	Annuelle

Au cas où Hérault Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital de l'emprunt et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 425 000 €, représentant 25% du prêt d'un montant total de 1 700 000 € sollicité par l'OPH Hérault Habitat auprès du Crédit Foncier de France, pour la construction de 8 logements en location-accession, résidence «Campériols», rue des Avelaniers à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et l'OPH Hérault Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE CASA VERDE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - DÉLIBÉRATION N°11229 DU 30 OCTOBRE 2012 - MODIFICATION

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°11229 du 30 octobre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé à la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer la construction de 7 logements locatif sociaux, résidence « Casa Verde», à Montpellier.

La délibération initiale comportant une erreur matérielle, il est proposé de modifier les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations comme suit :

- Durée de préfinancement initialement prévue (délibération du 30 octobre 2012) :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Préfinancement	De 3 à 24 mois			

Durée de préfinancement à prendre en compte dans la présente délibération :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Préfinancement	Néant			

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°11229 du 30 octobre 2012 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE COEUR SAINT-ELOI, RUE HENRI DUNANT À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements sociaux, résidence « Cœur Saint-Eloi », rue Henri Dunant à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PIERMONT, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par les architectes Claude HENRI ROUSSEAU, Yannick BOLLE-REDDAT et Olivier GROUSSET.

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 884 572 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 475 897 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 278 823 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 80 662 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 49 190 €.

Le département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :				
Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	475 897 €	278 823 €	80 662 €	49 190€
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	-0.20% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Promologis, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 663 429 € représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 884 572 €, sollicités par la SA d'HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 7 logements locatifs sociaux, résidence « Cœur Saint-Eloi », rue Henri Dunant à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Promologis, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - QUARTIER CÉVENNES - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT BARD - BÂTIMENT G - MISE EN PLACE D'UN PRÉFINANCEMENT DES SUBVENTIONS PUBLIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes, la Ville de Montpellier met en œuvre le Plan de Sauvegarde du Petit Bard qui concerne un ensemble de 9 copropriétés privées dégradées. Ce Plan, auquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte son concours, a pour objet le redressement de la situation financière des copropriétés, ainsi que la réalisation de travaux de réhabilitation, tant sur les parties communes que privatives.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat et sur ses fonds propres, accorde ainsi des subventions à des propriétaires bailleurs, occupants ou syndic pour leur permettre de rénover leurs logements.

Ces subventions publiques n'étant versées, en règle générale, qu'après achèvement des travaux, il est proposé de mettre en place avec FDI-SACICAP une convention de préfinancement des aides.

Au titre de la loi du 18 décembre 2006 qui a renforcé leurs missions sociales, les Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) peuvent financer l'avance de subventions publiques dans le cadre de projets de rénovation.

Ce dispositif de préfinancement évite aux bénéficiaires, propriétaires modestes ou syndic de copropriété, d'avoir à faire l'avance de la part des travaux couverts par des subventions, tout en garantissant aux entreprises un règlement financier au fur et à mesure de la présentation des factures.

Le projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes, qui englobe le Plan de Sauvegarde du Petit Bard, a fait l'objet en 2012 d'un avenant visant à conserver 45 logements des cages d'escalier G3 à G7 du bâtiment G initialement promis à la démolition. Ces logements, n'ayant pas à l'origine vocation à être réhabilités, n'avaient pas fait l'objet d'un dispositif de préfinancement.

Dès lors, une convention, à intervenir entre FDI-SACICAP et les partenaires financeurs du Plan de Sauvegarde a été établie pour étendre le dispositif de préfinancement des subventions à la réhabilitation des cages d'escalier G3 à G7. L'enveloppe réservée par FDI-SACICAP au profit du syndicat de copropriété, sous réserve du vote de son conseil d'administration, est d'un montant de 300 000 €.

Cette convention n'a pas d'incidence financière directe impactant le budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention relatif à la mise en place d'un dispositif de préfinancement des subventions publiques, à intervenir entre les partenaires susvisés, en faveur de la rénovation du bâtiment G du Petit Bard, cages d'escalier G3 à G7,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention à intervenir ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS – ORGANISATION D'UN SÉMINAIRE NATIONAL SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES TERRITOIRES À MONTPELLIER LE 1ER OCTOBRE 2013 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps, rapporte :

Le réchauffement climatique est devenu une préoccupation mondiale et s'accompagne de nombreuses actions au plan local afin d'en limiter les effets. Depuis plus de 15 ans, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène une politique en faveur de la protection de l'environnement, avec notamment la construction de bâtiments économes en énergie et le déploiement d'un réseau de transports non polluant.

Le Plan Climat Énergie Territorial (PCET), qui sera adopté par le Conseil Communautaire prochainement, prolonge les efforts déjà entrepris pour respecter les objectifs fixés à l'échelle européenne en matière d'économies d'énergie, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique.

L'engagement de la Collectivité dans la démarche Cit'ergie par délibération n°11142 du 08 octobre 2012 conforte cette politique Energie Climat dans tous ses domaines de compétences.

Forte de son expérience, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de s'associer au CNFPT-INSET de Montpellier, à la Ville de Montpellier, et à l'Association des Ingénieurs Territoriaux de France pour organiser un séminaire national sur le thème : « Des territoires vers la transition énergétique ».

Ce séminaire, destiné aux agents des collectivités locales, aux architectes, bureaux d'études..., se déroulera à Montpellier le 1^{er} octobre 2013.

Cette collaboration s'articule autour de la réalisation de la prestation intellectuelle et des conditions matérielles permettant la réussite du séminaire.

Une convention quadripartite précise les engagements des cosignataires à mettre en œuvre, les axes de collaboration qu'ils ont conjointement déterminés en faisant appel à leurs ressources humaines ou matérielles et en mobilisant les moyens et leviers d'action dont ils disposent.

Dans cette convention, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage notamment à contribuer à l'élaboration du programme et à proposer et coordonner les intervenants pour une table ronde.

La convention est signée pour la période de la date de la signature jusqu'au 1^{er} octobre 2013 inclus. Elle peut être modifiée par voie d'avenant d'un commun accord entre les parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention d'organisation du séminaire de transition énergétique des territoires à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ EAU - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, mais aussi à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

Elle favorise le rayonnement des pôles de compétitivité, au nombre de 7 sur son territoire, en soutenant particulièrement les pôles EUROBIOMED, DERBI, QUALIMEDITERRANEE, OPTITEC ainsi que le pôle à vocation mondiale EAU, qui a été labellisé en mai 2010.

En effet, la création de pôles de compétitivité, lancée par le gouvernement en 2004, est une initiative qui vise à renforcer la lisibilité industrielle sur le territoire français, à favoriser la capacité d'innovation par la mise en réseau des entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur.

Dans cet objectif, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur de l'eau et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Le 11 mai 2010, le Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire a accordé le label Pôle de compétitivité à vocation mondiale au Pôle EAU chef de file de la coordination des deux autres pôles de compétitivité labellisés dans la thématique de l'eau (Dream et Hydréos).

Le Pôle EAU vise à développer la compétitivité des acteurs du secteur de l'eau par la mise en réseau de l'ensemble des compétences des régions couvertes par le Pôle EAU et en premier lieu les régions Languedoc-Roussillon, Midi Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il a vocation à dynamiser l'industrie de l'eau par l'innovation en renforçant les synergies entre les acteurs de la recherche, de l'enseignement supérieur, des entreprises et des associations professionnelles, avec le soutien des collectivités.

Il se fixe quatre axes stratégiques de développement :

- l'identification et la mobilisation des ressources superficielles et souterraines,
- la gestion concertée des ressources en eau et des usages,
- la réutilisation des eaux de toutes origines,

- les approches institutionnelles et sociétales en matière d'acteurs et de décision.

Face à la concurrence croissante à l'échelle de la planète, la Pôle EAU souhaite mettre en place une stratégie ambitieuse, d'abord et naturellement orientée vers la Méditerranée, mais avec une visée mondiale.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Pôle EAU souhaitent poursuivre leur partenariat en 2013, en mettant en place des actions communes autour des axes suivants :

D'une part, le Pôle EAU apportera son expertise et mobilisera les acteurs économiques et académiques pertinents sur les projets collaboratifs qui pourraient être développés dans le cadre des compétences que la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce dans le domaine de la gestion de l'eau. Il facilitera l'accès pour les acteurs du développement économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux innovations et résultats des recherches que le Pôle EAU soutient.

En effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur les Communes de Castelnau le Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, a obtenu le label national EcoCité pour son projet urbain « De Montpellier à la mer » parmi 13 lauréats sélectionnés au niveau national dans le cadre du plan « Ville durable », initié par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable des Transports et du Logement.

La démarche EcoCité, qui constitue un véritable laboratoire urbain, invite ainsi à revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine, et ce dans une posture ouverte à l'innovation. Elle s'inscrit pleinement dans cette dynamique économique et constitue un important levier de développement de l'économie présentielle et technopolitaine. Les innovations souvent développées par des universités et entreprises montpelliéraines, trouveront dans la démarche EcoCité leur territoire d'expérimentation, d'application et de démonstration.

Plus généralement, le Pôle EAU apportera une expertise dans les projets impulsés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier : le Plan Climat Energie Territorial, EcoCité, Cité intelligente, Club Open innovation, etc. Le Pôle EAU, associé aux projets développés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'en fera les relais et contribuera à identifier les acteurs appropriés.

D'autre part, dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'alimentation en eau potable que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié après consultation au groupement EGIS EAU - SCP VINSONNEAU - CALIA CONSEIL, il a été mis en place un Comité d'Orientation Générale.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a demandé au Pôle EAU de participer à ce Comité pour lui apporter son expertise.

Aussi, le Pôle EAU et la Communauté d'Agglomération de Montpellier contribueront de manière cohérente et organisée au rayonnement international des filières du développement durable. Ils renforceront mutuellement leurs déploiements à l'international dans les zones géographiques définies comme des cibles conjointes tels que :

- Le Canada/Québec (Sherbrooke),
- La Chine,
- La Russie,
- Les Emirats Arabes Unis (Abu Dhabi)
- ou d'autres pays définis conjointement.

En outre, le Pôle EAU s'implique au niveau du Business Innovation Center (BIC), d'une part sur les aspects liés à l'innovation et à l'expertise de nouveaux projets sur son territoire (délivrance du label "Entreprise innovante des pôles de compétitivité", participation au comité d'experts et à Montpellier capital risque), d'autre part sur la possibilité d'accueil d'entreprises dans la pépinière "greentech" Cap Alpha. De même, les formations "Etincelles" de sensibilisation à la création d'entreprises innovantes réalisées par les conseillers du BIC pourraient être organisées par des écoles membres du Pôle sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Enfin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier achève une étude pour le développement des connaissances du système karstique de la source du Lez. Celle-ci est réalisée dans le cadre d'un partenariat avec le BRGM, les unités de recherche Hydrosiences, G-Eau et Tetis de Montpellier, le bureau d'études Biotope et le centre de Formation et de recherche CERFACS. Elle pourra se poursuivre par la mise en place d'actions concrètes notamment de protection de la ressource ou d'alerte de crue. La réalisation d'investigations complémentaires sera également certainement proposée afin de confirmer ou préciser les nouveaux éléments de connaissance établis. Un volet pédagogique destiné au grand public doit enfin être finalisé.

Pour cela, la Communauté d'Agglomération de Montpellier proposera d'associer le Pôle EAU au Comité de pilotage de l'étude afin de contribuer aux modalités de poursuite et de vulgarisation en apportant son expertise.

Enfin, il conviendra de bâtir une stratégie d'attractivité autour de la question de l'eau.

En fonction des besoins exprimés par le bénéficiaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut mettre à disposition ses moyens logistiques, en termes de locaux ou de personnel, lors d'événements organisés par le bénéficiaire ou en partenariat. Elle pourra ainsi accueillir des manifestations organisées par le pôle (réunions appel à projets, ...)

La Communauté d'Agglomération de Montpellier entend ainsi soutenir le Pôle EAU en cofinçant son fonctionnement à hauteur de 40 000 euros pour l'année 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Pôle de compétitivité EAU,
- autoriser le versement d'une subvention de 40 000 euros au Pôle de compétitivité Eau au titre de l'année 2013,

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention du Pôle de compétitivité EAU ainsi que tout document relatif à cette affaire.
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (PRES) - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Pôle de recherche et d'Enseignement Supérieur- Université Montpellier Sud de France (PRES-UMSF) est un Etablissement Public de Coopération Scientifique (EPCS) créé par décret le 9 juin 2009. Il comprend 2 membres fondateurs (Université Montpellier I, Université Montpellier II) et 12 membres associés dont Montpellier SupAgro, les universités de Nîmes et de Perpignan, le CROUS, l'IRTS, les collectivités territoriales, le CHU, l'ENSCM, l'école des Mines d'Alès et des organismes de recherche (IRSD, CIRAD).

Outre le fait d'assurer une meilleure lisibilité et de renforcer l'attractivité du site de Montpellier sur le plan national et international, l'établissement a deux missions principales :

- préparer entre les membres fondateurs, les conditions de la fusion des universités,
- assurer la gouvernance et le suivi de l'Opération campus.

Depuis la création du PRES-UMSF, et dans la continuité du soutien au Pôle Universitaire Européen, la Communauté d'Agglomération de Montpellier maintient la subvention allouée précédemment au GIP.

Compte tenu de l'implication et des engagements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans l'opération CAMPUS, et afin d'ancrer la participation de la collectivité dans ce projet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a intégré les instances du PRES -UMSF en qualité de membre associé comme le prévoit l'article 2 du décret n°2009-646 du 9 juin 2009 portant création de l'établissement public de coopération scientifique "Université Montpellier Sud de France".

Au titre de sa participation au fonctionnement du PRES, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à verser au PRES la somme de 38 300 euros pour l'exercice 2013.

Un bilan annuel d'exécution des crédits de l'année 2013 sera transmis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plus tard au 30 avril de l'année 2014. Ce bilan devra afficher des informations relatives au fonctionnement du PRES.

Il convient de désigner un représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au conseil d'administration du PRES- UMSF.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le PRES-UMSF,
- autoriser le versement d'une subvention de 38 300 € au PRES-UMSF au titre de l'année 2013,
- dire que les crédits correspondants à la dépense sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- désigner un représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au siège du conseil d'administration du PRES,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION TRANSFERTS LR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, mais aussi à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

Dans cet objectif, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

En particulier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait de la création d'entreprises innovantes, un axe

privilegié et s'appuie dans ce domaine sur le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Agglomération, Cap Oméga / Cap Alpha, dont la vocation est de les accueillir et de promouvoir leur développement.

Créée en 2005 à l'initiative de la Région Languedoc-Roussillon et de l'État, l'association Transferts LR soutient la compétitivité des entreprises par l'innovation et le transfert de technologie en Languedoc-Roussillon.

Sa mission de service public s'articule autour de quatre métiers principaux et complémentaires :

- l'accompagnement des entreprises, cœur de son activité, par une équipe composée de 14 conseillers technologiques (dont certains spécialisés sur les thématiques Eaux et Risques, TIC) et chargés de mission. Ils proposent ainsi aux entreprises des services stratégiques sur-mesure pour renforcer les chances de succès, limiter les risques technologiques, marketing et financiers et leur donner, si besoin, une dimension européenne,
- l'évaluation et l'expertise de projets de R&D et de demandes d'aides à l'innovation réalisées avec ses experts bénévoles du Conseil d'Orientation Scientifique, Technique et Industriel (COSTI) pour le compte de ses financeurs (notamment Région et Etat) et pour des Pôles de Compétitivité,
- l'animation du Réseau Régional de l'Innovation qui regroupe plus de 60 dispositifs œuvrant auprès des entreprises régionales pour accompagner l'innovation sous toutes ses formes,
- l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques publiques en faveur de l'innovation et notamment le suivi de la Stratégie Régionale de l'Innovation (2007-2013) et l'élaboration de la 3S (Stratégie Régionale d'Innovation pour une Spécialisation Intelligente 2014-2020)).

Transferts LR développe des partenariats avec les pôles de compétitivité du territoire et les clusters d'entreprises (Swelia, Novae, Terinov...), ainsi qu'avec tous les centres de compétences régionaux, nationaux et européens, au bénéfice des entreprises du Languedoc-Roussillon. L'association se situe ainsi au carrefour du monde académique et du monde économique.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Transferts LR souhaitent poursuivre et amplifier leur partenariat en 2013, en mettant en place des actions communes. Ce partenariat s'accompagnera du versement d'une subvention.

D'une part, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur les communes de Castelnau le Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, a obtenu le label national EcoCité pour son projet urbain « De Montpellier à la mer » parmi 13 lauréats sélectionnés au niveau national dans le cadre du plan « Ville durable », initié par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable des Transports et du Logement.

L'EcoCité est un concept qui bouscule les paradigmes classiques de la ville et de l'urbanité. Il s'agit de modifier notre façon "de penser et de produire les villes pour concrétiser la prise en compte des trois piliers du développement durable : l'économie, l'environnement, le social et le sociétal.

Les axes d'innovation du projet d'Ecocité montpellieraine sont :

- L'eau et l'hydraulique comme facteurs constitutifs du projet,
- Un système de déplacements à partir du tramway,
- Les nouvelles formes de distribution commerciale,
- Le rapport ville-nature et la biodiversité,
- Une approche méditerranéenne de la performance énergétique,
- Une ville durablement solidaire,
- Une métropole durable.

La démarche EcoCité constitue un important levier de développement de l'économie présentielle et métropolitaine en synergie avec les compétences des Pôles de compétitivité, des Universités et des Entreprises du territoire pour mettre en place des expérimentations de solutions urbaines innovantes.

Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération de Montpellier entend utiliser le territoire de l'EcoCité comme « un living lab » (véritable laboratoire urbain) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles et tester la Cité intelligente.

Dans ce cadre, l'association Transferts LR apportera son expertise et pourra mobiliser les acteurs économiques et académiques pertinents sur les projets collaboratifs qui pourront être développés. L'association Transferts LR effectuera un accompagnement à l'émergence et à la structuration d'un ou deux projets concrets dans le cadre de cette démarche en apportant sa compétence sur des sujets comme le calcul intensif, la gestion de l'eau, la santé, son réseau d'entreprises et de chercheurs, et sa compétence de structuration de projet.

Aussi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier associera l'association Transferts LR au Comité de pilotage de la Cité intelligente.

L'association Transferts LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier échangeront réciproquement sur les opportunités de projets collaboratifs de recherche, en lien avec les thématiques de l'EcoCité. L'association Transferts LR portera ainsi à la connaissance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les possibilités de projets collaboratifs de recherche qui pourraient s'inscrire dans la démarche de l'EcoCité ; de son côté, la Communauté d'Agglomération de Montpellier fera part de ses besoins spécifiques identifiés.

D'autre part, le BIC de Montpellier Agglomération a pour vocation de détecter et d'accompagner la création puis le développement d'entreprises innovantes sur le territoire de la Communauté d'Agglomération pour une période de maximum 2 ans avant la création d'entreprise de 3 à 5 ans après le démarrage de l'activité.

Dans le cadre de leurs missions respectives, Transferts LR et le BIC sont amenés à collaborer sur les projets et entreprises innovantes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- le BIC de Montpellier Agglomération accompagne les créateurs dans l'identification et le montage de dossiers d'aide,

- l'association Transferts LR apporte aux entreprises son expertise sur les programmes R&D, les demandes d'aides de financements de l'innovation, l'identification de partenaires technologiques potentiels ainsi qu'un ensemble de services d'accompagnement et d'actions collectives.

A ce titre, le BIC de Montpellier Agglomération prescrit à l'association Transferts LR les projets et entreprises innovantes qu'il accompagne susceptibles d'être intéressés par les services proposés par Transferts LR. Réciproquement, Transferts LR prescrit au BIC de Montpellier Agglomération les projets et jeunes entreprises innovantes potentiellement intéressées par un accompagnement du BIC.

Par ailleurs, dans le cadre de la démarche EcoCité, le BIC a pour mission de faire de ce projet d'aménagement urbain, un levier de croissance et d'innovation pour les jeunes entreprises et les PME innovantes du territoire en leur permettant d'accéder à de nouveaux marchés localement.

Aussi la Communauté d'Agglomération de Montpellier associera Transferts LR dans :

- la mise en place d'un club d'open innovation dont la vocation est de regrouper et se faire connaître l'ensemble des acteurs susceptibles de contribuer à la démarche d'Eco Cité

- le lancement de concours d'idées pour sélectionner les services intelligents de demain à déployer dans le cadre d'Eco Cité et faire en sorte que ces services soient mis en œuvre en partenariat avec les grands groupes locaux pour les commercialiser ensuite à grande échelle.

Cette initiative implique la mise en œuvre d'un nouveau type d'accompagnement à l'open innovation favorisant la collaboration entre les différents acteurs qui y sont présents (PME innovantes, Grands Groupes, chercheurs) et stimuler leur croissance réciproque par l'innovation.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend amplifier l'écosystème montpellierain de l'innovation en proposant un système intégrée d' « open innovation » à l'échelle de son territoire.

La Communauté d'Agglomération entend inciter les entreprises et les laboratoires de son territoire à développer des pratiques d'open innovation en créant des événements favorisant la rencontre entre ceux qui sont en recherche de solutions et ceux qui peuvent apporter des réponses adaptées.

Le développement de l'open innovation dans la culture des acteurs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se fera par la mise en place d'une action innovante visant à expérimenter des méthodes d'émergence de projets collaboratifs, en s'appuyant sur la compétence de Transferts LR.

Plus généralement, l'association Transferts LR apportera une expertise dans les projets impulsés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier : le Plan Climat Energie Territorial, EcoCité et Cité intelligente en particulier. L'association Transferts LR, associée aux projets développés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'en fera le relais et contribuera à identifier les acteurs appropriés.

Enfin, le réseau Enterprise Europe Network pourra être mobilisé par Transferts LR pour le développement des activités des entreprises et des laboratoires au niveau européen (mise en relation, identification de partenaires, organisation de missions ...). La Communauté d'Agglomération de Montpellier entend ainsi soutenir l'association Transferts LR en cofinçant son fonctionnement à hauteur de 20 000 euros pour l'année 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Transferts LR,

- autoriser le versement d'une subvention de 20 000 euros à l'association Transferts LR au titre de l'année 2013,

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention avec l'association Transferts LR ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – FILIÈRE TIC SANTÉ - SOUTIEN AU PROJET DE CRÉATION DU CENTRE DE RECHERCHE ET INNOVATION INDUSTRIELLE - CR2I - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le secteur santé est une des filières d'excellence du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de sa région, et l'un des plus dynamiques (670 entreprises, 10 000 emplois et 10 000 étudiants).

Depuis plus de 20 ans, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène une politique active en faveur de l'innovation et soutient les entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants tels que des parcs d'activités scientifiques, des programmes immobiliers destinés aux entreprises technologiques et des pépinières d'entreprises innovantes.

Le soutien au secteur de la santé, en particulier aux filières diagnostic et TIC-santé, est une priorité stratégique pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette dernière soutient et accompagne un certain nombre de projets sur son territoire. C'est le cas pour le projet CR2i.

1 - Rappels de l'historique du projet CR2i :

L'Etat a décidé d'attribuer 35 milliards d'euros pour les programmes « Investissements d'avenir » (PIA) dont 22 milliards d'euros seront consacrés à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. Dans ce cadre, le projet de CR2i

(Centre de Recherche et Innovation Industrielle) DiagnosTIC-Santé porté, dans un premier temps, par le pôle de compétitivité Eurobiomed, a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI). Le projet déposé ayant retenu l'attention de l'Etat, il a été décidé de créer une association CR2i pour continuer à porter le projet et répondre à l'appel à projet « Plateformes Mutualisées d'innovation » (PFMI). Cette association CR2i DiagnosTIC-santé a été créée le 28 février 2011. L'association a ensuite répondu à l'appel à projet PFMI en septembre 2011 et a été retenu en février 2012. La Caisse des Dépôts et Consignation (CDC), opérateur pour le compte de l'Etat sur les projets PFMI, a ensuite accompagné le CR2i pour l'ingénierie du projet.

L'Etat ayant souhaité arrêter le programme PFMI en juin 2013, le projet CR2i, comme plusieurs autres, a été réorienté vers un autre programme du PIA, le « programme Filière ». Ainsi, sur le plan de l'éligibilité financière, le projet CR2i a été transféré sur l'appel à projet « filière santé ». Toutefois, le CR2i reste une PFMI et conserve le cadre juridique des PFMI, les contraintes du programme filière ne s'imposent pas au CR2i.

En revanche, l'Etat a substitué OSEO à la CDC en tant qu'opérateur pour le compte de l'Etat.

2 - Qu'est ce que le CR2i ? :

Le CR2i DiagnosTIC-santé est une structure de services mutualisés facilitant la mise en place et la réalisation de projets de R&D innovants et de rupture jusqu'à leurs applications industrielles. Sa thématique est ciblée sur la convergence entre le diagnostic, la thérapie et les technologies de l'information et de la communication, pour apporter des solutions intégrées en santé au service du patient. Son objectif est de créer à Montpellier un centre expert, référence européenne, d'ici 5 ans, en transfert industriel dans le domaine du DiagnosTIC-Santé, pour l'industrialisation de nouveaux outils/innovations/services en médecine personnalisée, ambulatoire et télésanté.

Le CR2i engage à la fois des actionnaires publics et privés et implique le monde de la recherche universitaire, hospitalière et privée (PME et grands groupes tels que Sanofi et IBM) et a le soutien du pôle de compétitivité Eurobiomed.

Afin de contribuer à la réussite de ce projet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier accompagne ce projet depuis sa genèse et a notamment soutenu financièrement l'association CR2i DiagnosTIC-santé porteuse du projet en 2011 et 2012, aux côtés de la Région Languedoc-Roussillon et de l'Etat.

En effet, sa création, véritable levier de développement économique, permettra de renforcer l'attractivité, la compétitivité et l'emploi sur notre territoire. Le CR2i estime à 85 le nombre d'emplois directs et environ 300 le nombre d'emplois indirects créés à 5 ans.

Le CR2i constitue, par ailleurs, un projet structurant pour la filière santé et plus particulièrement les domaines du diagnostic et de la e-santé sur notre territoire. De plus, il est fédérateur d'un nombre important d'acteurs publics et privés sur le territoire.

Par ailleurs, pour favoriser les synergies entre les entreprises et la recherche au sein d'un environnement porteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a proposé d'accueillir le CR2i au sein du Biopôle Euromédecine, hôtel d'entreprise vitrine technologique du secteur de la santé sur Montpellier accueillant des jeunes entreprises innovantes et des leaders mondiaux de la filière.

Aujourd'hui le projet, porté jusqu'ici par l'association CR2i DiagnosTIC-santé, arrive à son terme et la création de la société CR2i, sous forme de SAS, devrait avoir lieu en octobre ou novembre 2013.

3 - Le Montage juridique et financier envisagés pour le CR2i :

Le CR2i sera donc une SAS composée de plusieurs actionnaires (liste prévisionnelle) : UM1, CHRU Montpellier (à travers un fonds de dotation privé), l'EFS, Altéra Group, Gosis, une SAS composée de PME adhérentes de Bioméridiens (ASA, CEISO, I2A, ICDD, Histalim, KapData, Phylogène et Skuldtech) ainsi qu'une association à créer qui serait composée de Sanofi, IBM, Néo Télécom, l'ICM et l'Ecole des Mines d'Alès.

Un plan de financement a été établi sur 10 ans avec 2,9 millions d'euros d'investissements sur 5 ans et 4,8 millions d'euros sur 10 ans. Celui-ci prévoit des demandes de subventions à la Communauté d'Agglomération de Montpellier (1 million d'euros sur 5 ans), à la Région Languedoc-Roussillon (1 million d'euros sur 4 ans) et à l'Etat (2,4 millions d'euros sur 4 ans).

La subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera affectée aux frais de fonctionnement bâtiment, à hauteur de 50% maximum en moyenne sur les 5 ans, conformément aux assiettes éligibles décrites dans le texte communautaire de référence « Aide d'Etat SA.33615(2011/N) d'extension du Régime des Fonds de Compétitivité des Entreprises aux programmes d'investissements d'avenir « PFMI » et « FSN innovation » » et aux taux d'aide maximum mentionnés dans celui-ci.

Par ailleurs, cette subvention sera accordée sous réserve du co-financement des partenaires précédemment cités.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la répartition sur les 5 années est établie de la façon suivante : 180 642 € en année 1, 236 226 € en année 2, 198 224 € en année 3, 199 606 € en année 4 et 85 424 € en année 5. Une convention annuelle sera établie et permettra de réajuster les montants.

Une audition finale du projet par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI), la Direction Générale de la Compétitivité de l'Industrie et des Services (DGCIS) et OSEO aura lieu le 24 septembre. Elle permettra de valider la participation de l'Etat et donc l'accord d'un financement (subvention et/ou avance remboursable) à l'entreprise CR2i dont la création devrait avoir lieu en octobre ou novembre 2013.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite donc aider le CR2i dès le démarrage d'activité de la SAS. Pour ce faire elle propose la gratuité du loyer, valorisée dans le plan de financement, pour le CR2i au Biopôle Euromédecine jusqu'à fin 2013 (loyer de base), soit 2 mois de gratuité (novembre et décembre), estimé à environ 5500 € H.T. hors charges (par ailleurs le CR2i paie les charges mensuellement ou trimestriellement).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la stratégie présentée et le plan de financement global,
- approuver la gratuité de loyer pour novembre et décembre 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRES À NEW-YORK ET AU CANADA DU 22 AU 28 SEPTEMBRE 2013 - PARTICIPATION AU CONGRÈS SILS DE SHERBROOKE - AUTORISATION DE FINANCEMENT DE LA MISSION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Dans ce cadre, la stratégie de collaborations économiques conduite depuis 2004 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis le développement de nos entreprises vers les pays cibles que sont : la Russie, la Chine, les USA mais aussi le Canada.

En juillet 2008, et pour la première fois en Europe, la National Business Incubation Association, réseau américain d'envergure mondiale, a attribué le label Soft Landings - littéralement « atterrissages en douceur » - au Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Agglomération, élu 1^{er} incubateur mondial en 2007. Ce label a été reconduit pour la période 2012-2014. Il reconnaît la valeur de l'accompagnement effectué par la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des entreprises étrangères qui souhaitent s'implanter sur le territoire.

L'ouverture en juin 2011 du Montpellier International Business Incubator (MIBI), véritable plateforme à l'international, témoigne également de la volonté et de l'audace de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui s'est ainsi dotée d'un outil et d'un concept unique en France, un espace innovant dédié principalement à l'accueil d'entreprises étrangères

Se développer sur le marché international nécessite un travail considérable de préparation, d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, innovante ou non, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par nos entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

Pays économiquement ouvert, le [Canada](#) tire son dynamisme en s'appuyant sur des [secteurs très performants](#) (aéronautique, Technologies de l'Information et de la Communication, pharmacie et biotechnologies) ainsi que sur d'importantes ressources naturelles (pétrole, gaz, hydroélectricité). Le Québec constitue en particulier un marché intéressant pour les entreprises montpelliéraines. Marché francophone, porte d'entrée sur le marché nord-américain, le Québec propose, en outre, des conditions d'implantation très favorables (politique de la recherche, fiscalité attractive, coûts d'implantation compétitifs par rapport aux Etats-Unis). Le taux de change Euro/Dollar Canadien est toujours favorable à l'installation de bureaux en Amérique du nord.

Réciproquement, les entreprises québécoises peuvent trouver intérêt à développer leurs affaires sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont les secteurs d'excellence convergent avec les filières québécoises et qui structure actuellement une offre complète de services pour les entreprises étrangères, peut devenir une terre d'accueil performante pour leurs investissements.

Afin d'optimiser le coût de la mission il est proposé dans le cadre du déploiement de l'offre d'accompagnement de nos entreprises aux USA et surtout, dans la perspective de la stratégie de développement Montpellier Métropole Numérique, une mission de 2 jours à New-York afin d'initier des contacts pouvant déboucher sur un partenariat à double volets : accueil d'entreprises de la Communauté d'Agglomération et futur cadre de coopération pour la filière numérique.

Les Etats-Unis, 1^{er} marché mondial, constituent une zone géographique clé, aussi bien comme zone de déploiement pour les entreprises de notre territoire que comme source de prospects pour étoffer l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire communautaire. Plusieurs missions d'entreprises ont à ce titre déjà été organisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec succès aux Etats-Unis en 2007, 2009 et 2011. Ces missions correspondent à des attentes fortes de la part des entreprises du territoire, très désireuses de se développer sur le marché américain.

Dans le cadre de la consolidation et du redéploiement géographique de nos offres d'accueil sur le territoire américain auprès de nos entreprises, il apparaît que la Ville de New-York est un lieu stratégique incontournable.

De plus avec la mise en place de l'axe stratégique de développement économique de Montpellier Agglomération : Montpellier Métropole Numérique, les USA et la Ville de New-York sont des acteurs majeurs. Le volume d'affaires en 2011 concernant la filière numérique aux USA est estimé à 725 milliards de \$ avec une croissance du marché

deux fois supérieure à celle du PIB américain.

Les rencontres qui seront effectuées au cours de cette mission nous permettront de valider la pertinence d'un déploiement du réseau d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la filière numérique avec la ville de New-York. Deux types de rencontres sont prévus : rencontres avec des incubateurs potentiels comme l'université de Columbia et Cornell et rencontres avec des acteurs pour l'implantation des entreprises comme avocat d'affaires, comptable.....

Par conséquent, dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose d'effectuer une mission d'affaires à New-York et au Canada du 22 au 28 septembre 2013. Cette mission doit permettre la croissance de nos entreprises à l'international mais aussi d'être un excellent vecteur de promotion de l'attractivité de notre territoire. Elle se déroulera en deux temps, 2 jours à New-York et 3 jours à Sherbrooke.

A Sherbrooke, il est proposé :

- la participation au 1^{er} congrès Sherbrooke International Life Sciences Summit (SILS), congrès de niveau mondial qui va établir un état des lieux et des perspectives de développement dans le domaine des Sciences de la vie. Pour nos entreprises, en plus de la participation aux conférences, une journée entière est dédiée à des rendez-vous BtoB,
- l'organisation d'une mission d'affaires avec le soutien de notre partenaire Sherbrooke Innopole, avec la participation d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui comprend des rencontres d'affaires en plus des rendez-vous B to B du congrès en fonction des secteurs d'activité et des attentes des entreprises inscrites.

Ainsi, le programme de la mission sera entièrement conçu en fonction des attentes des entreprises et comprendra des rendez-vous d'affaires sur mesure avec :

- des partenaires scientifiques et technologiques ;
- des partenaires commerciaux : clients cibles, distributeurs... ;
- des infrastructures nécessaires à l'élaboration du projet d'implantation sur place (visite et évaluation des plateformes et outils mis à disposition au sein des partenaires sollicités) ;
- les responsables des structures partenaires qui accompagneraient et hébergeraient l'entreprise lors de son implantation.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 24 000 € T.T.C. Une participation financière forfaitaire sera demandée aux participants, à hauteur de 500 € T.T.C par personne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires à New-York et au Canada du 22 au 28 septembre 2013 pour 4 entreprises, Pôles de Compétitivité et universitaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- approuver la participation d'un technicien à la mission et éventuellement de la presse,
- approuver le tarif applicable aux entreprises, Pôles et universitaires,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION OFFICIELLE ET ÉCONOMIQUE EN CHINE DU 19 AU 27 OCTOBRE 2013 - RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD DE COOPÉRATIONS AVEC LE DISTRICT DU YANGPU (SHANGHAI) - PARTICIPATION AU CONGRÈS EUPIC (CHENGDU) - FINANCEMENT DU DÉPLACEMENT DE LA DÉLÉGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Dans ce cadre, la stratégie de collaborations économiques conduite depuis 2004 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis le développement de nos entreprises vers les pays cibles que sont : la Russie, le Canada, les Etats-Unis mais aussi la Chine.

En juillet 2008, et pour la première fois en Europe, la National Business Incubation Association, réseau américain d'envergure mondiale, a attribué le label Soft Landings littéralement « atterrissages en douceur » au Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Agglomération, élu 1^{er} incubateur mondial en 2007. Ce label a été reconduit pour la période 2010-2012.

Il reconnaît la valeur de l'accompagnement effectué par la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des entreprises étrangères qui souhaitent s'implanter sur le territoire.

L'ouverture en juin 2011 du Montpellier International Business Incubator (MIBI), véritable plateforme à

l'international, témoigne également de la volonté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui s'est ainsi dotée d'un outil et d'un concept unique en France, un espace innovant dédié principalement à l'accueil d'entreprises étrangères.

Se développer sur le marché chinois nécessite un travail d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, innovante ou non, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par nos entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

Depuis 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, mais aussi un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et 9 Provinces centrales chinoises.

Ce dernier aspect a permis l'organisation par la Communauté d'Agglomération de Montpellier du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

Depuis 2004, ce sont plus de 60 entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 20 entreprises chinoises qui ont bénéficié de nos accords et ont pu accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés. Douze d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique en Chine.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu ont souhaité s'engager aux côtés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière vin. Dans les provinces centrales le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60% des achats se font pour les institutions et 20 à 30% pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise a proposé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur. La démarche mise en place, en rupture avec l'offre actuelle, vise à diminuer les intermédiaires et à réduire ainsi les possibilités de contrefaçon.

Cette action réellement engagée depuis 1 an a déjà montré des résultats très prometteurs, plus de 100 000 bouteilles vendues générant un chiffre d'affaires direct pour les producteurs de l'Agglomération dépassant les 313 000 €.

Par conséquent, dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose d'effectuer une mission d'affaires en Chine du 19 au 27 octobre 2013. Cette mission doit permettre la croissance de nos entreprises à l'international mais aussi d'être un excellent vecteur de promotion de l'attractivité de notre territoire en Chine, la partie viticole ayant une place prépondérante en parallèle à la partie technologique. Elle se déroulera en deux temps :

A Chengdu :

Il est proposé la participation au congrès international EUPIC et à la Foire Internationale de la Chine de l'Ouest avec une journée complète de rendez-vous d'affaires pour les entreprises technologiques et 4 journées pour les entreprises du domaine du vin. La mise en place d'un stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la participation à une conférence plénière, l'animation de soirées de promotion des vins de l'agglomération, rencontres avec les institutions chinoises.

A Shanghai :

la signature du renouvellement de l'accord entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le District du Yangpu et la rencontre d'élus locaux de la Ville de Shanghai et l'organisation pour les entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'une phase « découverte » du marché chinois grâce à un accompagnement logistique, technologique et commercial de qualité, une présentation du tissu industriel chinois, des visites d'entreprises ciblées.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 53 500 € T.T.C. Une participation financière forfaitaire sera demandée aux entreprises technologiques, Pôles et universités participantes, à hauteur de 1 000 € T.T.C. par entreprise.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires pour 8 entreprises technologiques, pôles de Compétitivités et universitaires ainsi que 6 entreprises du secteur vitivinicole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Chine du 19 au 27 octobre 2013,
- approuver le tarif applicable aux entreprises,
- approuver le renouvellement de l'accord cadre avec le District du Yangpu (Shanghai), pour une durée de 3 années,
- approuver la participation d'élus et techniciens à la mission et éventuellement de la presse,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 53 500 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT PARC D'ACTIVITÉS SAINT EXUPÉRY - LE CRÈS - CONSTAT DE L'ACHÈVEMENT DES MISSIONS CONFIEES AU CONCESSIONNAIRE - CLÔTURE DES COMPTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La réalisation de la ligne n°2 de tramway par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a nécessité au préalable, le déplacement d'un certain nombre d'entreprises implantées sur son emprise ou à proximité trop immédiate.

Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est rendue propriétaire d'un terrain dit « ancien site BEC », partiellement bâti, d'une superficie approximative de 1,2 hectares, au lieu dit « Route de Nîmes » et situé sur le territoire de la Commune du Crès en bordure de la RD 613.

Par délibération en date du 29 juin 2004, le Conseil Communautaire a confié l'aménagement de ce terrain à la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM). Une convention publique d'aménagement a, ensuite, été signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM. Comme suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement Parc d'Activités Parc Saint Exupéry.

Cette concession a ensuite fait l'objet :

- d'un avenant n°1, approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 21 juillet 2005, signé le 7 septembre 2005 qui a eu pour objet de réduire la participation du concédant de 520 000 € H.T. à 350 000 € H.T. ;
- d'un avenant n°2, approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 21 juillet 2006, signé le 28 août 2006, qui a eu pour objet de réduire la participation du concédant de 350 000 € H.T. à 182 800 € H.T. ;
- d'un avenant n°3, approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 23 juillet 2007, signé le 21 août 2007 qui a eu pour objet la suppression de la mission SPS et a annulé la participation du concédant ;
- d'un avenant n°4, approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 3 juillet 2009, signé le 1 septembre 2009 qui a eu pour objet, en raison des travaux de finition à réaliser et de la commercialisation en cours, de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2011.
- d'un avenant n°5, approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 28 juillet 2011, signé le 6 septembre 2011 qui a eu pour objet, en raison de la commercialisation en cours, de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2012.

Concernant la phase opérationnelle, un permis de lotir a été délivré par la Commune du Crès le 13 juillet 2005 afin d'autoriser l'aménagement du terrain précité. Ce permis de lotir a fait l'objet de 3 permis de lotir modificatifs dont le dernier a été délivré le 17 août 2011.

Au total, cette concession d'aménagement a permis la vente de 4 lots pour une superficie totale de 9215 m² et un montant total de cession de 1 954 324 € H.T.

La situation des comptes de l'opération concédée, arrêtés au 31 mars 2013 donne l'état des dépenses et des recettes engagées et réalisées à cette date, réparties comme suit :

- total des dépenses : 1 580 721,03 € H.T.
- total des recettes : 1 987 721,03 H.T.

Il résulte donc un solde positif prévisionnel de 407 000 € H.T., sans application de la TVA, dû par le concessionnaire au concédant. Ce montant sera versé au concédant par le concessionnaire dans les 45 jours à compter l'approbation de la présente délibération.

Conformément au titre V de la concession d'aménagement la Communauté d'Agglomération de Montpellier est subrogée dans tous les droits et obligations de la SERM à l'égard de tout tiers quelconque au titre de la concession d'aménagement précitée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- constater l'achèvement des missions confiées à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement Parc d'Activités Saint Exupéry, sur la Commune du Crès,
- approuver le protocole et le bilan de clôture des comptes de l'opération et annexes présentées par la SERM et donner le quitus définitif au concessionnaire, sans réserve pour les missions qui lui étaient confiées dans le cadre de la concession précitée,
- dire que l'excédent de clôture sera versé au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération, à signer le protocole de clôture ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ZAC EUROMÉDECINE II - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté Euromédecine II sur l'année 2012 (CRAC 2012), qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 25 juillet 2013, prévoit un bilan de concession équilibré à 94 072 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Entièrement versé à ce jour, le montant total de la participation du concédant s'élève à 11 348 000 € H.T.

Par ailleurs, ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit un emprunt total de 31 606 000 euros de la part de la SERM, aménageur et titulaire de la concession de la ZAC Euromédecine II sur les Communes de Montpellier et de Grabels. Au 31 décembre 2012, le concessionnaire a emprunté 26 606 000 euros dont 12 185 000 euros ont déjà été remboursés. Tel que prévu par le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, la SERM souhaite contracter un nouvel emprunt de 3 000 000 euros en 2013. Le solde restant sera emprunté en 2016 (2 000 000 euros). Ces emprunts permettront de rendre positif le compte de trésorerie à partir de 2020.

A la suite d'un appel d'offres lancé par la SERM, ce nouvel emprunt est envisagé auprès de deux établissements bancaires (Crédit Mutuel et Caisse d'Epargne) pour des montants respectifs de 1 500 000 euros. Les caractéristiques des emprunts à garantir sont les suivantes :

- Crédit Mutuel :

Montant de l'emprunt : 1 500 000 euros

Durée: 7 ans

Echéance : annuelle, semestrielle, trimestrielle ou mensuelle

Taux fixe sans différé d'amortissement : 2,80 %

Frais de dossier : 2 000 euros

Garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sollicitée à hauteur de 80%.

- Caisse d'Epargne :

Montant de l'emprunt : 1 500 000 euros

Durée : 7 ans

Echéance : trimestrielle

Taux fixe avec un an de différé : 2,74 %

Frais de dossier : 1 500 euros et commission d'engagement de 0,25% soit 3 750 euros

Garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sollicitée à hauteur de 80%.

Les taux proposés sont conditionnés par une garantie d'emprunts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 80%. Dans l'hypothèse où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 1 500 000 euros sollicité par la SERM auprès du Crédit Mutuel, soit 1 200 000 euros,
- garantir 80% de l'emprunt de 1 500 000 euros sollicité par la SERM auprès de la Caisse d'Epargne, soit 1 200 000 euros,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – ACCORD-CADRE GAZ N°3269MG13 ET MARCHÉS SUBSÉQUENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait le choix de souscrire des contrats de gaz suivant des offres de prix libre. Ainsi, un premier accord cadre a été conclu avec les sociétés EDF et GDF Suez, lesquelles ont été mises en concurrence pour la passation des marchés subséquents couvrant la fourniture de gaz pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013.

Par délibération n°11494 du 11 avril 2012, le conseil a approuvé le lancement d'un nouvel appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 et 76 du code des marchés publics, en vue de la passation d'un nouvel accord cadre d'une durée de quatre ans:

Cet accord cadre est constitué de deux lots sans minimum et maximum. :

	Montant estimatif annuel de fourniture en € H.T.
Lot n°1 : Sites existants	1 000 000 € HT
Lot n°2 : Sites ouverts en cours d'accord-cadre	150 000 € HT

L'avis d'appel public à la concurrence ainsi que le règlement de la consultation prévoyaient, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, un nombre minimum de trois prestataires et un nombre maximum de cinq prestataires retenus pour chaque lot.

Pour le lot n°1, les prestataires seront mis en concurrence selon une périodicité définie dans l'accord cadre (soit deux marchés subséquents de 2 ans chacun).

Pour le lot n°2, les prestataires seront mis en concurrence à la survenance des besoins.

A l'issue de cette procédure d'Appel d'Offres, il est proposé de retenir, conformément au choix de la Commission d'Appel d'offres du 16 septembre courant :

-°sur le lot 1, les entreprises Gaz de Bordeaux, EDF, Antargaz ;

-°sur le lot 2, les entreprises Gaz de Bordeaux, EDF, Antargaz ;

qui ont remis les offres économiquement les plus avantageuses.

Un premier marché subséquent gaz n°3269MGSA concernant la fourniture de gaz naturel pour les sites existants de l'Agglomération de Montpellier, estimé à 2 000 000 € H.T. et couvrant la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2015, va être lancé à l'automne 2013 dans le cadre du lot n°1 de l'accord-cadre n°3269MG13. Au terme de ces deux ans, une nouvelle consultation, pour l'attribution d'un marché subséquent pour ce lot, aura lieu.

En ce qui concerne le lot 2, fourniture de gaz pour les sites en cours ou futurs, des consultations pour l'attribution de marchés subséquents seront réalisées au fur et à mesure des besoins et dans la limite de l'accord-cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'accord-cadre n°3269MG13 avec les entreprises Gaz de Bordeaux, EDF, Antargaz pour les lots 1 et 2,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant à signer ces accord-cadre avec les titulaires retenus,

- dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire, aux chapitres concernés,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant, avant l'engagement de la procédure de passation, à signer le marché subséquent n° 3269MGSA relatif au lot n°1 de l'accord-cadre à intervenir avec le candidat retenu, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que tout document relatif à ce marché et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2420MG10 DE MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET DES ÉLEVATEURS POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE - LOT N°1, BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Pour assurer la réalisation des prestations réglementaires de maintenance des équipements de levage des personnes (ascenseurs, portails automatiques, monte-charge et élévateurs pour personnes à mobilité réduite), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé un marché, par délibération n°9620 du 23 juin 2010, avec l'entreprise SCHINDLER.

Ce marché d'une durée de quatre ans concerne le bâtiment de l'Hôtel d'Agglomération et ses annexes (lot n°1), dans lesquels sont installés les services de l'administration de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a acquis de nouveaux équipements avec des portails automatiques et a rendu à la location des locaux équipés d'un ascenseur, il convient donc de prévoir un avenant n°1 au marché n°2420MG10 afin de modifier le périmètre d'intervention de l'entreprise dans le cadre de ce marché.

Les locaux de la Maison d'Agglomération Odysseum, à Montpellier, équipés d'un ascenseur, ne font plus partie des bâtiments gérés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis le 1^{er} juillet 2013. De fait, il est appliqué une moins-value correspondant à de 18 mois de maintenance, soit un montant de - 1408,50€ H.T.

Le Domaine de la Pompignane à Montpellier, récemment acquis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier est équipé d'un portail automatique. La maintenance et les contrôles obligatoires seront assurés à partir du 1^{er} janvier 2014 pour un montant de + 250 € H.T.

Le Domaine de la Providence à Montpellier est équipé d'un portail automatique. La maintenance et les contrôles obligatoires seront assurés à partir du 1^{er} septembre pour un montant de + 430 € H.T.

Il convient enfin d'ajouter les travaux associés à la maintenance ou dégradations des biens non pris en compte dans les clauses du présent marché, pour un montant + 7 246,50€ H.T..

Le marché initial est de 43 472€ H.T., l'avenant n°1 est de + 6 518 € H.T. portant le total du marché à 49 990€ H.T. (+15%).

La Commission d'Appel d'offres lors de sa séance du 4 septembre courant a émis un avis favorable à la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°2420MG10 maintenance des ascenseurs et élévateurs pour personnes à mobilité réduite, lot 1 ;
 - dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire, aux chapitres concernés ;
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou M. Le vice Président délégué à signer l'avenant n°1 au marché n°2420MG10, lot 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3218RI13 DE FOURNITURES D'UN SERVICE DE LIAISONS PERMANENTES ENTRE DIFFÉRENTS SITES DE L'AGGLOMÉRATION ET DE SERVICES D'ACCÈS INTERNET - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Par délibération n°9157 du 27 octobre 2009, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement d'un appel d'offres et la signature du marché n°2207 à bons de commande décomposé en trois lots :

- lot n°1 : marché n°2207A10 « Fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de l'Agglomération » avec la société ORANGE BUSINESS SERVICES

Montant annuel : Minimum 100 000 € H.T. / Maximum : 190 000 € H.T.

Ce marché est arrivé à échéance le 25 mai 2013.

- lot n°2 : marché n°2207B10 « Accès Internet haut débit pour les pépinières d'entreprises » avec la société SFR

Montant annuel : Minimum 20 000 € H.T. / Maximum : 80 000 € H.T.

Ce marché est arrivé à échéance le 21 mai 2013.

- lot n°3 : marché n°2207C10 « Accès Internet haut débit pour la pépinière d'entreprise Cap Omega » avec la société OVEA

Montant annuel : Minimum 20 000 € H.T. / Maximum : 80 000 € H.T.

Ce marché est arrivé à échéance le 25 mai 2013.

Ces marchés ont été relancés, dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

La décomposition des différents lots, avec les montants correspondants est la suivante :

- lot n°1 : marché n°3218A13 « Fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de l'Agglomération »

Montant annuel : Minimum 50 000 € H.T. / Maximum : 200 000 € H.T.

- lot n°2 : marché n°3218B13 « Accès Internet haut débit pour les pépinières d'entreprises »

Montant annuel : Minimum 30 000 € H.T. / Maximum : 45 000 € H.T.

- lot n°3 : marché n°3218C13 « Accès Internet haut débit pour la pépinière d'entreprise Cap Omega »

Montant annuel : Minimum 20 000 € H.T. / Maximum : 40 000 € H.T.

Les nouveaux marchés à intervenir seront conclus pour une période initiale d'un an. Ils pourront être reconduits par reconduction expresse, par période d'un an, sans que leur durée totale ne puisse excéder trois ans.

Lors de sa séance du 22 mai 2013, la commission d'appel d'offres, après avoir constaté que toutes les offres étaient irrégulières a déclaré l'appel d'offres infructueux et relancé une procédure négociée sans publicité et mise en concurrence avec les candidats ayant participé à la 1ère procédure et dont les candidatures sont admises en application de l'article 35.I.1 du Code des marchés publics.

La date de limite de remise des offres, dans le cadre de cette procédure négociée a été fixée au 29 juillet 2013.

Afin d'assurer la continuité des liaisons informatiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les marchés 2207 A B et C ont fait l'objet d'un avenant de prolongation jusqu'à la fin du mois d'août 2013 en application de la délibération du 23 mai 2013.

Des marchés transitoires d'une durée de 3 mois ont été conclus à l'issue d'une procédure adaptée pour une durée de 3 mois, soit jusqu'au 30 novembre 2013 afin de permettre la mise en œuvre effective du nouveau marché objet de la présente délibération.

A l'issue des négociations intervenues avec les candidats, la Commission d'appel d'offres a décidé d'attribuer les marchés 3218RI 13 aux entreprises suivantes:

- lot n°1 : marché n°3218A13 avec la société HERAULT NETWOTK (34500 Béziers) pour un montant annuel maximum de 200 000,00 € H.T.

- lot n°2 : marché n°3218B13 avec la société SFR (92190 Meudon) pour un montant annuel maximum de 45 000,00 € H.T.

- lot n°3 : marché n°3218C13 avec la société COMPLETEL (13015 Marseille) pour un montant annuel maximum de 40 000,00 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature du marché négocié n°3218RI13 :

- . lot n°1 : marché n°3218A13 avec la société HERAULT NETWOTK (34500 Béziers) pour un montant annuel maximum de 200 000,00 € H.T.

. lot n°2 : marché n°3218B13 avec la société SFR (92190 Meudon) pour un montant annuel maximum de 45 000,00 € H.T.
. lot n°3 : marché n°3218C13 avec la société COMPLETEL (13015 Marseille) pour un montant annuel maximum de 40 000,00 € H.T.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 et 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés tels que définis ci-dessus ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : PERSONNEL – MODIFICATION DE LA LISTE DES LOGEMENTS DE FONCTION POUR NÉCESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :
Conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990, l'assemblée délibérante fixe la liste des emplois qui peuvent ouvrir droit à l'attribution d'une concession de logement par nécessité absolue de service.
Compte tenu des contraintes liées à l'exercice des fonctions afférentes à certains emplois de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une liste de ces emplois a été établie par la délibération n°11316 du 20 décembre 2012. Cette liste doit être mise à jour.

En effet, pour des raisons de service, l'emploi de gardien du Centre Nautique Neptune a été modifié et ne justifie plus l'attribution d'un logement de fonction.

Il est donc proposé de modifier la délibération n°11316 du 20 décembre 2012 en supprimant de la liste des bénéficiaires de logement de fonction le gardien du Centre Nautique Neptune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°11316 du 20 décembre 2012 ;
- modifier la liste des emplois de la Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficiant d'un logement de fonction comme indiqué ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

I Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 1 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 19 septembre 2013.

II Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 2 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 19 septembre 2013.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III Confirmations de postes :

- a) Par délibération n°10116 du 21 avril 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de mission international (n° du poste : 2009-001) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au sein du service développement international de la Direction du développement économique et de l'emploi.
- nature des fonctions : assurer le suivi des dossiers Chine, identifier les besoins des entreprises de l'agglomération et participer aux projets du service développement international.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures (Bac +3) et d'une expérience similaire dans le domaine des collectivités territoriales.
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité d'une coopération internationale, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra

être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- b) Par délibération **n°9618 du 23 juin 2010**, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ou attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Chargé de mission plan de prévention des déchets (n° du poste : 2010-053AS) a été créé au tableau des effectifs pour une durée de 5 ans. Ce poste est affecté au sein du service collectes sélectives et prévention de la Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets
- nature des fonctions : participer à l'élaboration et suivre les actions et les campagnes d'information dans le cadre du programme de prévention des déchets, développer des réseaux de partenaires
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures (Bac+5) et d'une expérience similaire dans le domaine des collectivités territoriales.
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité du programme de la prévention des déchets, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- c) Par délibération **n°11497 du 21 avril 2013**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de communication (n° du poste : 2008-028) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au sein de la Direction de la Communication.
- nature des fonctions : concevoir des supports de communication pour valoriser les actions et l'image de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou du décret n°90-127 du 9 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- d) Par délibération **n°11497 du 21 avril 2013**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions d'attaché de presse (n° du poste : 2003-185) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès de la Direction de la Communication.
- nature des fonctions : organiser et suivre l'ensemble des contacts avec les médias, rédiger des communiqués et dossiers de presse et organiser des conférences de presse.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures.
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication externe auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, et confirmation de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : PERSONNEL – PROLONGATION DE L'EXPÉRIMENTATION DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL POUR LES ANNÉES 2013 ET 2014 - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La loi n°2009-972 du 3 août 2009, relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, a prévu, à titre expérimental, la mise en œuvre de l'entretien professionnel pour les agents de la fonction publique territoriale.

Le décret n°2010-716 du 29 juin 2010 précise les modalités générales d'organisation de l'entretien, les voies de recours et les critères généraux d'appréciation professionnelle.

La mise en place à titre expérimental de l'entretien professionnel s'inscrit, dans la politique de modernisation poursuivie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de gestion des ressources humaines.

La circulaire interministérielle du 4 mars 2013, relative à la poursuite de la mise en œuvre de l'expérimentation de l'entretien professionnel dans la fonction publique territoriale, invite les employeurs publics locaux à poursuivre l'expérimentation en cours, ou, pour ceux n'ayant pas encore pris part à cette expérimentation, à tester le dispositif avant son entrée en vigueur obligatoire à partir de 2015.

Aussi, il est proposé que l'entretien professionnel, mis en œuvre à titre expérimental pour l'année 2012 en lieu et place de la notation, soit maintenu pour les années 2013 et 2014.

Il est rappelé que l'entretien professionnel est appliqué aux fonctionnaires territoriaux ainsi qu'aux agents non titulaires mensualisés, se prévalant d'une ancienneté d'au moins six mois au 31 décembre de l'année de référence, et soumis de par leur statut, à la notation.

Il est conduit par le supérieur hiérarchique direct et donne lieu à un compte rendu d'entretien professionnel traduisant la valeur professionnelle de l'agent.

La valeur professionnelle est déterminée sur la base de critères dépendant de la nature des tâches confiées et du niveau de responsabilités. Ils portent notamment sur les thèmes suivants :

- l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Ces critères fixés doivent servir de base aux comptes rendus d'entretien professionnel.

Le Comité Technique Paritaire doit émettre un avis en sa séance du 19 septembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la poursuite de l'expérimentation de l'entretien professionnel pour les années 2013 et 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : PERSONNEL – PLAN DE DÉPLACEMENT DES ENTREPRISES - MODIFICATIONS DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX TICKETS PARKINGS - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Depuis le mois de novembre 2012, une nouvelle offre de stationnement dans les parkings Europa, Nombre d'Or et Arceaux de la TaM, limitée à un jour par semaine a été proposée aux agents bénéficiant d'un abonnement Plan de Déplacement des Entreprises ou aux agents domiciliés au-delà des 2 km de leur lieu de résidence administrative venant à pied ou à vélo.

Cette mesure a pour objectifs d'inciter les agents bénéficiant d'une place de stationnement à abandonner leur voiture en conservant la possibilité de l'utiliser ponctuellement en cas de besoin lié à des contraintes familiales, professionnelles ou sociales et de répondre à une demande des agents bénéficiant d'un abonnement Plan de Déplacement des Entreprises.

Afin de répondre aux demandes de certains agents bénéficiant de ce dispositif, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose que le volume horaire des tickets soit porté de 10 à 12 heures. TaM propose un tarif adapté à ce dispositif à raison de 6 euros pour un ticket de 12 heures de stationnement. Cette augmentation, équivalente à 4 euros par mois, sera prise en charge en totalité par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le coût pour l'agent restant ainsi inchangé.

Compte tenu de cette augmentation, il convient de modifier les modalités de répartition de la contribution de la Communauté d'Agglomération et la participation de l'agent fixées par la délibération du Conseil Communautaire n°11125 du 8 octobre 2012.

Participation CAM / Contribution Agent

* Tranche 1 : revenus inférieurs ou égal à 20 000 € nets/an

** Tranche 2 : revenus supérieurs à 20 000 € nets/an et inférieurs ou égal à 25 000 € nets/an

*** Tranche 3 : revenus supérieurs à 25 000 € nets/an et inférieurs ou égal à 30 000 € nets/an

**** Tranche 4 : revenus supérieurs à 30 000 € nets/an

Cette proposition sera soumise au Comité Technique paritaire du 19 septembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise en œuvre, dans le cadre du Plan de Déplacement des Entreprises, des tickets parkings,
- approuver que cette mesure soit mise en œuvre sur la base d'une participation financière des agents selon des taux variant en fonction des tranches de revenu,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE FRANCE EN ALGÉRIE - MARCHÉS N°2183DC09 DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION - AVENANT N°1 AU LOT 9B, AVENANTS N°2 AUX LOTS N°5, 7, 9A, 10, 11 ET 13, AVENANTS N°3 AUX LOTS N°2 ET N°4 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise le Musée de l'Histoire de France en Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier, dont les travaux de construction ont démarré en mars 2010.

Par délibération n°9930 du 15 décembre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le nouveau programme fonctionnel et détaillé, rendu nécessaire par une refonte complète du programme scientifique et culturel (PSC) de ce musée au regard notamment de la mise en œuvre du plan Musées en région par le Ministère de la Culture et de la Communication pour les années 2011-2013, et de la nécessité de dynamiser la fréquentation du Musée par un programme ambitieux d'expositions temporaires.

Les travaux en cours ont été suspendus en juin 2012 afin de ménager le temps nécessaire à la finalisation des études d'avant projet en découlant.

Par délibération n°11068 du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé l'avant-projet définitif ainsi redéfini, et l'estimation définitive du coût des travaux restant à réaliser : estimation travaux bâtiment : 4 868 866 € H.T., et estimation travaux muséographie : 3 151 545,32 € H.T.

Afin de mettre en œuvre ce nouveau projet, il s'avère nécessaire de procéder à la passation des avenants n°1, 2 et 3 relatifs aux lots n°2, 4, 5, 7, 9a, 9b, 10, 11 et 13 du marché n°2183DC09, dont le détail est donné ci-dessous :

Lot n° 09b : Electricité Courants Faibles – Avenant n°1

Groupeement SOMITEG-SIEMENS-ETNI (mandataire SOMITEG)

Prestations ajoutées :	€ H.T
Participation à la cellule de synthèse	3 972,00
Modifications sur la mise en œuvre de la détection incendie	7 970,61
Complément et modification de l'alarme intrusion	3 957,33
Complément suite à la modification du cheminement des équipements de vidéosurveillance	18 474,32
Complément des équipements de contrôle d'accès	5 335,38
Complément des équipements informatiques dans les deux zones d'exposition temporaire	26 887,90
Modification des équipements permettant la supervision et mise en place fibre optique liaison musée Fabre	5 289,83
Prestations supprimées :	
Suppression des équipements de SSI prévus au marché de base non adaptés à la nouvelle configuration du musée	-9 658,90
Suppression des licences système de la supervision prévues sur le marché de base	-2 280,18
Suppression des mises en service et mises à jour des équipements du musée Fabre	-20 967,76
TOTAL	38 980,53

Le montant initial du marché est donc modifié comme suit :

Montant Initial H.T. (délibération n°9269 du 22/12/2009)	420 289,74 €
Montant de l'avenant n°1 H.T.	38 980,53 €
Total H.T.	459 270,27 €
Valeur TVA 19,60%	90 016,97 €
Total TTC	549 287,24 €

L'augmentation du marché est de **9,27%** par rapport au marché initial.

Lot n°05 Menuiserie bois - Parquet – Avenant n°2

Société TRADIBOIS

Prestations ajoutées :	€ H.T
Remplacement menuiseries bois extérieures du rez de chaussée,	11 850,00
Reprise des dégradations sur menuiseries bois intérieures et extérieures	24 450,00
Création châssis et porte vitrés pour local C1 et sur cage escalier au R+2	6 000,00
Complément et adaptation des menuiseries intérieures, organigramme et adaptation équipement portes pour digicode	48 531,00
Complément parquet salle 03, reprise plinthes escalier principal	22 119,36
Prestations supprimées :	
Suppression partielle parquet R+2	-21 664,45
Stores d'occultation	-966,00
Stores lames bois empilables	-43 620,00
Mobilier	-45 717,00
TOTAL	982,91

Le montant initial du Marché est donc modifié comme suit (en Euros) :

Montant Initial H.T. (délibération n°9269 du 22/12/2009) :	435 266,62 €
Montant de l'avenant n°1 H.T. (délibération n°10249 du 23/06/2011)	52 927,75 €
Montant de l'avenant n°2 H.T.	982,91 €
Total H.T	489 177,28 €
Valeur TVA 19,60 %	95 878,03 €
Total TTC	585 056,03 €

L'augmentation du marché est de **12,39%** par rapport au marché initial.

Lot n°07 Revêtements de sols en résine – Faïence – Avenant n°2

Société SOCAMO

Prestations ajoutées :	€ H.T
Complément sol en résine polyuréthane en remplacement sol grés cérame ou parquet	15 439,42
Remplacement revêtement muraux en grés émaillé par de la pâte de verre	14 900,00
Prestations supprimées :	
Suppression partielle de l'Option n°7.1 Aile est : sol résine Escalier et R+1 (Option retenue)	-5 060,00
Suppression des prestations concernant l'escalier démoli	
TOTAL	25 279,42

Le montant initial du Marché est donc modifié comme suit (en Euros) :

Montant Initial H.T. (décision n°D2010-332 du 28/06/2010)	285 010,85 €
Montant de l'avenant n°1 H.T. (délibération n°10249 du 23/06/2011)	3 124,00 €
Montant de l'avenant n°2 H.T.	25 279,42 €
Total H.T.	313 414,27 €
Valeur TVA 19,60 %	61 429,20 €
Total T.T.C.	374 843,46 €

L'augmentation du marché est de **9,97%** par rapport au marché initial.

Lot n°09a Electricité courants forts – Avenant n°2

Société INEO MIDI-PYRENEES

Prestations supprimées :	€ H.T
Moins-value lumineaire _	-1 254,37
Moins-value appareillage_	-1 864,19
Moins-value éclairage de sécurité	-3 028,95
TOTAL	- 6 147,51

Le montant initial du Marché est donc modifié comme suit (en Euros) :

Montant Initial H.T. (délibération n°9269 du 22/12/2009)	305 072,08 €
Montant de l'avenant n°1 H.T. (délibération n°10249 du 23/06/2011)	52 502,35 €
Montant de l'avenant n°2 H.T.	- 6 147,51 €
Total H.T.	351 426,92 €
Valeur TVA 19,60 %	68 879,68 €
Total T.T.C.	420 306,60 €

L'augmentation du marché est de **15,19%** par rapport au marché initial.

Lot n° 10 Génie climatique – Plomberie – Avenant n°2

Société SPIE

Prestations ajoutées :	€ H.T.
Distribution de chauffage - rafraîchissement	3 394,28
Traitement des bureaux, de l'office du rez-de-chaussée, la salle de documentation et le PC sécurité	1 241,94
Distribution aéraulique	6 841,40
VMC Sanitaires	689,12
VMC confort des bureaux du 2 ^{ème}	689,12
GTB	2 997,57
Désenfumage mécanique	12 800,66
Electricité/régulation	375,58
Etude d'exécution et étude de synthèse	10 933,12
Modifications de plomberie	9 083,46
Etude d'exécution et étude de synthèse	3 279,94
Prorata	784,89
TOTAL	53 111,08

Le montant initial du Marché est donc modifié comme suit (en Euros) :

Montant Initial H.T. (délibération n°9269 du 22/12/2009)	909 392,64 €
Montant de l'avenant n°1 H.T. (délibération n°10249 du 23/06/2011)	82 163,31 €
Montant de l'avenant n°2 H.T ;	53 111,08 €
Total H.T.	1 044 667,03 €
Valeur TVA 19,60%	204 754,74 €
Total T.T.C.	1 249 421,77 €

L'augmentation du marché est de **14,87%** par rapport au marché initial.

Lot n°11 Ascenseurs – Avenant n°2

Société OTIS

Prestations ajoutées :	€ H.T
Mise en conformité avec l'amendement A3 à la norme EN81-1 - 1998	850,00
Porte palière supplémentaire au RdC	1 860,00
Remplacement du modèle initialement prévu par un Gen2 R1 NewDesign (en particulier positionnement du moteur sur les guides permettant de s'affranchir des charpentes en haut de gaine)	2 300,00
Adaptation à la réduction de 100 mm de la largeur de gaine (de 1650 à 1550 mm). La largeur intérieure de la cabine est réduite de 50 mm et passe 1050 mm (contre une réduction de l'intérieur cabine de 100 mm avec l'ancien modèle)	4 100,00

Soit un montant total de : **9 110,00 € H.T.**

Le montant initial du Marché est donc modifié comme suit (en Euros) :

Montant Initial H.T. (délibération n°9269 du 22/12/2009)	117 000,00 €
Montant de l'avenant n°1 H.T. (délibération n°10249 du 23/06/2011)	9 461,05 €
Montant de l'avenant n°2 H.T.	9 110,00 €
Total H.T.	135 571,05 €
Valeur TVA 19.60 %	26 571,93 €
Total T.T.C.	162 142,98 €

L'augmentation du marché est de **15.87%** par rapport au marché initial.

Lot n° 13 Aménagements extérieurs – Avenant n°2

Société SAS JOULIE TP

Prestations ajoutées :	€ H.T
Plinthe métallique relevé de façade	4 560,00
Habillage sortie de ventilation	810,00
Caniveau grille	2 492,00
Grille 50 x 50	1 060,00
Béton désactivé circulé	3 850,00
Végétaux terrain sec	6 689,00
Prestations supprimées :	
Fourniture et mise en œuvre de grave ciment	-2 370,00
Fourniture et pose de pavés calcaires	-10 702,50
Fourniture de végétaux	-1 405,00
Total	4 983,50

Le montant initial du Marché est donc modifié comme suit (en Euros) :

Montant Initial H.T. (délibération n°9269 du 22/12/2009)	353 917,00 €
Montant de l'avenant n°1 H.T. (délibération n°10249 du 23/06/2011)	49 048,00 €
Montant de l'avenant n°2 H.T.	4 983,50 €
Total H.T.	407 948,50 €
Valeur TVA 19,60 %	79 957,91 €
Total T.T.C.	487 906,40 €

L'augmentation du marché est de **15,27%** par rapport au marché initial.

Lot n° 02 : Couverture zinc – Avenant n°3

Société LANGUEDOC TOITURES

Prestations ajoutées :	€ H.T
Remplacement EP et déplacement accès toiture	+5 140,00
Prestations supprimées :	
Adaptation de la charpente métallique aile est	-3 640,00
Flocage de la charpente métallique aile est	-1 500,00
Total	0,00

Le montant initial du Marché est donc modifié comme suit (en Euros) :

Montant Initial H.T. (délibération n°9269 du 22/12/2009)	175 396,00 €
Montant de l'avenant n°1 H.T. (délibération n°9933 du 15/12/2010)	28 354,00 €
Montant de l'avenant n°2 H.T. (délibération n°10249 du 23/06/2011)	25 704,00 €
Montant de l'avenant n° 3 H.T.	0,00 €
Total H.T.	229 454,00 €
Valeur TVA 19,60 %	44 972,98 €
Total T.T.C.	274 426,98 €

L'augmentation du marché de **30,82%** par rapport au marché modifié par les avenants 1 et 2 est inchangée.

Lot n°04 Menuiseries Aluminium – Serrurerie – Avenant n°3
Société SOLATRAG

Prestations ajoutées :	€ H.T
Adaptation structure métallique et garde-corps escalier créé	9 160,00
Capotage des lignes lumineuses exposition en sous-sol	418,50
Garde-corps et mains courantes pour nouvel escalier aile est	11 415,20
Uniformisation des plinthes entre projet bâtiment et projet muséographique	0,00
Prestations supprimées :	
Prestations de l'escalier aile est démoli	-3 978,00
Suppression de portes métalliques	-3 173,00
Suppression option n°4.2 séparatif coulissant	-1 923,00
Total	11 919,70

Le montant initial du Marché est donc modifié comme suit (en Euros) :

Montant Initial H.T. (délibération n°9269 du 22/12/2009)	421 361,20 €
Montant de l'avenant n°1 H.T. (délibération n°9933 du 15/12/2010)	18 120,90 €
Montant de l'avenant n° 2 H.T. (délibération n°10249 du 23/06/2011)	28 675,32 €
Montant de l'avenant n° 3 H.T.	11 919,70 €
Total H.T	480 077,12 €
Valeur TVA 19,60%	94 095,12 €
Total T.T.C.	574 172,24 €

L'augmentation du marché est de **13,93%** par rapport au marché initial.

L'ensemble de ces avenants conduit à une augmentation globale de 138 219,63 € H.T., représentant une augmentation de +4 % par rapport au cumul des montants initiaux des marchés concernés.

La Commission d'Appel d'Offres en date du 10 septembre 2013 a donné un avis favorable à la conclusion des avenants précités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de l'avenant n°1 au lot n°9b, des avenants n°2 aux lots n°5, 7, 9a, 10, 11 et 13 et des avenants n°3 aux lots n°2 et n°4 du marché de travaux n°2183DC09 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier 2013, chapitre 903 ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les avenants précités ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE FRANCE EN ALGÉRIE - AVENANT N°2 AU MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE DE MAÎTRISE D'OEUVRE N°2521DC10 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise le musée de l'Histoire de la France en Algérie (1830-1962) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier.

Afin d'améliorer le projet initial, il a été opéré une refonte complète du programme scientifique et culturel de ce musée faisant appel à une redéfinition globale des espaces et un recours plus important aux technologies multimédiales.

Afin de prendre en compte les modifications résultant de ce changement de programme scientifique et culturel et son impact sur le marché n°1564 relatif à la maîtrise d'œuvre bâtiment, un marché complémentaire au marché précité a été conclu conformément à l'article 35 du code des marchés publics. Par délibération n°9932 du 22 décembre 2010, le Conseil de Communauté a ainsi autorisé la signature du marché n°2521DC10 avec le cabinet Ferri Bonniol, pour un montant forfaitaire décomposé comme suit :

Montant des phases d'études en euros H.T. :

APS	40 700,68
APD	81 401,36
PRO	94 968,25
NEGOCIATION	9 496,83
TOTAL € H.T.	226 567,12

Montant des missions complémentaires en euros H.T. :

SSI études	5 811,15
SYN	7 485,18
TOTAL € H.T.	13 296,33

TOTAL € H.T. Missions d'études et missions complémentaires 239 863,45

Par décision n°2012-444, un avenant n°1 a été conclu pour le transfert du marché n°2521DC10 à la société Atelier d'Architecture Castelnau Ferri SA.

En cours d'études, un certain nombre de modifications résultant de changements de programme émanant, soit du maître de l'ouvrage entre les phases APS et APD, soit liées à des aléas divers ou consécutives à l'interruption de chantier, ou enfin, du fait de la prise en compte des incidences réglementaires résultant de la nécessité de déposer un permis de construire modificatif, sont intervenues. Afin de prendre en compte contractuellement les incidences financières de ces modifications, et conformément aux dispositions de l'article 6.3 de l'acte d'engagement/CCAP du marché, il est proposé de fixer un nouveau forfait de rémunération.

Les équipements et travaux supplémentaires pris en compte sont les suivants :

Objet des équipements et travaux supplémentaires	Coût pris en compte
--	---------------------

Incidence du permis de construire modificatif :

Groupe électrogène (obligation de sécurité : asservissement ascenseur)	27 000 € H.T.
--	---------------

Demandes de la maîtrise d'ouvrage :

Traitement du mur de clôture sur rue de la République et peinture	11 600 € H.T.
---	---------------

Traitement anti tâches de la cour d'honneur et patio technique	5 800 € H.T.
--	--------------

Mobilier supplémentaire : bar, vitrine, totem wifi, habillage bois 41 300 € H.T.
rangements, pupitre, mobilier local repli

Option plaquage pierre aile est (rendue nécessaire par la dégradation et le vandalisme des dernières années) 92 000 € H.T.

Rail système d'accrochage (salle d'exposition temporaire) 15 600 € H.T.

Incidences des dégradations constatées à la suspension des travaux :

Remplacement de certaines menuiseries et ouvrages suite à dégradations 33 600 € H.T.

TOTAL GENERAL 226 900 € H.T.

Afin de déterminer l'évolution du montant forfaitaire du marché, il est proposé d'appliquer le taux de rémunération résultant du rapport entre le montant forfaitaire initial du marché (239 863,45 € H.T.) et le montant de l'APS sur lequel l'offre initiale a été négociée (3 606 946 € H.T.), soit 6,65%.

Le montant de l'avenant n°2 s'élève donc à 226 900 € H.T. x 6,65% = 15 088,85 € H.T, arrondi à 15 089€ H.T.

Le forfait de rémunération est ainsi porté à 254 952,30 € H.T., ce qui représente une augmentation de +6.65% du marché.

La Commission d'appel d'offres, en date du 10 septembre 2013, a émis un avis favorable à la conclusion de l'avenant n°2 précité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de l'avenant n°1 au marché complémentaire de maîtrise d'œuvre n°2521DC10, avec la société Atelier d'Architecture Castelnau Ferri SA ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 précité ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - MARCHÉ N°3438DC13 DE TRANSPORT ALLER ET RETOUR DES OEUVRES DE L'EXPOSITION FRANÇOIS-ANDRÉ VINCENT, UN ARTISTE ENTRE FRAGONARD ET DAVID - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES EUROPÉEN - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Musée des Beaux-Arts de Tours et le musée Fabre s'associent pour concevoir et organiser du 18 octobre 2013 au 11 mai 2014 (MBA Tours du 18 octobre 2013 au 19 janvier 2014 et musée Fabre du 8 février au 11 mai 2014) la première exposition consacrée au peintre François-André Vincent (1746-1816).

Réputés pour la richesse de leurs collections du XVIII^e siècle, ces deux musées avaient toute légitimité à présenter cette première rétrospective. Le musée des Beaux-Arts de Tours conserve un bel ensemble de morceaux de réception et des œuvres phares de cette période (Boucher, Perronneau, Roslin...) et le musée Fabre un remarquable fonds néoclassique (Greuze, David, Fabre,...) grâce à la donation du peintre F.X. Fabre, dont plusieurs chefs-d'œuvre de F.A. Vincent.

Pour cela, le musée Fabre doit emprunter des œuvres provenant des Etats-Unis, d'Allemagne, d'Autriche, de Grande-Bretagne, d'Italie et de France.

Il convient donc de lancer une procédure d'appel d'offres européen concernant le transfert entre Tours et Montpellier ainsi que l'emballage, le transport Aller et retour des œuvres présentées seulement à l'étape de Montpellier, l'installation de l'ensemble des œuvres prêtées dans le cadre de l'exposition et le retour chez l'ensemble des prêteurs.

Ces prestations feront l'objet de 2 lots, attribués par marchés séparés, comme suit :

LOTS	DESIGNATION	Montants Prévisionnels en € H.T.
1	Transfert et Transport aller et retour des œuvres provenant de France et de l'Union Européenne	220 000
2	Transport aller et retour des œuvres provenant des Etats-Unis	60 000

Le montant estimatif du transport aller et retour est donc de 280 000 euros H.T. Pour chaque lot, le marché à intervenir sera conclu du 2 janvier 2014 jusqu'au 31 mai 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres européen ouvert relatif au marché de transport aller et retour de l'exposition 'François-André Vincent, un artiste entre Fragonard et David',
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation et à signer les marchés à intervenir et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - JOURS D'OUVERTURE DE L'EXPOSITION 'SIGNAC, LES COULEURS DE L'EAU' - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre accueille l'exposition événement « Signac, les couleurs de l'eau » du 13 juillet au 27 octobre 2013. Afin de recevoir les visiteurs dans les meilleures conditions possibles, il est proposé de modifier les jours d'ouverture du musée.

L'objectif de fréquentation de cette exposition est évalué à 100 000 visiteurs.

Conformément aux dispositions votées par le Conseil d'Agglomération pour les expositions d'été, les horaires d'ouverture de cette exposition temporaire estivale sont étendus d'une heure en soirée par rapport aux horaires habituels : 10h – 19h au lieu de 10h - 18h.

Une affluence de public importante est prévue pendant le dernier mois d'exposition, en raison du maintien de la fréquentation du public individuel, des groupes de touristes, et de l'afflux de groupes d'écoliers et étudiants après la rentrée scolaire. De ce fait, afin de satisfaire ce public nombreux, il est proposé d'ouvrir exceptionnellement les 4 derniers lundis de la période, soit les 30 septembre, 7, 14 et 21 octobre 2013, de 10h à 19h comme les autres jours.

Pour mémoire, durant l'exposition « Caravage et le caravagisme européen » en 2012, le musée a été ouvert tous les lundis en septembre et octobre. La fréquentation constatée s'élevait à 1 500 visiteurs par lundi en moyenne (de 1 000 le premier lundi à 3 000 le lundi en fin de période d'exposition).

L'ouverture de l'exposition « Signac, les couleurs de l'eau » les 4 derniers lundis a obtenu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire lors de sa séance du 20 juin 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les jours d'ouverture exceptionnelle du musée Fabre les 30 septembre, 7, 14 et 21 octobre 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU FONDS RÉGIONAL D'ACQUISITION POUR LES MUSÉES (FRAM) - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC LR) et à la Région Languedoc Roussillon de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre. A cet effet, il est proposé au Conseil de solliciter une subvention 2013 la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisitions pour les Musées (FRAM) pour le soutien à l'acquisition des œuvres suivantes :

Jean Raoux – « *Le retour de Chasse* » 27 380,00 €,

Jean Raoux – « *La Danse* » 51 543,60 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) pour l'achat des œuvres mentionnées ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA FONDATION TYPHAINE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Afin de célébrer le tricentenaire de la naissance du philosophe Denis Diderot, le musée Fabre de Montpellier Agglomération rend hommage à l'un des plus grands philosophes français à travers une exposition 'Le goût de Diderot, Greuze, Chardin, Falconet, David...'. Co organisée avec la Fondation de l'Hermitage de Lausanne, cette exposition sera présentée successivement du 5 octobre 2013 au 12 janvier 2014 au musée Fabre, puis du 7 février au 1^{er} juin 2014 à Lausanne.

La Fondation Typhaine est une fondation de droit suisse ayant son siège à Lucerne. Elle a pour but d'encourager le développement humain et culturel et de soulager la misère humaine par support direct ou indirect des institutions à but non lucratif, de soutenir les efforts et projets, tant en Suisse qu'à l'étranger, qui poursuivent des buts culturels, sociaux, éducatifs, médicaux et écologiques.

Mécène du musée Fabre, elle a notamment apporté son soutien financier à l'acquisition du tableau « *La lamentation sur le Christ mort* » de Leonello Spada pour un montant de 80 000 €, a fait don d'un dessin de Dominique Papety « *Femme à la fontaine* » d'une valeur de 30 000 € et participé à la restauration de quatre tableaux de Paul Signac « *Projet pour la décoration de la salle de fêtes de la mairie d'Asnières* » à hauteur de 12 000 €.

Etant donné l'intérêt scientifique et pédagogique de cette exposition, la Fondation Typhaine a souhaité apporter son soutien à l'exposition 'Le goût de Diderot, Greuze, Chardin, Falconet, David...' dans le cadre d'un mécénat en nature permettant de soutenir les dépenses de muséographie d'une part et de médiation culturelle d'autre part pour un montant global de 30 000 €.

Les actions suivantes seront financées directement par la Fondation Typhaine :

- Conférence concert : le goût musical de Diderot, par le Trio Sospirando, le 10 décembre 2013 à 18h, à l'auditorium
- Visites théâtralisées : 3 visites par Stéphane Laudier, les 23, 30 novembre et 7 décembre 2013 à 16h, dans l'exposition
- Visites contées : *Si Diderot m'était conté*, par Fabien Bages, 2 visites les 21 et 28 décembre 2013, à 15h et 16h.
- Livret muséographique des extraits de textes de salons rédigés par Diderot
- Ateliers-jeux d'écriture pour les enfants : les 30 et 31 octobre 2013 à 14h.
- Edition par le CRDP d'un document pédagogique pour les classes de lycée intitulé « le goût de Diderot » : préachat de 1 000 exemplaires
- Fabrication et mise en œuvre de la signalétique intérieure de l'exposition Diderot
- Enregistrement des audioguides pour l'exposition Diderot.

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment qu'en contrepartie du montant total du mécénat de 30 000 €, la fondation Typhaine bénéficiera de :

- Quarante (40) entrées individuelles dans l'exposition « Le goût de Diderot : Greuze, Chardin, Falconet, David... » au Musée Fabre de Montpellier, correspondant à une contrepartie de 320 euros soit 8 euros par entrée, tarif plein individuel.
- Cinquante invitations au vernissage de l'exposition. La Fondation Typhaine sera également systématiquement invitée à toutes les manifestations du musée, notamment les inaugurations, pendant la durée de la présente convention.
- Une visite privée au musée pour 100 personnes (1300 €) de l'exposition « Le goût de Diderot : Greuze, Chardin, Falconet, David... » à organiser entre la date de signature de la présente convention et le terme de l'exposition.
- La mention du logo de la Fondation Typhaine sur le dossier de presse et les flyers de l'exposition.
- L'apposition de la mention suivante à l'entrée de l'exposition : « les actions de médiation et la signalétique intérieure de l'exposition ont été financées par la Fondation Typhaine dans le cadre d'un mécénat. »

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mécénat avec la Fondation Typhaine,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mécénat avec la Fondation Typhaine ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA SOCIÉTÉ MÉDIAFFICHE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Afin de célébrer le tricentenaire de la naissance du philosophe Denis Diderot, le musée Fabre de Montpellier Agglomération rend hommage à l'un des plus grands philosophes français à travers une exposition « Le goût de Diderot : Greuze, Chardin, Falconet, David... » Co-organisée avec la Fondation de l'Hermitage de Lausanne, cette exposition sera présentée successivement du 5 octobre 2013 au 12 janvier 2014 au musée Fabre, puis du 7 février au 1^{er} juin 2014 à Lausanne. Cette exposition souhaite faire comprendre ce qu'étaient le goût et l'œil de Diderot à travers une sélection de peintures. Il s'agit aussi de montrer quelle était la culture visuelle du philosophe avant la grande aventure des Salons et quel fut l'impact de ses textes sur le monde de l'art.

Médiaffiche, SARL spécialisée en affichage urbain dans l'agglomération de Montpellier, est le premier afficheur indépendant local. Médiaffiche s'affirme depuis plus de 6 ans comme un mécène majeur du musée Fabre de Montpellier Agglomération. En effet, au travers de ses contributions financières à la Fondation d'Entreprises du musée Fabre, dont l'entreprise est membre depuis sa création en 2007, Médiaffiche a déjà grandement contribué à l'enrichissement des collections du musée.

En sus de sa participation à la Fondation d'Entreprises du musée Fabre, Médiaffiche souhaite apporter un soutien exceptionnel à l'exposition « Le goût de Diderot : Greuze, Chardin, Falconet, David... », dans le cadre d'un mécénat de compétence permettant de soutenir les dépenses de communication prévues pour annoncer l'exposition et promouvoir sa fréquentation (Loi n°2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations).

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment qu'en contrepartie du montant total du mécénat en nature, évalué à 27 604 euros H.T., la société Médiaffiche bénéficiera de :

- Cinquante (50) contremarques pour accès individuel à l'exposition « Le goût de Diderot : Greuze, Chardin, Falconet, David... » correspondant à une contrepartie de 400 euros, à 8 euros par entrée au tarif plein individuel.
- Une soirée privée pour 101 à 200 personnes, pendant l'exposition « Le goût de Diderot : Greuze, Chardin, Falconet, David... » incluant l'ensemble des prestations prévues dans le forfait auquel le tarif public de cette location d'espaces donne accès (délibération n°11502 du 11 avril 2013), équivalant à un montant de 4 000 euros
- La mention du logo de Médiaffiche sur un certain nombre de supports de communication : les invitations au vernissage de l'exposition et à la conférence de presse, les flyers et le dossier de presse.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage également à laisser communiquer, pendant la durée de l'exposition et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, la société Médiaffiche sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes. A cet effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la société Médiaffiche à reproduire et à utiliser le nom et le Logotype « musée Fabre de Montpellier Agglomération » ainsi que le titre de l'exposition « Le goût de Diderot : Greuze, Chardin, Falconet, David... »

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de mécénat avec la société Médiaffiche,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mécénat avec la société Médiaffiche ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - ADHÉSION À L'ASSOCIATION FRAME - FRAIS DE DÉPLACEMENTS À L'ÉTRANGER POUR DES AGENTS DU MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - AUTORISATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis de nombreuses années, le musée Fabre de Montpellier Agglomération poursuit son rayonnement à travers l'Europe et les Etats Unis et son partenariat avec leurs musées.

L'association FRAME (French Regional American Museum) créée en 1999 est une fédération de 26 musées de France et d'Amérique du Nord, dont le musée Fabre. Ce réseau promeut l'échange culturel dans un contexte collaboratif entre musées. FRAME encourage les partenariats entre ses musées membres afin d'organiser des expositions, de développer des programmes culturels innovants pour ses publics et de favoriser des échanges de professionnels parmi les équipes de ses musées.

A ce titre, le musée Fabre est redevable d'une cotisation annuelle de 5 500 € pour l'année 2013.

Il est actuellement question de l'évolution de la gestion administrative de FRAME. Le choix de l'organisme qui en assurera la gestion à partir de 2014 se fera lors d'un vote à l'occasion du prochain congrès annuel de FRAME qui se tiendra à Montréal du 6 au 10 novembre 2013. Il convient que le Directeur du musée Fabre ainsi que la responsable du service des publics y participent.

Le montant maximum des frais liés à ces déplacements pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est estimé à 2 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion annuelle à l'association FRAME,
- autoriser les déplacements au Canada des agents concernés ainsi que la prise en charge des frais afférents à ces déplacements,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CONVENTIONS COMMUNALES LIÉES À LA MISE EN OEUVRE DES NOUVEAUX TEMPS PÉRISCOLAIRES ET DES ACTIONS EN DIRECTION DES 11-17 ANS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

En référence la délibération n°11714 en date du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en place un dispositif expérimental d'accompagnement de la réforme des rythmes scolaires du primaire dans le cadre du Schéma Directeur Temps et Territoire.

Cette mise en œuvre va notamment se traduire par des interventions à destination des élèves du primaire, sur les Communes ayant déjà mis en œuvre la réforme des rythmes scolaires, d'acteurs du champ artistique et culturel issus des établissements de l'Agglomération et du réseau associatif.

Ces interventions prolongent les actions d'animations développées au sein des équipements culturels de la Communauté d'Agglomération ou constituent des initiations à des activités artistiques enseignées au sein des institutions gérées par notre établissement intercommunal.

Des conventions tripartites vont être établies entre chaque Commune, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les intervenants associatifs afin de définir les engagements, responsabilités et rôles respectifs.

Il vous est aussi proposé d'initier un dispositif expérimental afin de développer les pratiques artistiques et culturelles des publics 11-17 ans sur le secteur ouest de l'Agglomération.

Des conventions de partenariat doivent, à ce titre être établies entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes intéressées pour s'associer au dispositif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions liées à ces dispositifs ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions relatives à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONVENTION-CADRE DE COLLABORATION CULTURELLE AVEC L'ASSOCIATION FESTIVAL INTERNATIONAL DE RADIO FRANCE ET MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis 1984, le Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon qui se déroule chaque année au mois de juillet a construit sa notoriété sur une programmation musicale diversifiée et la volonté d'offrir l'excellence au plus large public.

La 29^{ème} édition, du 11 au 25 juillet 2013, a confirmé ce succès et réuni plus de 110 000 spectateurs dans 189 manifestations gratuites pour 90% d'entre elles.

Afin de doter cette manifestation d'une structure juridique, l'Association du Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon a été fondée en 1984 au sein de laquelle sont représentées Radio France et les collectivités publiques partenaires.

Depuis 1991, une convention pluriannuelle, reconduite en 1998, 2004 et 2011 définit la participation des partenaires à la préparation, à la tenue et au financement du Festival.

Il convient de renouveler cette convention, d'une durée de trois ans, fixant les apports respectifs de Radio France, de la Région Languedoc-Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre des festivals 2014, 2015 et 2016.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier garantit notamment la mise à disposition des locaux administratifs du Festival ainsi que du Corum et de l'Opéra Comédie pour la tenue des concerts.

La Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier participent également à la mise en place d'un partenariat avec l'Orchestre et Opéra National de Montpellier Languedoc-Roussillon afin que le Festival bénéficie prioritairement des services de cette structure durant la manifestation.

Les parties signataires s'engagent par ailleurs à faire de la diffusion numérique un axe prioritaire du développement de la visibilité et de la notoriété du Festival pour ces trois prochaines années.

Les participations financières des parties feront l'objet de conventions annuelles spécifiques. Pour l'année 2013, les financements sont de 190 707€ pour Radio France, 2550 000 € pour la région Languedoc-Roussillon, 394000€ pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention-cadre de collaboration culturelle 2014-2016 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon, et l'Association Festival International de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon ,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'EPIC DU DOMAINE D'O ET LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION FOLIES LYRIQUES ET LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'EPIC du domaine d'O a vocation à exploiter et valoriser le domaine départemental d'art et de culture du château d'O, notamment par l'accueil de plusieurs festivals et par l'organisation d'une saison d'hiver (théâtre, cirque, musique, ...).

L'association 'Folies Lyriques' organise le festival « Folies d'O » qui a lieu chaque année au mois de juillet dans le domaine départemental du château d'O, à Montpellier, et qui est dédié à la valorisation des opérettes et des comédies musicales.

L'EPIC du domaine d'O et l'association 'Folies Lyriques' agissent tous deux dans un souci de démocratisation culturelle et d'élargissement des publics avec la recherche de l'excellence artistique.

Principal financeur de l'EPIC du domaine d'O, le Département de l'Hérault a choisi de construire sa politique culturelle autour de l'objectif suivant : faire de la Culture un outil de cohésion sociale. Dans ce but, il a décidé de faire du domaine d'O un lieu dédié au spectacle vivant avec un objectif de diversité artistique très marqué. Il a en outre décidé de soutenir l'association 'Folies Lyriques' pour la réalisation du festival 2013 au domaine d'O.

Compte tenu des orientations de sa politique culturelle, et notamment la mise en place d'une politique musicale et théâtrale structurée et ambitieuse autour de l'éducation artistique, de la formation, de la création et de la diffusion, et du soutien important apporté à l'Opéra Orchestre National de Montpellier (OONMLR), la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite soutenir d'une part le projet artistique et culturel de l'EPIC du domaine d'O, et en particulier sa saison d'hiver 2013-2014, et d'autre part le projet artistique et culturel de l'association 'Folies Lyriques', et en particulier un spectacle exceptionnel : West Side Story, en devenant partenaire pour l'édition 2013 du festival « Folies d'O ».

Considérant les volontés conjointes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et du Département de l'Hérault, il est proposé de formaliser les soutiens de ces deux partenaires à l'EPIC du domaine d'O ainsi qu'à l'édition 2013 du festival « Folies d'O », par la conclusion de conventions de partenariat tripartites, qui fixent les engagements de chacun des signataires.

Pour l'EPIC du domaine d'O, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Département de l'Hérault s'engagent ainsi à verser une subvention, respectivement de 300 000 € et 2 922 000 € pour l'année 2013. L'EPIC s'engage notamment à mentionner l'aide et à faire figurer les logotypes des deux partenaires sur l'ensemble des supports de communications dédiés à la saison d'hiver. Les deux partenaires seront en outre invités à toutes les manifestations organisées dans le cadre de la saison d'hiver 2013-2014, ainsi qu'à son inauguration et aux conférences de presse. Enfin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficiera de places gratuites pour tous les spectacles de la saison d'hiver.

Pour l'association 'Folies Lyriques', la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Département de l'Hérault s'engagent à verser une subvention, respectivement de 200 000 € et 206 400 € pour l'année 2013. L'association s'engage notamment à mentionner l'aide des deux partenaires dans sa communication dédiée à l'édition 2013 du festival 'Folies Lyriques'. Les deux partenaires seront en outre invités à toutes les manifestations organisées dans le cadre du festival, ainsi qu'à son inauguration et aux conférences de presse. Enfin, l'association s'engage à accueillir, au cours de l'année 2013, le spectacle « West Side Story » de Léonard Bernstein, et à organiser six représentations du spectacle susvisé. La Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficiera de 50 places gratuites pour la représentation du spectacle précité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Département de l'Hérault et l'EPIC du domaine d'O,
 - approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Département de l'Hérault et l'association Folies Lyriques,
 - dire que les crédits sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions de partenariat susvisées ainsi que tout document découlant de cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - CONVENTION ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE INTERUNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER HÉBERGEANT LE CENTRE RÉGIONAL DU SUDOC-PS LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES) a développé le Sudoc (catalogue collectif des bibliothèques de l'enseignement supérieur et de la recherche), et le catalogue collectif national des publications en série (revues, périodiques, collections). Il est interrogeable librement et gratuitement via le Web.

Toute structure documentaire française, quel que soit son statut (bibliothèque universitaire, bibliothèque municipale, centre de documentation, centre d'archives, etc.) peut devenir membre du réseau Sudoc-PS pour signaler et valoriser ses collections. Toutes les collections sont accessibles aux utilisateurs, par prêt des originaux, fourniture d'une reproduction par le dispositif du prêt entre bibliothèques ou mise à disposition pour consultation sur place ou accès distant.

La médiathèque centrale de Montpellier Agglomération possède d'importantes collections de revues et journaux, notamment des titres anciens, susceptibles d'intéresser un public d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs. Afin de donner une visibilité accrue, nationale voire internationale à ces fonds, et d'en ouvrir l'accès à un public distant, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite adhérer au réseau du Sudoc-PS.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de coopération entre le Centre régional du Sudoc-PS Languedoc-Roussillon, rattaché à la Bibliothèque Interuniversitaire de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier : récupération de notices pour les titres non présents dans notre catalogue pour éviter toute saisie, mise à jour en ligne des états de collections (volume, tome, année, mois, jour), support technique pour accéder au catalogue en ligne, formation et accompagnement du personnel.

Tout en nous aidant à une meilleure complétude de notre catalogue local, cette coopération s'inscrit dans nos missions régionales et nationales. Ce catalogue, auquel toutes les grandes bibliothèques participent, est un outil de collaboration important entre bibliothèques de lecture publique et bibliothèques de l'enseignement supérieur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier hébergeant le Centre régional du Sudoc-PS Languedoc-Roussillon,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA AVEC LA COMMUNE DE FABRÈGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de développement de la lecture publique et de coopération à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques du réseau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à d'autres médiathèques communales de son territoire, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte spécifique donnant accès à l'ensemble des équipements communautaires de lecture publique.

Sans changer le fonctionnement technique, informatique et administratif des différentes bibliothèques, ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements. Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du Passeport multimédia entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et deux communes du territoire, Saint-Jean-de-Védas et Villeneuve-lès-Maguelone.

En 2012, le Conseil communautaire a approuvé trois nouvelles conventions avec les Communes de Murviel-lès-Montpellier, Cournonterral et Cournonsec, par les délibérations respectives du 24 mai, du 19 juillet et du 8 octobre 2012.

Il est proposé aujourd'hui d'adopter une nouvelle convention, qui met en partenariat le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération et la médiathèque de la Commune de Fabrègues.

Sur demande d'un usager dans les équipements partenaires, elle prévoit la délivrance d'une carte passeport donnant la possibilité à l'utilisateur inscrit en médiathèque dans l'une des deux collectivités signataires de la convention de fréquenter les autres établissements, sans devoir acquitter de frais supplémentaires au titre d'une nouvelle inscription. Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération et prend la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de « Passeport multimédia » avec la Commune de Fabrègues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°60 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE COLLABORATION POUR LES CYCLES DE CONFÉRENCES DES MERCREDIS DE L'ANTIQUITÉ ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 3 ET LE PRES-SUD DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Afin de permettre à un large public de bénéficier des avancées de la recherche en archéologie de la Méditerranée antique et en histoire ancienne, l'Université Paul-Valéry Montpellier III (UM3) et le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (PRES) organisent depuis plusieurs années un cycle annuel de conférences tout public où sont conviés des historiens et des archéologues de France et de toute l'Europe (octobre à juin).

L'organisation de ce cycle, intitulé « Les mercredis de l'antiquité », bénéficie du soutien du Musée des moulages de l'UM3, du Musée Fabre de Montpellier Agglomération et du Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades de Montpellier Agglomération.

Fort du succès des éditions précédentes, très largement suivies par un public nombreux, il est proposé de conclure une convention cadre de collaboration entre l'UM3 (agissant pour le compte du Musée des Moulages et le Département Histoire de l'Art et de l'Archéologie), le PRES, et la Communauté d'Agglomération de Montpellier (agissant en tant que personne morale responsable du Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et du Musée Fabre), afin de définir les conditions générales du partenariat et de formaliser le rôle des partenaires dans le cadre de sa mise en œuvre.

Selon les termes de la convention susvisée, l'UM3 et le PRES s'engagent à organiser entre 9 et 11 conférences par cycle annuel, avec prise en charge des frais de bouche (par l'UM3), de transport et d'hébergement (par le PRES) des conférenciers. Le musée Fabre et le musée Henri Prades s'engagent également à organiser chacun une conférence, avec remboursement de l'ensemble des frais associés à la venue des conférenciers, dans la limite de 500 € par intervenant.

Toutes les conférences proposées seront organisées selon un calendrier concerté dans l'auditorium du musée Fabre, qui le mettra gracieusement à disposition. Enfin, l'édition, l'impression et la diffusion du programme des Mercredis de l'antiquité seront prises en charges par l'UM3 et le PRES.

La convention proposée prend effet à compter de la date de sa signature, et jusqu'au 30 septembre 2016. Elle est donc valable pour 3 cycles annuels de conférences. A l'issue de cette période, elle pourra être reconduite de manière expresse, par courrier du président ou son représentant une fois, pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de collaboration entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'Université Montpellier 3 et le PRES-Sud de France ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de collaboration ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2014 - APPROBATION

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre le développement et la diversification des actions menées par le Site archéologique Lattara, musée Henri Prades afin d'accroître l'offre culturelle et scientifique.

Ainsi, en 2014, la présentation de deux expositions temporaires, dont « *Iapodes, trésors du musée de Zagreb* » (titre provisoire pour l'exposition d'archéologie en partenariat dans le cadre d'un programme européen), ainsi que les nombreuses activités initiées par le Service éducatif permettront de favoriser l'accès à un public toujours plus large. De plus, les animations culturelles (Fête du théâtre antique à Lattara, Nuit des musées, Journées Européennes du Patrimoine...) seront reconduites.

Par ailleurs, dans le but de protéger et valoriser le patrimoine, une campagne de conservation-restauration sera initiée sur le mobilier issu des fouilles effectuées sur le site de Lattara afin de pérenniser et de restituer au public les objets avec une meilleure lisibilité.

En raison de la teneur et de l'importance de cette programmation (expositions, activités pédagogiques et culturelles, traitements de conservation-restauration d'objets), il convient de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon et de l'Union Européenne, de manière à soutenir l'effort consenti et à étendre le rayonnement du musée à l'échelle régionale et au-delà.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déposer les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'État, de la Région Languedoc-Roussillon

et de l'Union Européenne ;

- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 903 et 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE BAILLARGUES - DÉVOIEMENT DU RÉSEAU D'EAUX USÉES DANS LE CADRE DU RECALIBRAGE RUISSEAU LAS-FONDS - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE BAILLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. Claverie, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Commune de Baillargues engage des travaux de recalibrage du ruisseau de Las Fonds, en traversée de la route nationale 113, au droit de la rue des Amaryllis. Les travaux consistent à construire un ouvrage hydraulique constitué de plusieurs cadres béton. Pour permettre la réalisation de ces travaux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit déplacer le réseau d'assainissement des eaux usées existant sous la voirie actuelle. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux hydrauliques et de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Commune de Baillargues et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publique en raison du caractère connexe des ouvrages et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. La Commune de Baillargues sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement. Le montant d'opération engagé par la Commune s'élève à 1 220 000 € T.T.C. Concernant la part relative à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'estimation s'élève à 73 000 € H.T., soit 88 000 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Commune de Baillargues dispose de son équipe de maîtrise d'œuvre, dite générale de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

Les missions de maîtrise d'œuvre pour le projet de dévoiement du réseau d'assainissement seront assurées par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les opérations préalables à la réception des ouvrages seront réalisées conjointement.

Le montant global de cette opération financée par le budget annexe de l'assainissement, est de 88 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la ville de Baillargues et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le recalibrage du ruisseau Las Fonds à Baillargues,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE PRADES LE LEZ - DÉVOIEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE DANS LE CADRE DU DOUBLEMENT DE L'ALLÉE DES PLATANES PAR LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - CONVENTION FINANCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. Claverie, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Département de l'Hérault souhaite réaliser l'aménagement de la RD 145 à Prades le Lez, entre le giratoire de la cave coopérative et celui de la RD17, dénommée allée des Platanes.

Ce projet prévoit un élargissement de la route, la création de fossés pluviaux ainsi qu'une légère déviation de la RD afin de permettre l'implantation d'une piste cyclable.

L'emprise du projet chevauche une partie de la parcelle AW35, mise à disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lors du transfert de la compétence « Eau Potable ».

Celle-ci abrite des équipements nécessaires à l'alimentation en eau potable de la commune, notamment l'unité de pompage. Il convient par conséquent, en préalable aux travaux du Département, de dévier les ouvrages d'eau

potable impactés. En particulier, il s'agit d'approfondir et de déplacer les conduites d'alimentation du poste (fonte DN 300) et de refoulement (fonte DN 250) du poste de pompage ainsi que la conduite d'alimentation de deux parcelles à proximité (PVC DN 110). Une chambre de vannes devra aussi être déposée. Par ailleurs, l'accès, la clôture et les raccordements EDF et téléphone doivent être repris.

La section de la parcelle AW35 ainsi libérée sera cédée au Département.

Un projet de convention a été établi afin de définir les modalités administratives, techniques et financières de réalisation des dévoiements nécessaires à l'intérieur de la parcelle. Il stipule que les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et remboursés intégralement par le Département. Ce reversement aura lieu au plus tard douze mois après la réception des travaux, et son montant sera ajusté au coût réel des dépenses effectuées.

Le montant à reverser par le Département de l'Hérault à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, comprenant le coût des travaux et des essais de réception, est estimé à 45 000 € H.T., soit 53 820 € T.T.C. Il n'est tenu compte ni des frais d'études, ni d'une quelconque vétusté des conduites, le réseau ayant été construit en 2009.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention financière avec le Département de l'Hérault pour le rétablissement des canalisations publiques d'eau potable impactées par le projet de doublement de l'allée des Platanes à Prades le Lez,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire, notamment la convention avec le Département de l'Hérault.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°64 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SAINT GÉNIES DES MOURGUES - PROJET DE RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

Mme J. Claverie, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart de ses communes membres en 2008 et 2009.

Aujourd'hui, la Commune de Saint Geniès des Mourgues a engagé la révision de son PLU et a communiqué son projet de révision à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'information aux Personnes Publiques Associées.

Le plan de zonage initial approuvé le 24 septembre 2009 par délibération n°9124 du Conseil Communautaire doit être adapté en conséquence, de nouvelles zones destinées à l'urbanisation à court terme relevant à ce jour d'un zonage assainissement « collectif futur » ou « autonome ».

Les modifications suivantes sont proposées :

	Zonage PLU	Zonage proposé
<i>Secteur N°1</i>	<i>Zone UEs Zone Up</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Collectif</i>
<i>Secteur N°2</i>	<i>Zone UD2 et UE ZoneAp</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°3</i>	<i>Zone JAU</i>	<i>Assainissement Collectif</i>
<i>Secteur N°4</i>	<i>Zones UD2, UP, UD3 Zones N et Ap</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°5</i>	<i>Zone UB</i>	<i>Assainissement Collectif</i>
<i>Secteur N°6</i>	<i>Zone UB ZoneAp</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°7</i>	<i>Zone Up ZoneN</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°8</i>	<i>Zone UE</i>	<i>Assainissement Collectif</i>

Pour le secteur 1, les anciens secteurs 4NAb et NCn en assainissement non collectif sont requalifiés au PLU en zones UEs et UP, classées en assainissement collectif. De plus, ce secteur présente des adaptations à la marge concernant les limites de quelques parcelles.

En secteur 3, l'ancien secteur ND (assainissement non collectif) est requalifié, au PLU, en zone IIAU, classée en assainissement collectif.

Pour le secteur 5, l'ancienne zone UD6 (Assainissement non collectif) au PLU bascule en zone UB requalifiée en assainissement collectif.

Le secteur 7, anciennement classé en zone IVNA (Assainissement Collectif Futur) mute en zone naturelle N classée en assainissement non collectif pour partie et en zone Up classée en assainissement Collectif.

Le secteur 8, anciennement classé en zone NDm et NB (Assainissement Non Collectif) mute en zone urbaine UE classée en assainissement collectif.

Enfin les secteurs 2, 4 et 6 présentent des adaptations à la marge entre les zones urbaines, en assainissement collectif, d'une part et les zones Ap et N d'autre part, en assainissement non collectif.

Le projet de révision du zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique avant d'être annexé au document d'urbanisme par arrêté municipal.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent une note explicative des adaptations de la carte qui délimite les zones équipées ou non et qui informe les usagers du mode d'assainissement, collectif ou non collectif, de leur secteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La proposition de zonage et les documents d'enquête publique correspondants ont été adressés à la Commune pour observation puis accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Saint Génies des Mourgues,
- approuver le dossier d'enquête publique correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à lancer la procédure d'enquête publique conformément aux articles R.2224.8 et R.2224.9 du Code Général des Collectivités Territoriales et à saisir le Président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur pour la tenue de cette enquête publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS RELATIF À LA DESSERTE EN EAUX USÉES DE LA ZAC COEUR D'ORQUES - APPROBATION

Mme J. Claverie, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 23 juin 2010, la Commune de Saint Georges d'Orques a décidé la création de la ZAC Cœur d'Orques.

Cette opération de Z.A.C. s'inscrit dans le cadre du développement de la Commune dans sa partie centrale. L'opération porte sur un terrain de 7 hectares de part et d'autre de l'avenue de l'Occitanie.

Il est prévu la réalisation de 350 logements.

Dans le respect des dispositions de l'article R.311-7 du code de l'Urbanisme, la Commune de Saint Georges d'Orques a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des ouvrages d'assainissement des eaux usées envisagés dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC Cœur d'Orques,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Assainissement des eaux usées :

La collecte interne des effluents de la ZAC sera assurée conformément au dossier joint à la présente délibération par un réseau gravitaire séparatif. Les équipements publics seront réalisés dans le cadre de la concession publique d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier.

Les réseaux d'assainissement des eaux usées seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'aménageur

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue pour cette opération, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration de Saint Georges d'Orques.

Cet ouvrage, d'une capacité actuelle de 6 970 Equivalents/Habitants, fera l'objet de travaux de reconstruction pour porter sa capacité à 8 500 Equivalents/Habitants afin de permettre l'évolution de l'urbanisation de la commune.

Conformément aux dispositions de l'article L.311-4 du code de l'Urbanisme, il ne peut être mis à la charge de l'aménageur que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone. Lorsque la capacité des équipements programmés excède les besoins de l'opération, seule la fraction du coût proportionnelle à ces besoins peut être mise à la charge de l'aménageur.

La station d'épuration actuelle pouvant recevoir les 225 premiers logements à construire d'ici 2017 dans le cadre de la ZAC Cœur d'Orques, cette dernière contribuera au financement de l'extension de la station pour les besoins des 125 logements réalisés ensuite.

Le montant de la participation financière est calculé à partir du dernier coût connu de l'opération d'extension de la station d'épuration, déduction faite des subventions accordées.

Pour toutes les futures opérations d'urbanisme qui seront raccordées à cet équipement, le montant de participation sera le suivant :

- Coût opération (Hors subvention) 3 500 000 € H.T.

- Montant des subventions : compte tenu des incertitudes en matière d'attribution d'aide financière, aucune subvention n'est prise en compte à ce stade.

- Dépense nette à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : 3 500 000 € H.T. Ce montant sera réévalué au plus tard au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des travaux.

- Capacité Nominale 8 500 Equivalents – Habitants.

Chaque logement sera compté à hauteur de 2,4 Equivalents Habitants (source INSEE 2009). La participation financière par logement s'élèvera donc à $3\,500\,000 / 8\,500 \times 2,4 = 988$ € (en valeur ^{Fr} janvier 2013).

Ce montant est estimatif et sera ajusté en fonction du coût réel des travaux et des subventions effectivement obtenues.

Pour les 125 logements de la ZAC Cœur d'Orques, la participation financière est donc estimée à 125 000€.

Une convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune et l'aménageur précisera les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières ainsi que les modalités de réception des réseaux construits dans la ZAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées prévus pour la ZAC de Cœur d'Orques à Saint Georges d'Orques et intégralement financés par l'opération,

- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération des réseaux qui seront réalisés,

- approuver le montant estimatif de 125 000 € de participation de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte en eaux usées,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°66 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE MONTPELLIER - DÉVOIEMENT DU RÉSEAU D'EAUX USÉES POUR LA CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE - CONVENTION AVEC LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. Claverie, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Région Languedoc-Roussillon réalise un nouveau bâtiment destiné à la Faculté de Médecine situé sur la Commune de Montpellier, entre le parking Occitanie et le CHU Lapeyronie.

Ce bâtiment impacte la canalisation primaire d'assainissement des eaux usées de diamètre 500 mm, en provenance de la Commune de Grabels et des quartiers au Nord de Montpellier.

Languedoc-Roussillon Aménagement (LRA) est mandaté par la Région Languedoc-Roussillon pour mener à bien cette construction.

Le dévoiement de ce collecteur doit être réalisé de façon connexe et concomitante à l'opération de construction du nouveau bâtiment de la Faculté de Médecine afin de satisfaire au double objectif suivant :

- réaliser le dévoiement du collecteur début 2014 pour permettre comme requis le démarrage des travaux du bâtiment de la Faculté de Médecine programmé en avril 2014,

- assurer une cohérence d'implantation par rapport au projet de bâtiment et de création des nouveaux accès.

Les deux ouvrages doivent bénéficier d'une conception cohérente et d'une bonne prise en compte des interfaces d'ordre technique et de phasage. Il s'agit dès lors de concevoir et réaliser ces ouvrages sous une maîtrise d'ouvrage unique et dans le cadre d'un chantier global.

Ainsi, il a été convenu d'intégrer le dévoiement du réseau d'assainissement dans l'opération de la Faculté de Médecine et de confier sa réalisation à la Région Languedoc-Roussillon, Maître d'Ouvrage de l'ensemble des ouvrages d'infrastructure et de superstructure.

Un projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage a été établi à cet effet. en application de l'article 2 de la loi 85-

704 du 12 juillet 1985.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte que la Région Languedoc-Roussillon réalise les études et les travaux nécessaires au dévoiement du collecteur public d'assainissement, situé dans l'emprise du nouveau bâtiment de la Faculté de Médecine de l'opération Campus. Elle s'engage à prendre en charge financièrement les frais correspondants à hauteur de 30%.

Compte tenu de l'imbrication des ouvrages et des contraintes imposées sur la canalisation existante par la création du bâtiment de la Faculté de Médecine, qui relève de la compétence de la Région Languedoc-Roussillon, cette dernière s'engage à assurer 70% du financement.

Le coût total de l'opération, y compris frais d'étude, d'honoraires de maîtrise d'œuvre, bureau d'études spécialisés et géomètres, est estimé à 550 000 € H.T., soit 657 800 € T.T.C., valeur janvier 2013.

Les montants respectivement à la charge de la Communauté d'Agglomération et de la Région s'élèvent ainsi à 165 000 € H.T., soit 197 340 € T.T.C., et 385 000 € H.T., soit 460 460 € T.T.C.

La convention de co-maîtrise d'ouvrage à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon, précise les modalités financières, administratives et techniques de réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre la Communauté d'Agglomération et la Région Languedoc-Roussillon pour la réalisation du dévoiement du réseau séparatif d'eau usées au droit d'un futur bâtiment de la faculté de médecine,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer ladite convention ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°67 : EAU ET ASSAINISSEMENT – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNE DE VENDARGUES - APPROBATION

Mme J. Claverie, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques ainsi que le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Pour mémoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des Communes de l'Agglomération en 2008 et 2009.

Les plans locaux d'urbanisme (PLU) étant de l'initiative des communes, chaque révision entraîne une vérification de la concordance du nouveau document avec le zonage d'assainissement.

En 2012, la Commune de Vendargues a révisé son PLU avec l'enquête publique début 2013. Afin de permettre la mise en œuvre des projets urbains encadrés par le PLU, la révision du plan de zonage d'assainissement initial a été effectuée, approuvée le 08 octobre 2012, puis soumise à enquête publique. L'enquête a été menée du 11 février 2013 au 15 mars 2013.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent une notice technique détaillant les évolutions du zonage d'assainissement, un plan de l'ancien zonage et un plan du nouveau zonage.

A l'issue de l'enquête, un rapport a été établi par le commissaire enquêteur qui a approuvé l'ensemble des documents du zonage sous réserve que des adaptations lui soit apportées afin qu'il reste en cohérence avec le PLU lui-même modifié à l'issue de l'enquête publique dont il était l'objet. La présente carte de zonage a donc été modifiée en cohérence avec le PLU définitivement approuvé par la commune.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la Commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La présente délibération concerne l'approbation définitive du zonage d'assainissement avant de l'annexer au PLU de la Commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le zonage d'assainissement pour la Commune de Vendargues,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°68 : EAU ET ASSAINISSEMENT – CONTOURNEMENT FERRÉ NÎMES - MONTPELLIER - CONVENTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA MODIFICATION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'EAUX USÉES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. Claverie, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse (LGV) Nîmes – Montpellier, qui porte sur la réalisation d'environ 65 kilomètres de ligne nouvelle à double voie entre Manduel et Villeneuve-lès-Maguelone, a été déclaré d'utilité publique le 16 mai 2005. Sa réalisation fait l'objet d'un contrat de partenariat conclu entre OC'VIA SA et RFF en date du 28 juin 2012 et régi, pour son attribution et son exécution, par les termes de l'ordonnance n°2004-559 du 17 juin 2004 relative aux contrats de partenariat.

Le Contrat de Partenariat autorise OC'VIA à faire réaliser par un tiers l'ensemble des missions relatives à la conception et la construction de la ligne ferroviaire. A cet effet, OC'VIA a conclu avec le GIE OC'VIA Construction un contrat de conception-construction portant sur la réalisation de la ligne ferroviaire et, pour la poursuite de certaines prestations dont l'ordonnancement, le pilotage et la coordination de la réalisation des travaux de dévoiement de réseaux impactés par le projet, une convention de mandat permettant au GIE OC'VIA Construction de conclure, au nom et pour le compte du demandeur, les diverses conventions nécessaires aux opérations de déviation de réseaux.

La ligne LGV croisant des réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ceux-ci doivent être adaptés à la faisabilité des travaux de la ligne, afin de les rendre compatibles avec la nouvelle infrastructure.

Lors de sa séance du 30 octobre 2012, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération n°11 201 la convention fixant les principes généraux à adopter pour mener à bien chacun des projets. Celle-ci prévoyait que chaque ouvrage à réaliser devait faire l'objet d'une convention spécifique.

Au terme des études d'avant-projet, il convient aujourd'hui de faire approuver les conventions spécifiques suivantes, à conclure avec le GIE OC'VIA Construction :

- Lattes – Chemin de Saporta – Construction d'une dalle de protection sur canalisation Eaux Usées de diamètre 1 000 mm, pour un montant de 42 000 € H.T., soit 50 232 € T.T.C.,
- Lattes – Chemin de Saint Hubert – Dévoiement des canalisations eaux usées de diamètre 200 mm et eau potable de diamètre 150 mm, pour un montant de 112 000 € HT., soit 133 952 € T.T.C.,
- Lattes – avenue de l'Agau – Dévoiement de la canalisation d'eau brute de diamètre 450 mm, pour un montant de 200 000 € H.T., soit 239 200 € T.T.C.,
- Saint-Jean-de-Védas – Dévoiement de la canalisation d'eau potable diamètre 250 mm en traversée du Rieucoulon, pour un montant de 210 000 € H.T., soit 251 160 € T.T.C.

Chaque convention fixe les modalités techniques de réalisation des ouvrages par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et précise les conditions de remboursement par OC VIA.

Le montant global des travaux financés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 674 544 € T.T.C.

Le remboursement par OC VIA s'élève à 762 808 € T.T.C., intégrant les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre réalisés par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets de conventions spécifiques relatives à la modification des réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement, dans le cadre de la construction de la ligne à grande vitesse du contournement Nîmes – Montpellier,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 23
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau brute, chapitre 23
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout type de document relatif à cette affaire, en particulier chacune des conventions particulières à conclure avec le GIE OC'VIA Construction.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°69 : EAU ET ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION DE L'ÉMISSAIRE EN MER - TRONÇON TERRESTRE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°545T3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. Claverie, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n° 5184 du 20 mai 2003, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de travaux pour la construction de la partie terrestre de l'émissaire de rejet en mer des effluents de la station d'épuration Maéra. Ce marché n°545 a été attribué au groupement d'entreprises SOGEA SUD (mandataire)/SOGEA CONSTRUCTION/SADE/SPIE CITRA SUD EST/MAZZA ST THIBERY.

Dans le cadre de l'exécution de la tranche ferme de ce marché, la société SOGEA SUD a sous traité une partie des

travaux au groupement d'entreprises solidaires JAMME KLEBER (mandataire)/SPAC pour la réalisation de travaux de fonçage. Ce contrat de sous-traitance a été conclu pour un montant de 656 890,00 € H.T. (785 640,00€ T.T.C.). La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est acquittée de la somme de 415 917,12 € H.T. (497 436,88 € T.T.C.) à l'encontre du groupement JAMME KLEBER /SPAC correspondant aux décomptes mensuels n°3 du 31 octobre 2003 et n° 8 du 31 mars 2004.

Lors de l'établissement du décompte final du marché en janvier 2013, il a été demandé au titulaire de produire les quitus pour tous les sous traitants de cette opération afin d'arrêter le montant des prestations effectuées.

Compte tenu du contentieux opposant le sous-traitant JAMME KLEBER/ SPAC et le groupement titulaire du marché représenté par la société SOGEA SUD, , suite à la résiliation par le groupement du contrat les liant, cette dernière était dans l'impossibilité de produire un quitus pour ce sous traitant. De ce fait, la Communauté d'Agglomération a bloqué la somme correspondant au solde du paiement des travaux objet de l'acte de sous-traitance, soit 240 972,88 € H.T. (288 203,56 € T.T.C.), lors du règlement du décompte n°23 de l'opération, dans l'attente du règlement du litige entre ces deux entreprises.

Ce règlement a été prononcé par jugement du tribunal de commerce de Montpellier en date du 9 novembre 2011. Le groupement d'entreprises SOGEA SUD / SOGEA CONSTRUCTION / SADE / SPIE CITRA SUD EST / MAZZA ST THIBERY a été condamné à payer au groupement JAMME KLEBER /SPAC la somme de 66 437,53 € T.T.C. et 10 000,00 € au titre de l'article 700 ainsi que les intérêts courant depuis la date du jugement.

Le groupement d'entreprises SOGEA SUD/SOGEA CONSTRUCTION /SADE/SPIE CITRA SUD EST/MAZZA ST THIBERY n'a pas fait appel du jugement qui lui a été signifié le 29 décembre 2011 mais a saisi le juge de l'exécution pour erreur matérielle en considérant que le montant de 66 437,53€ TTC était erroné, le solde de l'acte de sous-traitance pris en compte dans le jugement s'élevant à 321 185,53 € T.T.C. au lieu de la somme de 288 203,53 € T.T.C. retenue par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Compte tenu de cette situation juridique, le groupement JAMME KLEBER /SPAC refuse de signer le quitus relatif à l'acte de sous-traitance agréé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

De ce fait, l'entreprise SOGEA SUD et la Communauté d'Agglomération de Montpellier se sont rapprochées afin de trouver une solution amiable au règlement définitif de ce marché de travaux, achevé depuis presque 10 ans, en préservant les intérêts et la responsabilité de la Communauté d'Agglomération, notamment sa non immixtion dans le litige opposant le titulaire du marché de travaux pour la réalisation du tronçon terrestre de l'émissaire et son sous-traitant.

Cette solution amiable a été retranscrite dans un protocole transactionnel qu'il convient aujourd'hui d'approuver.

Au titre de ce protocole, la Communauté d'Agglomération de Montpellier libérera la somme retenue comme suit :

- elle versera dans un premier temps une somme de 245 272,64€ T.T.C. au groupement SOGEA SUD/SOGEA CONSTRUCTION /SADE/SPIE CITRA SUD EST/MAZZA ST THIBERY correspondant aux prestations qu'il a réalisées directement après résiliation de l'acte de sous-traitance avec le groupement JAMME KLEBER /SPAC,
- Dans un second temps, après notification de la décision du juge de l'exécution et justification de sa parfaite exécution par le groupement SOGEA SUD/SOGEA CONSTRUCTION /SADE/SPIE CITRA SUD EST/MAZZA ST THIBERY, la Communauté d'Agglomération de Montpellier versera un solde correspondant à cette décision dans la limite de 42 930,92 € T.T.C., solde à régler par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 31 décembre 2013 en application du jugement du 9 novembre 2011.

En conséquence de la bonne exécution des présentes, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le groupement SOGEA SUD/SOGEA CONSTRUCTION /SADE/SPIE CITRA SUD EST/MAZZA ST THIBERY se déclarent mutuellement satisfaites et remplies de leurs droits et renoncent à toutes instances et actions en cours et futures sur ces causes.

A ce titre le groupement SOGEA SUD/SOGEA CONSTRUCTION /SADE/SPIE CITRA SUD EST/MAZZA ST THIBERY renonce à toute autre réclamation pécuniaire concernant cette affaire quelles que soient la date de la décision du juge de l'exécution et les éventuelles condamnations prononcées à la demande du groupement sous-traitant à l'encontre du groupement titulaire du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature du protocole transactionnel relatif au marché de travaux n°545T3 pour la construction de la partie terrestre de l'émissaire de rejet en mer des effluents de Maéra,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°70 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE GRABELS - AMÉLIORATION DE L'ÉVACUATION DES EAUX ISSUES DE LA RÉSURGENCE DU CHÂTEAU - CONVENTION DE CO-MÂÎTRISE D'OUVRAGE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. Claverie, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La résurgence du forage du Château qui alimente en eau potable pour partie la Commune de Grabels est située en bordure de la rue du Château (RD127), en plein cœur de ville.

Par temps de pluie, le niveau de la nappe peut s'élever jusqu'à ce que les eaux de la résurgence se déversent sur la chaussée, créant une zone dangereuse pour les véhicules (risques d'aquaplaning) et les piétons.

La Commune souhaite donc faire des travaux d'aménagement pour l'évacuation et l'accompagnement de cette eau en complément des aménagements routiers récents menés avec le Département de l'Hérault. Ces travaux consistent pour l'essentiel à améliorer la surface d'entonnement de l'eau et réaliser un drain permettant le renvoi des eaux vers un réseau d'eaux pluviales allant se déverser dans la Mosson.

Le forage du Château ayant été mis à disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice de sa compétence eau potable, et les travaux d'aménagement envisagés relevant de la compétence communale, il convient de fixer les modalités techniques et financières de réalisation de cette intervention, concernant un ouvrage unique.

Un projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage a été établi à cet effet en application de l'article 2 de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique. Les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Grabels et pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 50%, soit 8 500€ T.T.C. Le remboursement aura lieu au plus tard trois mois après la réception des travaux et sera ajusté au montant réel des dépenses réalisées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage à intervenir entre la Commune de Grabels et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'aménagement de la voirie au droit de la résurgence du Château,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°71 : EAU ET ASSAINISSEMENT – DÉGRÈVEMENT EXCEPTIONNEL EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - GROUPE JARDILAND À LATTES - APPROBATION

Mme J. Claverie, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite d'une canalisation après compteur, ainsi qu'à contraindre le service d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

Par délibération en date du 11 avril 2013, le Conseil Communautaire a approuvé les modifications des règlements des services d'eau potable, intégrant notamment ces nouvelles dispositions.

La collectivité a en outre fait le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche ce dispositif légal n'est applicable ni aux acheteurs d'eau en gros, ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial.

C'est le cas du magasin du Groupe Jardiland à Lattes qui a formulé une demande de dégrèvement pour sa facture d'eau du 1^{er} semestre 2010 d'un montant de 194 782,22 euros. Elle correspond à une consommation de 57 745 m³ alors que la consommation moyenne sur la même période est de l'ordre de 300 m³.

Un volume de fuite très important est donc survenu sans qu'il ait été possible d'en définir l'origine, malgré l'étalonnage du compteur réalisé ainsi que toutes les vérifications faites des installations intérieures de distribution d'eau, tant par l'abonné que par les agents du service.

Au regard de l'importance de la fuite, vus la conjoncture économique difficile et le montant très élevé de la facture qui pourrait affaiblir les comptes de l'entreprise, et compte tenu de l'engagement du Groupe Jardiland à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter la survenance d'un nouvel incident de ce type (surveillance accrue des compteurs et des installations intérieures de distribution d'eau), la Communauté d'Agglomération propose un écrêtement exceptionnel des parts eau potable et assainissement de la facture concernée dont les modalités de calcul se déclineront de la manière suivante :

- paiement d'une franchise en eau potable à hauteur du double de la consommation moyenne sur les 3 dernières périodes identiques ;
- paiement d'une franchise en assainissement à hauteur de la consommation moyenne sur les 3 dernières périodes identiques ;

Ces franchises sont calculées conformément aux nouvelles modalités réglementaires fixées par décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 dite « loi Warsmann ».

- paiement en sus des frais d'achat d'eau à hauteur des volumes surconsommés, frais réellement supportés par le service public eau potable du fait de l'approvisionnement en eau potable auprès d'une collectivité voisine selon des

conditions tarifaires fixées par convention.

L'application de ces modalités de calcul ramène le montant de la facture à 28 299,09€ T.T.C.

Le Groupe Jardiland a accepté cette proposition de dégrèvement par courrier en date du 6 septembre 2013 et est informé que la société VEOLIA EAU, exploitant du service eau potable sur la Commune de Lattes, sera chargée du règlement administratif et financier de ce dossier une fois la présente délibération rendue exécutoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dégrèvement exceptionnel de la facture d'eau du Groupe Jardiland pour le 1er semestre 2010,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°72 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ N°2127.S.14.01 DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES INSTALLATIONS BIOGAZ DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE DE L'OPÉRATION - DÉSIGNATION DU JURY ET AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

L'unité de méthanisation AMETYST, en exploitation depuis le 1^{er} juillet 2008, a été remise en service total au 31 mars 2012 comme prévu, après constat de l'achèvement des travaux valant réception de l'unité. L'ensemble des déchets ménagers résiduels collectés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont une partie était détournée, soit vers l'unité de valorisation énergétique OCREAL, soit vers des installations de traitement extérieures, a aussitôt été de nouveau traité sur l'unité.

L'exploitation désormais menée sur un mode dit « tout BRS », a permis de relever des résultats très encourageants et en particulier la stabilité de la biologie de la phase de digestion qui conduit à la production d'un biogaz riche en méthane. Consécutivement, les forts rendements énergétiques ont permis de produire 18 090 MWh électriques pour l'année et 2 911 MWh thermiques transférés vers le réseau de chaleur urbain du quartier des Grisettes.

Au terme de 5 années d'exploitation, il apparaît nécessaire de réaliser un certain nombre d'améliorations des installations biogaz afin d'assurer les opérations de maintenance de manière sûre et efficace sans perte d'exploitation, tout en prenant en compte les contraintes liées à la variation de la production de biogaz. Ces améliorations permettront en outre d'intégrer les dispositions issues de la mise à jour de l'étude des risques initiale menée lors de la conception du projet et révisée à la mise en service des installations conformément aux prescriptions de l'Arrêté Préfectoral.

Ces travaux font partie des prestations du mandat n°2763 confié à la SERM par délibération n°10431 du 29 septembre 2011.

Au terme des études préalables, le programme de l'opération comprenant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les honoraires techniques et les travaux est évalué à 2 370 000 € H.T., valeur septembre 2013, dont 1 850 000 € H.T. pour les travaux (y compris tranche conditionnelle des travaux de 160 000 € HT).

Ces travaux comprennent notamment la mise en place de torchères complémentaires, de bypass sur les réseaux, isolables et inertables sous pression, de matériels électriques et d'instrumentation de comptage et d'automatisme.

Il convient désormais d'engager la consultation d'entreprises pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé des études de conception du projet et du suivi de la réalisation des travaux.

L'opération doit être exécutée dans le respect de réglementations différentes et complémentaires, au titre du Code de l'Environnement, du Code du travail et de la Santé, tout en apportant une attention particulière au maintien de conditions d'exploitation optimales et la minimisation des pertes d'exploitation. Compte tenu de l'intégration de l'ensemble de ces éléments et de la complexité inhérente à cette opération les spécifications du marché de maîtrise d'œuvre objet de la présente délibération ne peuvent être définies avec une précision suffisante pour permettre le recours à l'appel d'offres.

La consistance et le phasage des travaux à réaliser seront arrêtés par le maître de l'ouvrage à l'issue des études d'Avant-Projet Détaillé établies par le maître d'œuvre à partir de ses études spécifiques de diagnostics approfondissant les solutions techniques (implantation, architecture, spécification...) et économiques définies dans le programme.

Dans ces conditions, il apparaît donc opportun de recourir à la procédure négociée qui permettra d'adapter l'offre des candidats à l'expression des besoins du maître d'ouvrage et d'optimiser certaines spécifications du marché, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats retenus.

Le consultation est donc organisée selon cette procédure après publicité et mise en concurrence, conformément aux dispositions des articles 74- III- a) et 35.1.2° du Code des marchés publics. Le nombre de candidats admis à remettre une offre initiale sera de trois

Le marché comprend un lot unique sans variante ni option et fait l'objet d'une tranche ferme et deux tranches conditionnelles, définies comme suit :

- La **Tranche Ferme** intègre les études de diagnostic jusqu'aux études de Projet pour l'ensemble de l'opération et les missions ACT ,VISA, DET, AOR et OPC pour l'ensemble de l'opération à l'exception des événements des

digesteurs. La Tranche ferme comprend en outre 3 missions complémentaires relatives à la coordination en matière de système de sécurité incendie (SSI), à l'établissement du porter à connaissance du Préfet ainsi qu'à la réalisation d'un avant-métré pour constitution de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;

- La **Tranche conditionnelle n°1** comprend les éléments de mission ACT, VISA, DET, AOR et OPC pour les événements des digesteurs, ainsi que les missions complémentaires relatives à ces ouvrages pour la coordination en matière de système de sécurité incendie (SSI) et l'établissement du porter à connaissance.
- La **Tranche conditionnelle n°2** comprend la mission EXP d'assistance au maître de l'ouvrage par des missions d'avis et de conseil d'expert (toutes phases et tout ouvrage ou partie d'ouvrage relevant de l'opération, compris événements des digesteurs).
- Compris, le cas échéant, en tranche ferme et en tranche conditionnelle n°1, pour l'application des dispositions des articles L.554-1 et suivants et R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement, relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, la délégation au maître d'œuvre, pendant toutes les phases de l'opération, de toutes les obligations du responsable du projet à l'exception, s'il n'a commis aucune faute dans l'exécution de cette mission, de la prise en charge financière des investigations complémentaires, des marquages/piquetages, des conséquences de la découverte d'ouvrages, de modifications ou d'extensions d'ouvrages.

La durée prévisionnelle de la phase « études », élément de mission ACT inclus, est fixée à 11 mois à compter de la notification de l'Ordre de Service de démarrage de l'exécution de la tranche ferme. La durée prévisionnelle de la phase « travaux », période de préparation comprise, est estimée à 18 mois pour la tranche ferme et 6 mois pour la tranche conditionnelle n° 1.

Le montant estimatif du marché de maîtrise d'œuvre est compris entre 250 000 € H.T et 350 000 € H.T. Le marché sera attribué par la Commission d'Appel d'Offres après avis d'un jury, à l'issue de la procédure de négociation qui se déroulera en une seule phase.

Conformément à l'article 24 du Code des marchés publics, le jury de maîtrise d'œuvre chargé d'émettre un avis motivé sur les candidatures et sur les offres sera composé, outre de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Communauté.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des marchés publics. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du marché, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq, la désignation de ces personnalités étant facultatives,
- des membres du jury ayant la qualification exigée des candidats (ou une qualification équivalente) pour participer au concours représentant au moins un tiers du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du travail et de l'Emploi, seront invités à participer au jury avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des marchés publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu.

Sur la base de ces précisions :

- les listes devront être exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté,
- la date limite de remise de dépôt des listes est fixée au mardi 24 septembre 2013 à 12 heures au service du Conseil de la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics.
- les listes doivent être transmises par courrier avec accusé de réception avant cette date ou être remises contre récépissé aux jours et heures d'ouverture du service du Conseil,
- chaque liste établie devant parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST » - Dépôt de liste – ne pas ouvrir avant la date limite ».

La liste suivante a été déposée par Monsieur le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Titulaires :

- C. MORALES,
- P. BONNAL,
- R. SUBRA,
- R. MAILHE,
- C. MEUNIER.

Suppléant :

- A. ZYLBERMAN,
- G. PASTOR,
- Y. PELLET,
- P. COMBETTES,
- P. VIGNAL.

Aucune autre liste n'est proposée :

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Membres titulaires :

* 1er tour de scrutin :

Présents : 85

Votants : 84

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 4

Nombre de suffrages exprimés : 80

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16

	Voix obtenues	Attribution quotient	au Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	80	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci-dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres titulaires :

- C. MORALES,

- P. BONNAL,

- R. SUBRA,

- R. MAILHE,

- C. MEUNIER.

Membres suppléants :

* 1er tour de scrutin :

Présents : 85

Votants : 84

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 4

Nombre de suffrages exprimés : 80

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16

	Voix obtenues	Attribution quotient	au Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	80	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres suppléants suivants :

Membres suppléants :

- A. ZYLBERMAN,

- G. PASTOR,

- Y. PELLET,

- P. COMBETTES,

- P. VIGNAL.

Le Jury de Concours de maîtrise d'oeuvre pour la conception et la réalisation de travaux d'amélioration des installations biogas de l'unité de méthanisation Amétyst est donc composé comme suit :

· Membres titulaires :

- C. MORALES,

- P. BONNAL,

- R. SUBRA,

- R. MAILHE,

- C. MEUNIER.

Membres suppléants :

- A. ZYLBERMAN,

- G. PASTOR,

- Y. PELLET,

- P. COMBETTES,

- P. VIGNAL.

Monsieur le Président désignera par arrêté un membre du Conseil pour le représenter à la présidence du Jury de Concours de maîtrise d'oeuvre pour la conception et la réalisation de travaux d'amélioration des installations biogas de l'unité de méthanisation Amétyst

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de l'opération et le montant correspondant évalué à 2 330 000 € H.T. tel qu'exposé ci-dessus,
 - approuver le dossier de consultation des entreprises pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé de la réalisation des études de conception du projet et du suivi des travaux,
 - autoriser le lancement de la procédure de consultation négociée restreinte en application des articles 74- III- a) et 35.1.2° du Code des marchés publics,
 - approuver les conditions de dépôt des listes constituées pour l'élection du jury de maîtrise d'œuvre tel que définies ci-dessus,
 - dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908, et seront complétés aux budgets ultérieurs en tant que de besoin,
 - autoriser Monsieur le Directeur général de la SERM, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération en tant que maître d'ouvrage délégué, à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire,
 - désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément à l'élection des membres du jury de maîtrise d'œuvre ci-dessus,
 - autoriser Monsieur le Directeur général de la SERM, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant que maître d'ouvrage délégué, à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°73 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°2563GD11 - LOT N°5 CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ CROZEL TP POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE COUVERTURE DÉFINITIVE DU CASIER N°1 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS NON DANGEREUX DE CASTRIES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°10044 du 10 mars 2011, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises selon la procédure d'appel d'offres ouvert pour la réalisation des travaux de captage et traitement du biogaz (lot n°4) et de constitution de la couverture définitive (lot n°5) de l'installation de stockage des déchets ménagers non dangereux et a autorisé la signature des marchés correspondants. La durée totale du marché n°2563GD11 de 4 ans fait l'objet d'une décomposition en 5 phases de travaux comprenant chacune une période de préparation de 1 mois préalable à l'exécution des travaux.

A l'issue de la procédure, lors de sa séance du 19 juillet 2011, la Commission d'Appel d'Offres a retenu pour le lot n°5 l'offre de la société Crozel TP sise ZAC km Delta, 638, rue Etienne Lenoir, 30900 NIMES, pour un montant de 808 875 € H.T.

Par délibération n°10522 du 29 novembre 2011, le Conseil de Communauté a approuvé un avenant n°1 afin de corriger une différence de prix entre l'acte d'engagement et le détail estimatif selon les prix figurant au Bordereau des Prix Unitaires sans modification du montant du marché.

Il apparaît désormais nécessaire de conclure un avenant n°2 pour prendre en compte la diminution des coûts de traitement à la bentonite des matériaux constitutifs de couverture au vu de la nature de ces derniers et créer des prix nouveaux pour la réalisation de prestations complémentaires non prévues dans le cadre du marché initial.

Celles-ci concernent la mise en œuvre d'enrochements en pied de talus du massif de déchets pour soutènement de la couverture, le remplacement des fossés de collecte des eaux pluviales non souillées par des descentes d'eaux préfabriquées en polypropylène, la protection des vannes de réglage des arrivées biogaz et le déplacement du réseau de captage du biogaz horizontal du fait de l'augmentation du maillage de ce réseau prescrite par arrêté préfectoral complémentaire.

Ces modifications des prestations objet de l'avenant n°2, génèrent une moins-value de 2 513,88 € H.T. ce qui représente une diminution de 0,31% du montant initial du marché. Le nouveau montant du marché s'établit ainsi à 806 361,12 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché n°2563GD11 - lot n°5 conclu avec la société CROZEL TP tel qu'exposé ci-dessus;
 - dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou Monsieur le Vice Président délégué, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°74 : ENVIRONNEMENT – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3434GD13 POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DÉCHETS DIFFUS SPÉCIFIQUES DÉPOSÉS EN DÉCHÈTERIES - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de protection de l'environnement, la Communauté d'Agglomération a mis en place sur les Points Propreté DEMETER des armoires de stockage permettant de récupérer les déchets diffus spécifiques (DDS) des ménages. Ces déchets, constitués pour l'essentiel de produits chimiques pouvant présenter des risques pour la santé et l'environnement, doivent être pris en charge par des sociétés agréées et éliminés dans des filières spécifiques.

Le marché n°2484MG10 conclu à cet effet avec la Société TRIADIS arrive à échéance le 31 décembre 2013.

Il convient donc d'organiser dès à présent une nouvelle consultation d'entreprises selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33 3° al, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, afin d'assurer la continuité de cette collecte à compter du 1^{er} janvier 2014. Ce marché sera conclu pour une durée de 8 mois et pourra être reconduit 2 fois. Ces durées d'exécution inhabituelles sont proposées afin de prendre en compte la montée en charge progressive de la nouvelle filière REP (« Responsabilité Elargie du Producteur ») dédiée au DDS et qui doit prendre le relais des collectivités dans le courant de l'année 2014 pour assumer la prise en charge de ces déchets.

Il s'agit d'un marché à bons de commande d'un montant minimum de 150 000 € H.T. et maximum de 300 000 € H.T. pour la durée initiale de 8 mois (montants mini et maxi identiques pour chaque période éventuelle de reconduction). Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires figurant au Bordereau des Prix.

Les prestations à exécuter sont les suivantes :

- la mise à disposition ponctuelle de personnels et véhicules ayant pour mission l'organisation des tournées de collecte avec la prise en charge, le conditionnement, le transport, le traitement et l'élimination vers les installations agréées appropriées des déchets diffus spécifiques déposés par les usagers sur l'ensemble des déchèteries de la Communauté d'Agglomération équipées d'un local de stockage adapté ;
- la mise à disposition ponctuelle de personnels et véhicules ayant pour mission l'accueil et l'information des usagers, sur les déchèteries de la Communauté d'Agglomération dans lesquelles le stockage des déchets diffus spécifiques n'est pas autorisé ;
- le suivi administratif et comptable des flux de déchets et la transmission régulière des informations à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les armoires de stockage des DDS mise en place dès 2008 étant fortement sollicitées et régulièrement vandalisées, la consultation comporte également une option relative à la location de matériels de stockage auprès de l'entreprise assurant la collecte des produits. Cette disposition est nécessaire dans l'attente des investissements qui seront réalisés au cours des prochaines années dans le cadre du futur programme de rénovation et de modernisation des Points Propreté, lesquels devant nécessairement prendre en compte les exigences de l'Eco Organisme EcoDDS agréé par les pouvoirs publics le 20 avril 2013 afin d'assurer le service à partir de 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de consultation des entreprises pour la collecte et le traitement des Déchets Diffus Spécifiques déposés dans les Points Propreté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert,
 - dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2014 et suivants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire le marché tel que défini ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°75 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES N°2742GD11 - LOT N°2 RÉCEPTION, TRI ET VALORISATION DES COLLECTES D'ENCOMBRANTS ET DES BENNES BOIS ISSUES DES DÉCHÈTERIES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

A l'issue de la consultation d'entreprises organisée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier selon la procédure d'appel d'offres ouvert pour la réception, le tri et la valorisation des collectes des encombrants ainsi que des bennes bois issues des déchèteries communautaires. La Commission d'Appel d'Offres a retenu lors de sa séance du 20 décembre 2011, pour le lot n°2 concernant le traitement des bennes bois provenant des déchèteries, la société ONYX Languedoc-Roussillon sise 765 rue Henri Becquerel, 34 000 MONTPELLIER, pour un montant annuel de 662 400,00 € H.T.

Par délibération n°10644 du 30 janvier 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché correspondant. La durée du marché n°2742GD11 est d'un an renouvelable deux fois.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire de conclure un avenant n°1 à ce marché pour prendre en compte les résultats des caractérisations du gisement des bennes de bois qui font apparaître, à hauteur de 1,3 % du gisement global, la catégorie « C » de bois traité avec des produits toxiques, qui nécessite un traitement particulier. Il convient donc de créer un prix nouveau pour la réalisation de prestations complémentaires de transport et de traitement du bois « C » dans des installations adaptées agréées, non prévues dans le cadre du marché initial.

Le montant prévisionnel annuel initial du marché est ainsi porté à 664 784,64 € H.T., en augmentation de 0,36 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°2742GD11 à conclure avec la société ONYX Languedoc Roussillon tel qu'exposé ci-dessus;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 928;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°76 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3375GD13 DE TRAITEMENT ET VALORISATION DES REFUS DES UNITÉS DE TRAITEMENT DES DÉCHETS - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Afin d'assurer en toutes circonstances la continuité du service public d'élimination des déchets au regard de l'importance des tonnages traités et pour tenir compte des variations de disponibilité et de performances des installations de traitement mobilisées localement, soumises à des contraintes techniques ou saisonnières fortes, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a conclu deux marchés de prestations de service pour permettre le traitement des refus de ses installations.

Elle dispose ainsi d'un marché conclu avec la société OCREAL pour assurer la valorisation énergétique des déchets qui par leur nature ne peuvent faire l'objet ni d'un traitement par méthanisation, ni d'une valorisation après tri sélectif, ni d'enfouissement sur l'installation de stockage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour un tonnage annuel maximum de 35 000 tonnes par an.

Par ailleurs, le Conseil de Communauté a autorisé par délibération du 20 décembre 2011 le lancement d'un appel d'offres pour le traitement des refus que l'unité OCREAL ne serait pas en mesure d'accueillir, pour un tonnage complémentaire de 30 000 tonnes par an. Sur la base des hypothèses actuelles, le montant maximum du marché correspondant n°2842 conclu avec la société SMN à l'issue de la procédure de mise en concurrence pourra être atteint au mois de février 2014.

Il convient donc d'envisager dès à présent le lancement d'un nouvel appel d'offres en application des articles 33, 57 à 59 du code des marchés publics en vue de conclure un nouveau marché de traitement des refus des unités de traitement des ordures ménagères collectées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le démarrage des prestations est prévu dans le courant du premier semestre 2014.

La marché fait l'objet d'une tranche ferme courant de l'ordre de service de démarrer les prestations envisagées jusqu'au 31 décembre 2014 et de deux tranches conditionnelles de 6 mois chacune. La durée maximale du marché toutes tranches confondues est ainsi fixée à 24 mois maximum. Il se terminera au plus tard le 31 décembre 2015, date de fin de la tranche conditionnelle 2.

Les prestations seront réglées par l'application de prix unitaires à la tonne traitée y compris Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) et TVA. Le marché ne comprend ni prestation alternative ou supplémentaire (anciennement dénommée "option"), ni variante. Il ne comprend, par ailleurs, pas d'engagement minimum dans la mesure où il ne sera fait appel aux prestations du marché qu'en cas de besoin, en fonction des performances de prévention, de réduction et de valorisation des déchets atteintes sur le territoire communautaire. Son montant maximum est estimé à 7 680 000,00 € H.T. sur la durée maximale de 24 mois, pour un tonnage maximum estimé à 60 000 tonnes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement d'un appel d'offres concernant le traitement et la valorisation des refus des unités de traitement des déchets,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, à signer le marché n°3375GD13 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°77 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3430GD13 POUR LA FOURNITURE ET LA POSE DE CONTENEURS ENTERRÉS - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés », la Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise l'acquisition et la maintenance des équipements de pré-collecte usuels (bacs roulants, arceaux fixe-conteneurs).

Sur un certain nombre de sites sensibles, l'utilisation des bacs roulants mis à disposition des foyers ou plus fréquemment disposés en points de regroupement conduit à dégrader la perception de l'espace public, d'un point de vue esthétique ou en terme de propreté, du fait de la difficulté à maintenir des bacs propres voire de la présence de dépôts en tout genre au pied des conteneurs. Il peut donc y avoir avantage dans certains cas à réaliser un aménagement consistant à enterrer les équipements destinés à recevoir les déchets.

Au-delà des critères de salubrité et d'esthétique, l'usage de ces dispositifs enterrés, présentant un volume utile important (de 1,5 à 5 m³), permet de réduire les fréquences ainsi que les moyens de collectes (camion mono opérateur), rendant l'extension de ces dispositifs enterrés bénéfique à terme pour la maîtrise des coûts et des nuisances liées à la collecte.

Aussi, depuis 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose aux communes qui le souhaitent la mise en place de conteneurs enterrés. Une convention type, approuvée par le Conseil Communautaire du 26 novembre 2009, a été proposée à la signature de chacune des communes intéressées par cette opération et établit la répartition des prestations et charges. Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération prend notamment en charge l'acquisition et la pose du matériel de stockage.

A ce jour, plus de 150 conteneurs enterrés ont été implantés avec succès dans diverses communes de l'Agglomération de Montpellier et la demande de nouvelles fournitures demeure importante.

Le marché n°2311GD10 conclu à cet effet avec les sociétés CITEC ENVIRONNEMENT et SOTKON est arrivé à son terme le 23 août 2013. Un nouvel appel d'offres pour l'achat des conteneurs enterrés doit donc être lancé en application des articles 33 3^oal, 57 à 59 du Code des Marchés Publics afin d'assurer la continuité de cette action.

Il s'agira de marchés à bons de commande passés pour une période de 2 ans, reconductibles une fois pour la même durée, sans minimum ni maximum.

Ces marchés consistent en la fourniture et la mise en place de conteneurs enterrés pour le stockage des ordures ménagères, des déchets recyclables ou du verre permettant :

- d'offrir un volume suffisant de collecte,
- de limiter l'emprise physique et visuelle sur la voie publique, seule une borne de remplissage restant visible,
- de retirer les bacs roulants présents dans les rues voisines concernées,
- d'améliorer la gestion globale de l'espace autour des conteneurs,
- de diminuer le coût général de la collecte.

Le lot n°1 porte sur la fourniture et la pose de conteneurs enterrés de type cuve métallique pour la collecte des déchets. La cuve enterrée de 3, 4 ou 5 m³ est solidaire de la plateforme au sol et de la borne de remplissage. L'ensemble est levé par une grue montée sur un camion gros porteur de type ampliroll.

Le lot n° 2 concerne la fourniture et la pose de conteneurs enterrés de type cuve légère pour la collecte des déchets. La plateforme et la borne se basculent pour permettre le levage par grue de la cuve. Ainsi cette dernière peut être vidée par un camion benne traditionnel à chargement arrière, équipé d'une grue, ce qui permet d'installer ces conteneurs dans des secteurs plus difficiles d'accès. Les cuves légères peuvent être d'un volume de 1,5 ou 3 m³ environ.

Les prestations seront, pour chaque lot, rémunérées par application de prix unitaires figurant au Bordereau des Prix. Chaque lot fera l'objet d'un marché, lequel prendra effet à sa notification.

Au titre de la 1^{ère} année, les prestations peuvent être estimées, au global, à 340 000 € H.T.

(150 000 € H.T. sur le lot n°1; 190 000 € H.T. sur le lot n° 2). Pour les années suivantes, il est difficile d'estimer le volume des prestations dans la mesure où celui-ci dépend de conventionnements avec les communes, mais il devrait, logiquement, s'inscrire à la baisse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres relatif au marché n°3430GD13 portant sur la fourniture et la pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908, et seront complétés dans les prochains budgets en tant que de besoin,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, à signer le marché n°3430GD13 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°78 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES POUR LES AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DANS LA BASSE VALLÉE DE LA MOSSON - MARCHÉ N°3231EA13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°10975 du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'opération de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, au niveau des Communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone et a sollicité notamment de l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault, leurs meilleures aides pour le financement des missions de maîtrise d'œuvre, géotechniques et topographiques nécessaires à la réalisation ultérieure de ce programme d'aménagement.

Depuis, les aides financières de l'Etat et de la Région Languedoc-Roussillon ont été obtenues.

Par délibération n°11674 du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a notamment approuvé le coût prévisionnel du programme d'aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson réévalué à 3,5M€ H.T. et a autorisé le lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert pour la désignation du maître d'œuvre. La consultation pour la passation de ce marché de maîtrise d'œuvre est en cours et un marché relatif aux études géotechniques et hydrogéotechniques a été passé récemment.

Aujourd'hui, il convient de réaliser les leviers topographiques nécessaires à la définition précise des aménagements hydrauliques. Pour ce faire, une procédure d'appel d'offres ouvert, avec notamment une publicité au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE), a été menée en application des articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics en vue de la désignation d'une entreprise pour l'exécution de ces prestations, estimées à 52 000 € H.T.

À l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par chaque candidat, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 10 septembre 2013, a décidé d'attribuer le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse, soit celle de l'entreprise GE INFRA, 174 avenue de Saint Exupéry 31400 Toulouse, sur la base d'un montant estimatif non contractuel de 18 555,75 € H.T., étant précisé que ce marché est à prix unitaires, appliquées aux quantités mises en œuvre lors de l'exécution du contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de prestations et services n°3231EA13 avec l'entreprise GE INFRA, domiciliée 174, avenue Saint Exupéry 31400 Toulouse,
 - dire que les crédits nécessaires à ces prestations sont inscrits au budget général de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou Monsieur le Vice Président délégué à signer le marché n°3231EA13 ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°79 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES POUR LES ÉTUDES ET LES AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS - MARCHÉ N°3206EA13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Lutte contre les inondations, les services de la Communauté d'Agglomération sont amenés à faire réaliser des prestations topographiques afin de répondre aux besoins des études, des travaux et des opérations de surveillance des ouvrages hydrauliques dont la Communauté d'Agglomération est gestionnaire.

L'élaboration des projets puis le contrôle de la bonne exécution et la réception des travaux et enfin la surveillance des ouvrages nécessitent la réalisation de prestations topographiques.

Pour faire face à ces besoins, il convient donc de faire exécuter les prestations topographiques dans le cadre d'un marché fractionné à bons de commande.

Dans ce cadre, une procédure d'appel d'offres ouvert a été menée en application des articles 33 3^{ème} alinéa et 57 à 59 du Code des Marchés Publics en vue de la passation d'un marché de prestations de service. Ce marché sera passé en application de l'article 77 du même Code relatif aux marchés à bons de commande. Il s'agit d'un marché annuel à bons de commande sans minimum ni maximum, reconductible trois fois au maximum.

À l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par chaque entreprise, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 10 septembre 2013, a décidé d'attribuer le marché à la SCP BILIKI-DHOMBRES-OSMO, 134, rue Font Caude, 34080 Montpellier qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché à bons de commande de prestations de service n°3206EA13 avec l'entreprise SCP BILIKI-DHOMBRES-OSMO, domiciliée 134, rue Font Caude, 34080 Montpellier sans montant minimum ni maximum,

- dire que les crédits nécessaires à ces prestations sont inscrits au budget général de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3206EA13 ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°80 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DANS LA VALLÉE DE LA MOSSON - RÉPARATION DU SEUIL AU DROIT DU STADE DE LA MOSSON - APPROBATION DU PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT - DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES POUR LES MISSIONS TOPOGRAPHIQUES, GÉOTECHNIQUES ET DE MAÎTRISE D'OEUVRE - APPROBATION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°10906 en date du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a engagé la procédure d'extension de la compétence « Travaux » en matière de Lutte contre les inondations dans la vallée de la Mosson.

A l'issue de cette procédure, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a complété la rubrique compétences supplémentaires de l'arrêté n°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 comme suit : « travaux d'aménagement hydraulique en faveur de la lutte contre les inondations dans la vallée de la Mosson ».

Les résultats d'une étude réalisée en 2007 sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération montrent qu'il est nécessaire de reconstruire le seuil dans sa totalité et de conforter les berges notamment au droit de l'ancrage du seuil.

Le programme de l'opération à réaliser comprend, outre la reconstruction du seuil et le confortement des berges rives droite et rives gauche sur les Communes de Juvignac et de Montpellier, l'installation d'une passe à poissons ainsi que des travaux annexes sur la ripisylve environnante .. Ce programme est estimé à 800 000 € H.T.

Il est proposé la réalisation de ce programme et d'engager des missions de maîtrise d'œuvre s'appuyant sur des études topographiques et géotechniques adaptées. Après élaboration des études d'avant-projet et des dossiers réglementaires nécessaires aux autorisations de travaux, le Conseil de Communauté sera à nouveau sollicité notamment pour approuver l'avant-projet, son montant prévisionnel et solliciter les aides financières correspondantes.

La mission de maîtrise d'œuvre qui serait confiée pour les travaux identifiés ci-avant, au niveau des Communes de Juvignac et Montpellier, comprendra les missions normalisées AVP, PRO, ACT, VISA, DET et AOR ainsi que l'élaboration de l'ensemble des dossiers réglementaires nécessaires aux autorisations administratives, Loi sur l'eau et DIG notamment.

Le montant des travaux envisagés est estimé à 800 000 € H.T. Le montant global des missions de maîtrise d'œuvre, géotechniques et topographiques nécessaires pour ces travaux est estimé à 80 000 € H.T.

Ces prestations pourront être financées dans le cadre du PAPI Lez. Dans ces conditions, le plan de financement serait le suivant :

- 40% pour l'Etat,
- 20% pour la Région Languedoc-Roussillon,
- 20% pour le Département de l'Hérault,
- 20% pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les aides financières de l'Agence de l'Eau seront également sollicitées compte tenu de l'amélioration escomptée de la vie piscicole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de travaux pour la réparation des berges et du seuil au droit du stade de la Mosson sur les Communes de Juvignac et Montpellier, pour un montant de 800 000 € H.T.,
- solliciter les meilleures aides financières auprès des différents partenaires notamment l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault pour le financement des missions de maîtrise d'œuvre, géotechniques et topographiques nécessaires à la mise en œuvre ultérieure de ce programme de travaux,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°81 : INNOVATION – CONVENTIONS DE PARTENARIAT ET DE SERVICES AVEC LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LA MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE (SGMAP) - PARTICIPATION AU PROJET "MON.SERVICE-PUBLIC.FR" EN TANT QUE COLLECTIVITÉ PILOTE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est engagée dans une stratégie numérique globale afin d'accroître les services offerts aux usagers et de permettre la simplification de la relation entre les citoyens et notre institution.

A ce titre,, elle a mis en place sur son site « web » une plateforme de services en ligne (ou e-services) articulée autour d'un compte citoyen.

Le Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique met à disposition des citoyens français depuis 2003 un portail d'authentification unique à destination des collectivités et administrations françaises : mon.service-public.fr (MSP). Ce portail permet de centraliser la gestion de la relation avec différentes administrations (formalités en ligne, stockage des pièces justificatives,...) sur la base d'une identité unique.

Une nouvelle version de ce portail plus riche et plus simple à mettre en œuvre pour les administrations partenaires est en cours de réalisation et le SGMAP souhaite associer des Collectivité partenaires pour son lancement.

Les présentes conventions de partenariat et de services ont pour objet de permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à ce projet en tant que pilote et décrivent les modalités de mise en œuvre des liens entre le site Internet « mon.service-public.fr » et la plateforme e-services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les dispositifs suivants :

- Un dispositif de fédération d'identités entre le site mon.service-public.fr (MSP) du SGMAP et la plateforme e-services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- L'utilisation de documents dématérialisés à partir de l'espace de stockage mon.service-public.fr (ou « coffre-fort » électronique) pour les besoins des usagers de la plateforme e-services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Le suivi des e-services de la plateforme de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le tableau de bord personnel de mon.service-public.fr (MSP).

La participation à ce projet apporterait à la Collectivité les bénéfices suivants :

1. Faire partie des deux premières Collectivités pilotes (avec la Ville de Paris) d'un projet de dimension nationale qui devrait connaître une certaine couverture médiatique compte tenu des nouvelles ambitions du SGMAP (tendre vers une identité unique numérique pour les usagers des services publics en ligne),
2. Donner de la visibilité au projet E-services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le portail national de Mon service public,
3. Participer, en tant que partenaire, à la gouvernance de ce projet national comme membre de droit du Comité de pilotage du projet avec participation au vote sur les évolutions futures de la solution,
4. Offrir de nouveaux services aux usagers de notre plateforme d'e-services : Stockage sécurisé des pièces justificatives dans le coffre-fort MSP, authentification unique entre les deux portails, suivi des procédures en cours de l'Agglo dans le compte MSP.

Les présentes conventions sont signées pour une durée de 2 ans, renouvelables tacitement pour une durée de 2 ans avec possibilité de résiliation sur simple déclaration en ménageant un préavis de 2 mois.

La mise en œuvre technique sera réalisée dans le cadre du marché n°3051RI12 par son titulaire, la société Entrouvert, pour un coût de 23 920 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de partenariat et de services avec le Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°82 : INNOVATION – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (PRD2) PORTANT SUR LA MOBILITÉ - AVENANT N°1 AU CONTRAT D'APPLICATION R&D PRD2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

Le projet Cité intelligente dans sa phase de développement, d'expérimentations et de tests de solutions techniques urbaines en grande nature fait l'objet d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012. Il comprend notamment une plateforme de mobilité multimodale temps réel connectée avec le centre opérationnel multirisques afin d'inciter les usagers à prendre les transports en commun ou toute solution alternative.

Le Projet de Recherche et Développement n°2 « PRD Transport & Mobilité multimodale » dit PRD2 constitue un contrat d'application de R&D complémentaire au contrat de consortium autorisé par délibération n°11614 du Conseil Communautaire du 26 juin 2013.

Ce PRD2 est réalisé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les universités Montpellier 1 et 2, IBM, Citiway et Mecatran, dans le cadre du projet de Recherche et Développement; il proposera des services innovants d'informations à partir du développement d'une plate-forme de mobilité multimodale.

Ce PRD2 intègre des services de mobilité dans un ensemble ouvert à d'autres domaines de la gestion urbaine traités par la plateforme collaborative, l'Intelligent Operations Center (IOC).

Cette plateforme doit se construire dans le cadre des orientations stratégiques de l'agglomération, notamment le Plan de Déplacement Urbain (PDU) de l'Agglomération de Montpellier dont l'objectif central est le report modal : de l'usage solo de la voiture particulière vers les modes doux, les transports collectifs et les usages partagés de

l'automobile (covoiturage, auto partage), l'Agenda 21 approuvé en 2011 et la démarche Plan Climat Energie Territorial (PCET) consistant à diminuer localement, à l'horizon 2020, les émissions de gaz à effet de serre, mais également adapter notre territoire aux effets prévisibles du changement climatique.

Le PRD2 cherche à identifier des possibilités d'amélioration d'accessibilité aux modes de transports grâce notamment aux nouvelles technologies. Dans un contexte d'évolution très rapide des technologies et des offres numériques de mobilité, le PRD2 apporte des propositions innovantes dans une vision prospective.

Ce caractère innovant sera renforcé par la conduite d'une expérimentation en termes de calculateur multimodal dynamique correspondant au lot 2.5 du contrat d'application du PRD2. Ce calculateur permettra de recalculer un itinéraire déjà proposé sur la base d'événements diagnostiqués par le système ou par le citoyen, de façon à optimiser l'itinéraire au fil du trajet. Le but est de maintenir le meilleur itinéraire tout au long du trajet.

Il s'agit d'un calcul d'itinéraire basé sur des informations temps réel et prédictives comparant différentes options multimodales avec des critères de temps de trajets, nombre de connections, coût du déplacement, coût environnemental.

Ce composant, intégré au déroulement du PRD2 en termes de coordination et planning, mobilisera les équipes du laboratoire de recherche d'IBM Irlande à Dublin.

IBM France supportera les propres coûts relatifs au développement de ce composant.

Le présent avenant n°1 au Contrat d'application R&D PRD2 portant sur le Calculateur Multimodal Dynamique Mobile a été finalisé et prendra effet du 1^{er} octobre 2013 jusqu'au 31 décembre 2015..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'Avenant n°1 au Contrat d'application R&D PRD2
 - autoriser Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'Avenant n°1 au Contrat d'application R&D PRD2 avec les partenaires du PRD2, ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°83 : HORS COMMISSION – SUBVENTION DE SOUTIEN À L'ASSOCIATION 'LA MONTPELLIER REINE A DU COEUR' - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient, par sa participation aux frais d'organisation d'une course pédestre de 4 km « La Montpellier Reine », la cause des femmes atteintes d'un cancer du sein, mais permet également par cette action de sensibiliser le plus de femmes possible à l'importance majeure du dépistage du cancer du sein.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'attribuer la subvention suivante :

- 5 000 € pour l'association « La Montpellier Reine du cœur » au titre de l'année 2013

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de cette subvention,
 - dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°84 : HORS COMMISSION – PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'HÉBERGEMENTS HÔTELIERS DES AUTEURS PARTICIPANT À L'ÉDITION 2013 DU FESTIVAL O TOUR DE LA BULLE - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La 6^{ème} édition du Village BD O'Tour de la Bulle s'est déroulée à Odysseum le week-end du 14 au 15 septembre.

Cette manifestation pour tous les publics a proposé de nombreuses animations gratuites : tatouages éphémères, espace pour les tous petits, ateliers d'expression, expositions «la BD et l'Histoire» et «Max et Lili», espace Manga Elle a réuni plus de 40 auteurs et dessinateurs.

Dans le cadre de l'organisation de cet événement, il est proposé au Conseil d'approuver la prise en charge des frais d'hébergements hôteliers pour 2 nuits, de 25 participants invités par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un montant de total de 5 059,00 €TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge des frais d'hébergements hôteliers pour les auteurs accueillis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°85 : HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU PRÉSIDENT - MODIFICATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Afin de permettre aux collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Le CCAG Travaux a été profondément remanié par arrêté du 8 septembre 2009, notamment concernant la procédure à mettre en œuvre en cas d'augmentation du montant des travaux. Il s'agit de concilier les dispositions du CCAG Travaux, notamment son article 15, avec celles du Code des Marchés Publics.

Le CCAG Travaux ne prévoit plus le recours à une décision de poursuivre dans le cadre de marchés publics de travaux, lorsqu'il s'agit de l'augmentation du montant des travaux. Il met en place un dispositif contractuel autorisant la poursuite des travaux jusqu'à un plafond de 5% du montant contractuel pour un marché à prix forfaitaires et 25% pour un marché à prix unitaires, sauf émission par le Maître d'œuvre d'un ordre de service arrêtant les travaux au moins 10 jours, avant la date à laquelle le montant contractuel initial sera atteint.

Aussi, il s'avère nécessaire de concilier ce dispositif avec le Code des Marchés Publics dont l'article 118 prévoit que *« Dans le cas particulier où le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée, que les prix indiqués au marché soient forfaitaires ou unitaires, à la conclusion d'un avenant ou, si le marché le prévoit, à une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur »*.

Dans le souci de sécuriser le maître d'ouvrage et de garantir le contrôle financier des marchés publics de travaux, il apparaît nécessaire de mettre en œuvre des décisions de poursuivre, pour toute augmentation dans la masse des travaux, mais encadrée dans une limite de 10% du montant «contractuel du marché» tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires et de 5% du montant «contractuel du marché» tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire. Ce dispositif sera aussi mis en œuvre pour les marchés à prix mixte, sur la base des taux mentionnés ci-dessus et selon les modalités de calcul définies à l'article 15.3 du CCAG Travaux.

Afin de prendre rapidement ces décisions de poursuivre, dans les délais imposés par le CCAG Travaux il est proposé de mettre en œuvre le dispositif suivant :

- Pour les marchés passés selon une procédure formalisée, la délibération adoptée par le Conseil Communautaire pour autoriser la signature du marché, pourra autoriser également le Président ou son représentant à signer les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant «contractuel du marché», tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte.

Pour les opérations réalisées dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la signature de cette décision de poursuivre par le mandataire sera subordonnée à un accord express préalable du Président ou de son représentant, en application de la délibération.

- Pour les marchés passés selon la procédure adaptée, il est nécessaire de compléter les délégations permanentes du Conseil Communautaire au Président afin de bénéficier de toute la réactivité requise et l'autoriser à ce titre, à prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément aux articles 28 et 146, la signature des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant «contractuel du marché», tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant «contractuel du marché», tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte.

Il est donc proposé de compléter les délégations permanentes du Conseil Communautaire au Président par un article 5 ter rédigé comme suit :

- prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une

procédure adaptée conformément aux articles 28 et 146, la signature des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant «contractuel du marché», tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant «contractuel du marché», tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte.

Les autres délégations telles que définies par délibération n°11586 du 23 mai 2013 demeurent inchangées :

1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;

2. fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Communauté, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Communauté qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3. procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

-à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés

-avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts

-avec possibilité de remboursement in fine

-à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR)

Le contrat d'emprunt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

-des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement

-la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt

-la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,

-la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement

Le président de la Communauté d'Agglomération bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat d'emprunt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées.

4. -prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

-prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

5. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux, relevant de l'alinéa 1 de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur à 1 500 000€HT, pour les deux cas susvisés, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

5.bis prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne relevant pas des alinéas 4 et 5 de la présente délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président.

6. approuver et conclure tous les avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, approuver et conclure tous les avenants aux marchés qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ; Délibération n° 11431

7. autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

8. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

9. créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté ;

10. accepter les dons et legs qui ne sont grevés, ni de conditions, ni de charges ;

11. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;
12. exercer, au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;
13. intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
14. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Communauté dans la limite fixée par le Conseil de Communauté ;
15. agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
16. adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics communautaires ;
17. approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
18. autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
19. autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
20. autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté ;
21. autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
22. autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;
23. autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;
24. autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
25. indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;
26. prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;
27. préparer, passer, attribuer et signer tous les marchés publics relevant de la compétence et de l'urgence impérieuse telle que définie dans le code des marchés publics, quelques soient leurs montants, à la fois en tant que représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice ;
28. autoriser la signature de convention de dépôtage de sous-produits d'assainissement.
29. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels de fournitures courantes et services qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels relatifs à des marchés de travaux passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 26 et 146 du code des marchés publics, d'un montant inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.
30. prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt communautaire, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération. La présente délibération abroge la délibération n°11586 du Conseil de Communauté du 23 mai 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°11 586 du 23 mai 2013,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du

Code Général des Collectivités Territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises en application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°86 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ PORTANT INVESTISSEMENT DU PROJET IMMOBILIER DE L'ASSOCIATION MUTUELLE DES MOTARDS - PRISE DE PARTICIPATION - AUTORISATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SERM au capital de 5 894 000 euros composé de 368 375 actions. Elle détient 27,61% du capital, soit 101 719 actions et occupe 3 postes sur 14 au Conseil d'Administration de la société.

Le Conseil d'Administration de la SERM prévoit de proposer lors de sa prochaine séance, le projet de participer, au capital d'une société par action simplifiée en cours de constitution, dans le but de porter l'investissement nécessaire à l'implantation du siège de l'Association Mutuelle des Motards sur la ZAC du Parc de l'Aéroport.

La prise de participation de la SERM au sein de cette nouvelle structure serait ainsi minoritaire, dans la limite de 2% du capital social ou dans la limite de 100 000 €

En effet, l'Association Mutuelle des Motards (AMDM) est actuellement implantée sur deux sites dans le Parc Euromédecine.

Dans le cadre du regroupement de ces deux implantations, l'AMDM a choisi d'implanter son nouveau siège social dans le périmètre de la ZAC du Parc de l'Aéroport, depuis renommée Ode Acte 1 dans le cadre du Projet Ode à la Mer Nature Urbaine.

A cette fin, AMDM a décidé de constituer dès le démarrage de l'opération, une équipe complète en charge de lui livrer son nouveau siège fin 2015.

Le montage de l'opération repose sur :

- Un promoteur et un architecte, en charge de concevoir et réaliser le bâtiment sur la base d'un programme de 9.000 m². L'équipe retenue après concours par l'AMDM est Altarea Cogedim et Jacques Ferrier;

- Une société investisseur, de type Société par Action Simplifiées (SAS), acquéreur du terrain auprès de la SERM aménageur de la ZAC, qui contractera un Contrat de Promotion Immobilière avec le promoteur, et consentira un bail au profit de l'AMDM. A ce titre, la Caisse des Dépôts et MIDI 2i (Caisse d'Epargne) ont confirmé leur intérêt par courrier du 15 avril 2013, pour être co-investisseurs de ce projet, sur la base d'une offre correspondant au marché (rendement brut de l'ordre de 7%) et ont sollicité la participation minoritaire de la SERM. Le démarrage des travaux est prévu au 2^{ème} trimestre 2014.

Conformément aux statuts de la SERM, l'entrée au capital de la nouvelle structure nécessite l'approbation du Conseil d'Administration de la société ; aussi, cette prise de participation de la SERM exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article.* »

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise de participation de la SERM dans la société en cours de constitution qui sera chargée de porter l'investissement du projet du nouveau siège social de l'Association Mutuelle des Motards, dans la limite de 2% de ce capital ou 100 000 euros ;

- autoriser les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à voter en faveur de cette prise de participation à l'occasion du Conseil d'Administration de la SERM ;

- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°87 : HORS COMMISSION – AVENANT AU CONTRAT DE PARTENARIAT 2012-2016 DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER POUR UNE MOBILITÉ DURABLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Afin de poursuivre leur partenariat contractuel, engagé depuis 2004 autour de priorités communes, le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont signé le 6 novembre 2012 un contrat de partenariat sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier pour une durée de cinq ans (2012/2016).

Ce contrat est principalement axé sur la problématique des mobilités durables, pour lesquelles les deux collectivités ont décidé de conjuguer et de coordonner leurs efforts afin d'accompagner la mise en œuvre d'actions innovantes dans le Plan de Déplacements Urbains 2010-2020, approuvé en juillet 2012 par le Conseil Communautaire.

Huit actions ont été retenues à ce titre :

- la restructuration du Pôle d'Echange Multimodal de la gare Montpellier Saint-Roch ;
- les lignes 3 et 4 de Tramway ;
- les études de la dénivellation du Giratoire de Bionne sur la RD 132, en phase avec celles de la ligne 5 de tramway ;
- le Car à Haut Niveau de Service (CHNS) projeté par le Conseil général sur l'axe Clermont l'Hérault-Gignac-Montpellier ;
- l'aménagement et la dénivellation du passage à niveau sous la RD 26 permettant la desserte du Pôle d'Echange Multimodal (PEM) de Baillargues, appuyé notamment sur la future gare TER ;
- l'aménagement du giratoire RD 610/RD613 en phase avec la requalification du parc du Salaison ;
- la Gestion Multimodale des Déplacements de l'Agglomération de Montpellier (GEMDAM) ;
- l'enquête globale des déplacements de l'Hérault Secteur Est Héraultais.

Par ailleurs, une action culturelle a été retenue dans ce contrat, pour acter le financement du Conseil général à l'Opéra-Orchestre de Montpellier, dans le cadre d'un conventionnement spécifique à intervenir le moment venu avec la structure concernée.

Depuis, le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont poursuivi leurs échanges pour renforcer le partenariat culturel entre les deux collectivités.

Dans ce cadre, une actualisation du contrat de partenariat 2012-2016 a été négociée pour que la Communauté d'Agglomération participe au financement :

- du projet artistique et culturel de l'EPIC du domaine d'O et en particulier sa saison d'hiver 2013-2014,
- du projet porté par l'association Folies Lyriques qui consiste à promouvoir l'opérette et la comédie musicale à Montpellier,

sous forme de subventions de fonctionnement, à hauteur respectivement de 300 000 € et de 200 000 € pour l'année 2013.

Ces participations nouvelles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier seront compensées par la diminution de ses fonds de concours en investissement au Département sur les opérations suivantes :

- Le Car à Haut Niveau de Service (CHNS), avec une réduction de 250 000 € sur le BP 2013 de la Direction des Transports et de la Voirie, ce qui annule la participation initialement prévue à cette opération sur l'année 2013 ;
- Le Giratoire du Salaison, avec une réduction de 250 000 € sur le BP 2013 de la Direction des Transports et de la Voirie, qui annule également la participation initialement prévue à cette opération en 2013.

Toutefois, le Département ayant exprimé le souhait de maintenir la participation de la Communauté d'Agglomération sur l'ensemble de l'opération Giratoire du Salaison, sans que l'équilibre du contrat ne soit modifié, il est proposé, d'une part, d'augmenter la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur l'opération Giratoire du Salaison d'un montant de 250 000 € sur les exercices 2014 et 2015 et d'autre part, en contrepartie, de réduire sa participation sur l'opération Car à Haut Niveau de Service sur les exercices 2014 et 2015. Compte tenu des termes du contrat initial et de ces évolutions, le financement apporté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ces deux opérations se traduit de la manière suivante :

- Giratoire du Salaison : 250 000 € au BP 2014 et 250 000 € en 2015 ;
- Car à Haut Niveau de Service : 250 000 € au BP 2014 et 250 000 € en 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'actualisation 2013 du contrat de partenariat 2012-2016 à passer entre le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- valider la programmation des actions 2013 du contrat de partenariat entre le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, telle qu'annexée au projet de contrat d'actualisation ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.